

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Banque Nationale de l'Iran

et

son rôle dans le développement économique du pays

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Juin 1937, à 13 h, 30

PAR

POUR HOMAYOUN

PRÉSIDENT : M. Roger PICARD, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. NOYELLE, Professeur.

M. PIROU, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937

Thèse Paris
1937.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Banque Nationale de l'Iran
et
**son rôle dans le développement économique
du pays**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Banque Nationale de l'Iran

et

son rôle dans le développement économique du pays

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Juin 1937, à 13 h. 30

PAR

POUR HOMAYOUN

PRÉSIDENT : M. Roger PICARD, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. NOYELLE, Professeur.

M. PIROU, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937

*
39866.



INTRODUCTION

S'il paraît exagéré d'admettre, comme l'ont fait certains économistes allemands, qu'avec la découverte de la notion de crédit, l'humanité est entrée dans une nouvelle ère économique : *Creditwirtschaft*, il serait par contre exact d'affirmer que la technique moderne de crédit a bouleversé complètement les conditions économiques des Sociétés contemporaines. Le crédit est devenu de nos jours l'élément essentiel de l'organisation de la production et du commerce. Ceux qui épargnent ou possèdent des capitaux les prêtent à ceux qui produisent ou échangent des richesses, voilà en deux mots la synthèse de crédit et qui permet de saisir sa fonction économique.

On a pu parler des miracles de crédit, un des économistes anglais, de la fin du ^{xix}^e siècle, Mac Léod, a même essayé d'établir que le crédit a la vertu de multiplier les capitaux et les richesses. Point n'est besoin, pour affirmer l'importance de crédit dans la vie économique de se laisser aller à de telles exagérations. Le crédit ne multiplie pas les capitaux et les richesses ; Gide, dans une formule simple et claire, l'a bien démontré : « Si toute créance constituait une richesse, dit-il, il suffirait que chaque Français prêtât sa fortune à son voisin pour doubler du coup la fortune de la France ». Mais alors, quelle est exactement l'utilité et la fonction de crédit ? Si on va au fond des choses et si on ne se laisse pas tromper par certaines apparences, on verra sans difficulté que le crédit n'opère qu'un simple

déplacement des biens et des richesses de la main du prêteur à celle de l'emprunteur, mais c'est justement dans ce déplacement que réside toute l'utilité de crédit et elle est capitale. En effet, le crédit, et nous envisageons ici le crédit de production, va chercher les capitaux là où ils sont improductifs, inutilisés, là où leurs détenteurs sont incapables de les faire fructifier eux-mêmes, pour les donner à ceux : industriels, commerçants, agriculteurs, qui ont les autres moyens de production et d'échange ainsi que les aptitudes nécessaires et qui manquent précisément de capitaux. De la sorte, le crédit réalise la collaboration nécessaire et conforme aux intérêts généraux des moyens de production : capital et travail. Sans leur concours réciproque l'un et l'autre seraient stériles.

L'œuvre grandiose de l'humanité, les progrès sociaux, l'accroissement des biens et des richesses, en un mot notre civilisation matérielle avec ses avantages et ses défauts, sont les fruits de la collaboration intime du capital et du travail. Or, le crédit est le pont qui relie le monde du travail à celui du capital et de l'épargne.

On a pu comparer à juste titre le crédit à la force motrice qui actionne les ateliers d'une usine ; coupez le courant et vous allez d'un coup arrêter le fonctionnement de cette immense usine qu'est l'organisation économique contemporaine.

Dans les sociétés primitives et avec l'organisation rudimentaire de la production, le problème de crédit ne présentait pas de grandes difficultés. Le petit artisan du village, le paysan ou le marchand d'autrefois, travaillant avec leurs capitaux propres, avec des instruments simples et pour une clientèle limitée n'avaient pas de grands besoins de crédit et, dans le cas de nécessité, ils pouvaient

trouver facilement des particuliers disposés à le leur fournir.

Dans ce stade de l'économie, l'opération de crédit était fondée sur les rapports personnels, le prêteur connaissant la situation de l'emprunteur, lui faisait confiance en lui accordant des prêts. (Le mot de crédit vient justement du verbe latin *credere* qui signifie faire confiance.)

Il ne peut pas en être de même de nos jours avec l'évolution et la complexité de la vie économique : division du travail, production en grand, concentration et spécialisation des entreprises, etc...

Le besoin de crédit n'est plus quelque chose d'exceptionnel ; le commerçant, l'agriculteur et l'industriel sont obligés de faire constamment appel au crédit. L'appel au crédit commence avec la création même de l'entreprise, il continue pendant tout le cours de l'existence de celle-ci. L'organisation de crédit ne peut plus être fondée sur les rapports personnels, ce sont les capitaux anonymes auxquels le commerce et la production font appel. Or, il faut bien des institutions particulières pour rapprocher la masse des capitaux qui pourrait être utilisée aux opérations de crédit, aux emprunteurs, c'est-à-dire les producteurs et les commerçants. Les institutions particulières qui, de nos jours, jouent ce rôle sont les banques.

Les temps sont révolus où les *Sarrafs* (1) assis sur les bancs dans un coin de *bazar* (2) comme les *trapezites* de la Rome antique ou les *Campsores* du moyen-âge, pouvaient satisfaire les exigences de l'économie nationale.

Avec les conditions nouvelles de la vie économique qui exigent une organisation rationnelle de crédit, il faut des

(1) Changeurs de monnaies étrangères en Iran.

(2) Le marché des marchandises et des capitaux en Iran.

organismes nouveaux disposant des moyens nécessaires pour remplir leur rôle.

Les banques modernes ont pour principale fonction de recevoir des dépôts et de distribuer le crédit sous forme d'escompte ou d'avance, le banquier est, comme on l'a dit, le marchand du crédit et de l'argent.

Le fait pour les épargnants de déposer leurs capitaux dans les banques est d'une importance essentielle au point de vue économique. En effet, la concentration qui se produit ainsi dans les banques donne aux capitaux une très grande puissance qui leur manque quand ils sont isolés et éparpillés entre les mains d'une multitude d'épargnants. Dans son livre *Lombard Street*, voici comment Bagehot explique ce phénomène : « Un million sterling dans les mains d'un seul banquier constitue une grande puissance, ce banquier, en effet, peut immédiatement prêter cet argent à qui lui plaît et les emprunteurs viennent s'adresser à lui parce qu'ils savent qu'il a cette somme à sa disposition. Mais cette même somme répandue par parcelles dans toute une nation ne constitue aucun pouvoir : personne, en effet, ne sait où la trouver, à qui la demander ».

Il ne suffit pas seulement qu'un pays soit riche en capitaux pour que son économie prospère, il faut surtout que son commerce et sa production puissent trouver à tout moment, sur le marché et à bon compte, les capitaux dont ils ont besoin. En un mot, les capitaux thésaurisés et cachés dans les « bas de laine » ne présentent d'utilité que pour leur possesseur, ce ne sont qu'une ressource individuelle, tandis que les capitaux actifs, et qui circulent sur le marché, présentent une ressource sociale capable d'augmenter les richesses et le bien-être général.

Voici encore comment Bagehot, en parlant du marché

de Londres, expose les raisons de sa supériorité sur les autres marchés du monde : « Il existe beaucoup d'argent en dehors des banques en France, en Allemagne et dans tous les autres pays où la banque est peu développée, qu'on ne pourrait trouver en Angleterre ou en Écosse où la banque est fort développée. Mais cet argent n'est pas de l'argent sur le marché, si je peux m'exprimer ainsi, on ne peut l'atteindre ; l'argent anglais est, au contraire, de l'argent empruntable ». « Si l'on considère le monde comme un tout, soit dans le présent, soit dans le passé, il est certain que dans les Etats pauvres, il n'y a pas d'argent disponible pour les grandes entreprises nouvelles et que dans la plupart des pays riches, l'argent est trop éparpillé et tient trop fortement à la main de ses possesseurs, pour qu'on puisse se le procurer en quantité suffisante pour réaliser de nouveaux progrès. Un endroit comme Lombard Street, où, si ce n'est dans les temps les plus rares, on peut toujours se procurer en donnant de bonnes garanties, ou en offrant l'espérance d'un gain probable, est d'un luxe qu'aucun pays n'a jamais possédé à un degré égal ou même comparable » (1).

Donc ce qu'il faut pour un pays et sa prospérité, c'est d'avoir suffisamment ce que Bagehot appelle de « l'argent empruntable », disons des capitaux prêts à alimenter les opérations de crédit. La concentration des capitaux dans les banques est la première étape vers ce but, car elle permet, tout au moins aux opérations de crédit à court terme, de trouver facilement les capitaux nécessaires. Quant aux opérations à long terme et les placements financiers, la concentration des capitaux dans les banques ne suffit

(1) Bagehot, *Lombard Street ou le marché financier en Angleterre*, traduction française, 1874, p. 5 et s.

pas à elle seule, ici il faut compter avec des facteurs impondérables : le tempérament national et la confiance, mais il n'en est pas moins vrai que cette concentration constitue une étape primitive et nécessaire pour l'utilisation rationnelle et ultérieure des capitaux sur le marché financier.

C'est avec les dépôts que les particuliers et les épargnants lui confient, que le banquier fait des opérations de crédit en se fondant sur la loi des grands nombres. C'était tout au moins ainsi que se passaient les choses dans le passé, car le banquier moderne ne se contente plus de faire des opérations de crédit uniquement avec les dépôts qui lui ont été confiés. Bien au contraire, une partie et la plus grande de ses dépôts provient des prêts qu'il a lui-même accordés à ses clients. Ainsi à la formule ancienne « le dépôt fait le prêt », il faut ajouter que le prêt fait à son tour le dépôt. C'est le circuit fermé dont on a parlé et qui est un des phénomènes curieux de la technique moderne du crédit. C'est ici qu'apparaît, à côté du rôle de distribution de crédit qui est le rôle traditionnel du banquier, celui de création des moyens de paiement. C'est une nouvelle forme de la monnaie, à savoir la monnaie scripturale.

Les institutions dont nous venons de parler ne sont qu'un compartiment de l'organisation bancaire des pays modernes. Ce sont, pour employer un terme consacré, des banques de dépôt proprement dites qui se livrent au crédit à court terme. A côté d'elles, il y a d'autres branches de crédit : crédit à long terme, crédit hypothécaire, crédit foncier, crédit populaire, etc... Mais il existe dans tous les pays, et à la tête de la hiérarchie bancaire, une banque centrale ayant pour rôle la sauvegarde des intérêts supérieurs de la collectivité dans la solution des problèmes

du crédit et de la circulation monétaire : c'est la banque d'émission. Elle est la banque des autres banques, elle les domine et les contrôle, son influence est considérable ; tout ce qui touche à la vie économique et financière d'un pays subit son empreinte heureuse ou malheureuse.

La place qu'occupe de nos jours la banque d'émission dans la vie économique tient à ses caractères particuliers qui la différencient nettement des banques ordinaires.

La banque d'émission a, comme son nom l'indique, pour rôle principal d'émettre des billets de banque. L'émission des billets a fini par être considérée dans les Etats modernes, au même titre que le droit de battre la monnaie métallique, un attribut de la puissance publique, un droit régalien. Ce droit peut être concédé et l'est en fait dans la plupart du temps à un établissement privé qui obtient ainsi le privilège de l'émission des billets. C'est le système des banques privées d'émission s'opposant aux banques d'Etat.

L'importance et la nature particulière des fonctions d'une banque d'émission lui confèrent le caractère d'un service public même sous le régime de l'indépendance et de la liberté. En effet, dans la gestion d'une banque d'émission, c'est la sauvegarde des intérêts généraux du pays qui doit l'emporter sur les intérêts particuliers de la banque ou de ses actionnaires.

Les fonctions classiques et essentielles d'une banque d'émission consistent à assurer la circulation fiduciaire, à la régulariser, à maintenir la stabilité de la monnaie, à fournir les moyens de paiement à l'étranger, à dispenser le crédit à bon marché et dans les conditions les plus favorables à l'économie nationale.

Examinons successivement ces différentes fonctions.

Les moyens de paiement métalliques ne sont plus employés dans les Etats modernes que d'une façon accessoire. La circulation des billets de banque a remplacé celle des pièces métalliques, comme il arrive qu'elle soit, à son tour, remplacée dans certains Etats par la circulation de la monnaie de banque : chèque, virement et compensation.

Le billet de banque, pour être reçu dans les paiements et remplir son rôle d'intermédiaire dans les échanges, doit inspirer confiance au public et être accepté par lui. Il n'y a qu'un moyen pour atteindre ce but, c'est que le public ait la certitude que le billet qu'il a entre les mains est à tout moment convertible en espèces métalliques. En effet, le billet de banque n'a pas une valeur intrinsèque, ce n'est qu'un certificat qui doit représenter une certaine quantité de métaux précieux déposée dans les caves de l'institut d'émission. Le premier souci d'une banque d'émission, pour maintenir la valeur de ses billets, doit être d'assurer leur convertibilité, et elle doit, à cette fin, disposer d'une couverture métallique en rapport avec les billets émis.

N'entrons pas dans les discussions qui se prolongent depuis des siècles entre les partisans du système de *Banking principl* et ceux du *Currency principl*. Constatons seulement, qu'en application de la loi des grands nombres, il suffit que la banque d'émission garde une certaine proportion entre son encaisse et ses engagements pour assurer la convertibilité de ses billets et maintenir la stabilité de leur valeur. Mais quelle est la proportion qu'il faut adopter ? Toute la question est là et elle est d'importance. Car à côté du problème de sécurité apparaît celui d'élasticité de la circulation fiduciaire qui présente un grand intérêt. La sécurité est l'aspect juridique du problème d'émission, l'élasticité en est l'aspect économique. Les règles d'émis-

sion doivent être souples pour ne pas entraver l'élan de l'économie nationale dans une période de reprise des affaires et de prospérité. Quand une grande activité économique s'annonce dans un pays, la demande de crédit s'accroît, les effets présentés à l'escompte deviennent plus nombreux. Or, dans ce cas, le total des billets en circulation augmente, soit que la banque d'émission escompte directement, soit qu'elle soit appelée à réescompter les effets déjà escomptés par les banques ordinaires de dépôt. Mais pour que cette augmentation de la circulation fiduciaire soit possible, il faut que les règles de l'émission des billets ne soient pas trop rigides pour s'y opposer. Comme on le voit, le souci de sécurité s'oppose à celui d'élasticité, ce qui n'est pas pour faciliter la tâche de l'institut d'émission.

Assurer au pays des moyens de paiement bénéficiant d'une certaine élasticité et ayant une valeur stable, voilà donc la première et principale fonction d'une banque d'émission.

La banque d'émission n'assure pas seulement le contrôle de la circulation monétaire à l'intérieur du pays, mais aussi dans les rapports internationaux. Le commerce international est réglé en grande partie par le mécanisme de compensation. Mais il y a de toutes façons des soldes à payer et c'est la monnaie internationale : l'or qui entre en jeu. Or, la banque d'émission est dans l'Etat contemporain le grand réservoir des métaux précieux. C'est à elle qu'incombe le devoir de défendre l'encaisse du pays et d'assurer la stabilité de la monnaie nationale sur le marché des changes.

Passons à une autre fonction de la banque d'émission, celle de distribuer le crédit aux différentes branches de

l'activité économique. La banque d'émission est la pièce maîtresse de l'organisation moderne de crédit. Certes, ce sont les banques ordinaires qui entrent directement en contact avec les emprunteurs et sont libres de fixer à leur gré les conditions auxquelles elles effectuent leurs opérations. Mais dans une bonne organisation du marché de crédit, les banques ordinaires sont obligées de tenir compte de la politique de la banque d'émission et cela pour deux raisons : d'abord, la banque d'émission peut escompter directement les effets de commerce et ainsi faire concurrence aux banques ordinaires de dépôt ; dans ce cas et surtout en face des moyens puissants d'action dont dispose la banque d'émission, moyens découlant de son privilège d'émission, les banques ordinaires sont obligées de changer de politique et de tenir compte des directives données par la banque d'émission ; ensuite, parce que les banques ordinaires peuvent être amenées, et elles le sont souvent, à demander le réescompte de leurs papiers à la banque d'émission, ainsi elles sont obligées de se soumettre à sa politique en matière de crédit.

Résumons les fonctions essentielles et classiques d'une banque d'émission : elle est « réservoir des métaux précieux, coadjuteur du commerce, régulateur du crédit » (1).

La banque d'émission joue dans les États contemporains une série d'autres fonctions et qui ont leur importance. Elle intervient dans l'exécution du budget, la Trésorerie lui fait constamment appel, le crédit public est souvent soutenu par elle. En temps de guerre, elle est appelée à rendre des services exceptionnels en apportant son aide financière à l'État, en mettant son encaisse métallique au service de la nation.

(1) Burdeau, *Rapport sur le privilège de la Banque de France*.

Quand un pays traverse une période de difficultés économiques, de crise et de marasme des affaires, c'est encore vers la banque d'émission que tous les yeux se tournent. On lui demande d'apporter une aide active à l'économie nationale, de fournir le crédit à bon marché et facile, en un mot, d'adopter une politique libérale. Régulateur de crédit, l'institut d'émission peut rendre des services incontestables à l'économie nationale. Certes, le crédit facile et à bon marché n'est qu'un des éléments de la reprise et de la prospérité, mais il est primordial. Phénomène curieux à observer, le crédit est souvent la cause des bouleversements économiques et des crises, mais il peut être aussi le remède efficace à surmonter les difficultés qu'il a créées lui-même. C'est ainsi dans la voie d'une politique libérale de crédit que la plupart des peuples, avec les Américains à leur tête, ont essayé de vaincre la crise, elle-même la conséquence des abus de crédit.

Comme l'a écrit très justement M. Baudin dans son livre sur le *Crédit* en parlant des États-Unis : « ce pays pratique une curieuse thérapeutique homéopathique, il cherche à remédier par le crédit aux maux que le crédit a créés ».

La banque d'émission moderne est, on vient de le voir, une pièce maîtresse de l'organisation de crédit et de l'économie nationale. Dans l'œuvre de redressement économique d'un pays, on ne saurait la négliger. Quand la S. D. N. fut appelée à prendre des mesures tendant à la restauration économique et financière des divers pays : Autriche, Grèce, etc..., son attention se porta d'abord sur la réorganisation de leur institut d'émission, afin de doter ces pays des organismes bancaires capables de les aider dans leur effort de redressement. Et dans les grandes conférences

internationales d'après-guerre, particulièrement celles de Bruxelles et de Gênes, où furent débattus les grands problèmes économiques mondiaux et où les vœux furent émis tendant à la restauration de l'économie mondiale, on n'a pas pu oublier la question, les principes fondamentaux d'une bonne organisation et d'une saine gestion des banques d'émission furent appelés avec autorité. C'est dire l'importance des banques d'émission dans l'économie contemporaine.

Parmi les pays qui, après la guerre, se sont lancés dans la voie de réorganisation économique, politique et sociale, figure au premier plan : l'Iran. Profitant de la situation internationale, il a su secouer le joug de la domination politique et économique de l'étranger et se préparer peu à peu à reprendre sa place traditionnelle parmi les grandes nations. La création de notre Banque Nationale fut une des premières réformes réalisées par le nouveau Gouvernement, réforme capitale, tant au point de vue politique qu'économique. Au point de vue politique, ce fut le signal donné pour libérer notre pays de l'emprise étrangère, le succès de cette institution nationale fut une dure défaite pour la Compagnie anglaise Impérial Bank of Iran installée chez nous si confortablement depuis des années et se considérant comme l'arbitre de notre situation politique et économique. Au point de vue économique, la création de notre Banque Nationale fut une préface heureuse et une aide efficace à l'œuvre de redressement et de réforme entreprise par notre pays.

La présente étude est consacrée à l'organisation et l'évolution de notre Banque Nationale et à son rôle dans notre vie économique.

La première partie est un exposé rapide de la situation

politique, économique et bancaire de l'Iran avant la création de la Banque Nationale.

Dans la deuxième partie, on verra comment notre Banque est née, quelles sont les règles de sa constitution, quelle a été son évolution.

Enfin, le rôle joué par notre Banque Nationale, dans l'économie iranienne et particulièrement sa politique en matière de crédit et de stabilité monétaire, sera étudié dans la troisième et dernière partie.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'INTERVENTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE ÉTRANGÈRE EN IRAN AU COURS DU XIX^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XX^e

Notre Institut d'émission la Banque Mellié Iran est une institution toute récente. Il est une des pièces principales du plan de rénovation économique de notre pays, conçu et exécuté par le nouveau Gouvernement.

Pendant longtemps, le privilège d'émission des billets appartenait à une société anglaise Imperial Bank of Iran. L'activité bancaire, comme toutes les autres branches de l'activité économique, était entre les mains des étrangers, principalement des Anglais et des Russes. Ces derniers avaient fondé en face de l'Imperial Bank, la Banque d'Escompte de l'Iran.

Ces institutions avaient plus ou moins un rôle politique, elles faisaient partie de l'ensemble des moyens pacifiques que nos voisins employaient pour mieux nous dominer. Ces moyens pacifiques ne suffisaient pas toujours, les armes avaient aussi leur part dans cette lutte égoïste d'intérêts.

C'est pour mieux saisir la portée et le sens de l'activité

économique étrangère en Iran, que nous allons consacrer quelques pages à l'histoire diplomatique.

SECTION I

Rivalité anglo-russe.

Toute l'histoire diplomatique de l'Iran, au cours du *xix^e* siècle, se résume dans les différentes phases de la rivalité anglo-russe.

Les Russes, nos voisins du Nord, voulaient étendre leur influence politique et économique sur l'Iran qui conduit aux Indes et dans les « eaux anglaises » du sud de l'Iran.

Les Anglais n'avaient, bien entendu, d'autre souci que de leur barrer le chemin et de les écarter du *Glacis* et des *Dépendances* de leur empire.

Les Russes avaient commencé leur pénétration en Iran dès le règne de Pierre le Grand ; à plusieurs reprises, ils ont entrepris des actions militaires et se sont emparés de nos territoires. D'abord, ce sont la Géorgie, l'Arménie et le Batoum, que la Russie s'incorpore. Plus tard, le fondateur de la dynastie des Kadjars est obligé, en 1797, de leur céder une partie de Daghestan.

Au début du *xix^e* siècle, la Russie a attaqué à deux reprises notre Patrie. La première guerre nous a coûté, avec le traité de Golestan (en 1813, règne de Fath Ali Chah) le reste de Daghestan et le Chirvan. Avec la deuxième guerre et la conclusion du traité de Tourkamantchaï, en 1828, nous avons perdu l'Iravan et le Nakhdjevan. La frontière du Nord fut finalement fixée par l'Araxe.

L'Angleterre, de son côté, avait commencé par imposer son influence sur les territoires touchant l'Inde. L'Afghanistan, le Beloutchistan et le Thibet étaient devenus des

dépendances de l'empire. Dans les eaux du sud de l'Iran, le pavillon anglais flottait partout. La Grande-Bretagne avait imposé son protectorat à la République de Koweït et s'était emparée des îles de Bahrein. Sur la côte iranienne, elle entretenait partout des garnisons.

Ainsi, notre pays était l'objet de convoitise de ses puissants voisins. La rivalité entre eux, a pu seule lui laisser une certaine existence. Chacun de nos voisins craignait que notre pays ne perdît son indépendance complète au profit de l'autre, et les deux furent très heureux de conclure, en 1834, un accord par lequel ils s'engageaient à maintenir et à respecter l'indépendance de l'Iran. Si pour sauvegarder leurs intérêts respectifs, nos voisins étaient d'accord pour maintenir notre indépendance, par contre, ils n'ont rien fait pour nous aider dans la voie du progrès. Comme écrit Aubin, les Anglais voyaient dans l'existence de notre pays « une garantie du repos de l'Inde. J'ai dit dans son existence et non dans son développement. Si l'Angleterre et la Russie peuvent s'entendre sur le maintien de la Perse, elles verraient sans grand regret s'y prolonger une anarchie propice, car le relèvement de l'Iran, sa réforme européenne affecteraient également le Caucase et l'Inde » (1).

Nos dirigeants s'appuyaient, suivant leur penchant ou les nécessités du temps, sur les Anglais ou les Russes. Ils faisaient ainsi tour à tour le jeu de la Russie des tsars ou de l'Empire britannique. Ils sacrifiaient avec une insouciance criminelle les intérêts supérieurs de la nation. Ainsi la prise de Hérat fut accomplie à l'instigation des Russes et nous valut la guerre anglo-iranienne de 1856.

Après cette guerre, et surtout après la défaite des Russes en Europe, à la suite de la guerre de Crimée, le Chah se

(1) Aubin, *La Perse d'aujourd'hui*, p. 226.

tourna définitivement vers les Anglais. Ce fut de 1871 à 1891, la période de l'influence anglaise sur la Cour et c'est dans cette période qu'une série d'importantes concessions fut accordée aux Anglais. La dernière de ces concessions (celle des tabacs en 1891) entraîna la révolte du peuple, révolte encouragée et alimentée par la diplomatie russe. Le Chah fut obligé de se retourner vers les Russes et dut donner au tsar, les assurances les plus formelles sur son changement d'attitude (1).

De 1891 à 1906, c'est la période de l'influence russe sur le Chah, influence d'autant plus grande que la Russie fut très généreuse pour accorder des prêts au Chah et suppléer ainsi à l'insuffisance des recettes budgétaires en face des dépenses toujours croissantes.

Le bon sens populaire ne pouvait pas tolérer cette ingérence d'autant plus dangereuse que la Russie avait toujours des visées territoriales sur notre pays. La diplomatie anglaise aidant, le peuple se révolta et il s'ensuivit la révolution de 1906 et l'octroi d'une charte constitutionnelle.

La révolution de 1906, née du mouvement libéral, eut un défenseur empressé : l'Angleterre. Le peuple crut un moment à l'appui désintéressé de ce pays. Quelle ne fut pas sa déception quand il le vit un peu plus tard conclure avec la Russie, le traité de 1907, portant ouvertement atteinte à l'indépendance de notre Patrie, pourtant reconnue dans maints traités par les deux contractants. Seuls l'intérêt du moment, la politique générale anglo-russe et la crainte de l'Allemagne justifiaient la conclusion de ce traité mettant fin à la rivalité anglo-russe (2).

(1) Dr Février, *Trois ans à la Cour de Perse*, p. 343.

(2) Les événements postérieurs ne permirent pas la mise en exécution de ce traité.

Après la conclusion de ce traité, des événements très graves se produisirent dans notre pays : les coups d'État montés par la réaction royaliste, l'occupation militaire des provinces du Nord par les troupes russes. L'Angleterre assista à ces événements sans bouger ; « Londres regarda Berlin, Saint-Petersbourg eut les mains libres, il les rougit dans notre sang » (1).

SECTION II

La mainmise étrangère sur l'économie iranienne.

Les concessions.

En face des dirigeants aussi faibles qu'ignorants, disposant des moyens de pression forts, nos voisins arrivèrent facilement à se faire concéder peu à peu toutes les richesses économiques de l'Iran.

I. — *Les concessions au profit des Anglais.*

C'est l'Angleterre qui, dans cette pénétration pacifique, prit le premier rang. Après avoir réussi, par l'accord de 1834, à écarter l'éventualité d'une conquête totale de l'Iran par la Russie, elle se lança dans l'exploitation des richesses du pays.

Tout ce qui concerne les finances, les moyens de transport, les mines, la navigation et le commerce, passa entre les mains des Anglais. Les moyens de communication retinrent d'abord leur attention. Ils installèrent des lignes télégraphiques dans tout l'Iran et ainsi relièrent ensemble

(1) Ayn Lan Ber, *La Perse et la Grande-Bretagne*, Genève, 1919.

les centres importants. C'est l'Indo-European Telegraph Department et l'Indo-European Telegraph Company qui s'occupèrent de ces installations.

C'est surtout dans un but politique que les Anglais installèrent ces lignes. « Dans le système anglais, les télégraphes jouent le même rôle que les routes dans le système russe. S'ils fournissent des prises moins solides, ils favorisent davantage la diffusion de l'action britannique » (1).

Le commerce maritime par le Golfe Persique était devenu le monopole des bâtiments anglais. Les câbles sous-marins reliaient les côtes iraniennes à celles des Indes. Les Anglais avaient installé des bureaux dans tous nos ports.

A partir de 1873, les Anglais obtinrent une série d'importantes concessions. La première, c'est la concession Reuter, que nous examinerons au chapitre suivant et que Curzon a ainsi définie : « Le plus extraordinaire et complet abandon de toutes les ressources industrielles d'un État entre les mains de l'étranger » (2).

En 1889, est octroyée la concession de l'Imperial Bank of Iran que nous analyserons en détail au chapitre II.

En 1890, l'Imperial Tobacco Corporation of Persia a obtenu le monopole de la production, la vente à l'intérieur et l'exportation des tabacs pour une durée de cinquante ans. Contre cette concession, la Russie fit beaucoup d'intrigues ; le clergé prit à son tour parti contre la concession et finalement le Chah fut obligé de la retirer et d'indemniser les Anglais.

Une des plus importantes concessions, au point de vue économique que les Anglais réussirent à obtenir, est celle de l'exploitation du pétrole. Des gisements très riches de

(1) Aubin, p. 208.

(2) Curzon, *Persia and the persian question*, p. 180.

pétrole se trouvent dans toute l'étendue du pays et surtout dans le Sud. Comme on le verra plus loin, dans la concession de l'Imperial Bank, les Anglais avaient déjà obtenu le droit d'exploiter le pétrole. Mais la Banque, à la suite de l'inexécution des conditions prévues, perdit son droit. Par la suite, un nommé William d'Arcy se fit, en 1901, accorder la concession de l'exploitation du pétrole. Une compagnie anglaise, First Exploitation Company Ltd, acquit un peu plus tard de d'Arcy les droits que celui-ci avait obtenus. C'est seulement en 1908 que se fonda à Londres l'Anglo Iran Oil Company Ltd. On sait qu'elle est actuellement un des trois trusts qui contrôlent à peu près tout le pétrole produit dans le monde. Cette compagnie a le droit exclusif, jusqu'en 1961, d'extraction, de transport par pipe line et d'exportation du pétrole, dans toute l'étendue du pays. Toutefois, pour sauvegarder les intérêts russes, les provinces septentrionales étaient exceptées.

Les clauses de l'acte de concession indiquent les droits du Gouvernement iranien sur l'exploitation du pétrole et sa part dans les bénéfices. Un nouvel arrangement a dû intervenir récemment entre le Gouvernement iranien et la Compagnie pour mieux préciser ces droits en même temps qu'augmenter la part du Gouvernement.

II. — *Les concessions au profit des Russes.*

Dans la conquête économique de l'Iran, les Russes montrèrent moins de zèle que leurs rivaux anglais. C'est dans les provinces du Nord qu'ils entreprirent une série de travaux : construction des routes, exploitation des mines, constructions des lignes ferrées.

Ces travaux avaient plus ou moins un but stratégique.

Nous pouvons mentionner parmi les concessions données aux Russes : la construction des routes reliant Anzali (Pahlavi) à Téhéran, Téhéran à Ghasvine, Ghasvine à Hamedan, l'exploitation des mines de Gharadjé-dagh et celle des forêts de Mazenderan, le monopole des pêcheries dans la Mer Caspienne.

La construction du chemin de fer entre Djolfa et Tauris, d'abord donnée à un ressortissant russe, fut finalement exécutée par l'intermédiaire de la Banque d'Escompte.

Dans le domaine bancaire, les Russes obtinrent la concession de la Banque d'Escompte de l'Iran qui fut fondée en 1891.

CHAPITRE II

L'IMPERIAL BANK OF IRAN ET LA BANQUE D'ESCOMPTE

SECTION I

Les raisons qui commandaient la création d'une banque moderne.

I. — *Les moyens de paiement.*

Jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, les moyens de paiement consistaient essentiellement en espèces métalliques. Les envois de fonds d'un point à l'autre du pays étaient difficiles, dangereux et coûteux. Ce qu'on appelle la monnaie fiduciaire était peu connue en Iran. La lettre de change était utilisée dans le commerce et on s'en servait parfois comme moyen de paiement. Mais la monnaie de papier (billet de banque), payable à vue et au porteur, n'existait pas, ni, à plus forte raison, les autres moyens perfectionnés de paiement : chèque, virement, etc...

L'essai d'une circulation fiduciaire a été fait une fois dans le pays, mais il n'a pas réussi et n'a pas été poursuivi. C'est sous le règne de Kei Khatu (1291-94) de la dynastie de Jennghez Khan qu'on tenta d'introduire en Iran cette forme de monnaie. On sait que la Chine connaissait déjà depuis longtemps un système de papier monnaie. Le monarque mongol voulut introduire le système dans les pays nouvellement conquis. Mais son but était seulement de s'approprier les métaux précieux que possédaient ses sujets, pour payer ses dettes personnelles. A cet effet, un édit interdit la circulation des espèces métalliques et

ordonna l'utilisation dans les échanges des nouveaux moyens de paiement en papier. Mais le peuple iranien se montra moins naïf que ne l'avait escompté le monarque mongol, il n'accepta pas d'échanger les espèces métalliques contre les billets de papier et manifesta vivement son indignation. L'Édit dut être retiré un peu plus tard et l'expérience resta sans lendemain.

Dernièrement, par suite du commerce avec la Russie, les roubles de papier entrèrent un peu dans la circulation. Il est curieux de noter un édit royal de 1883 qui déclare que ceux qui acceptent dans les paiements des monnaies de papier au lieu de pièces en or ou en argent, sont simples d'esprit et que désormais les roubles de papier seront confisqués.

II. — *L'organisation de crédit et la question de prêt à intérêt.*

Si nous passons des moyens de paiement à l'organisation de crédit, la situation était encore plus critique et cela pour deux raisons essentielles. D'abord, on constate l'absence totale d'établissements de crédit semblables à ceux qui existaient en ce moment dans les autres pays. Ensuite, on remarque la pratique des taux d'intérêts prohibitifs, pratique qui pendant longtemps a étouffé notre économie.

Ceux qui jouaient jadis en Iran le rôle de banquier et avaient la mission de venir en aide au commerce et à la production étaient appelés « Sarrafs » (1). Ils tenaient leur boutique dans le *bazar*, centre des affaires et des transactions commerciales de l'Iran. Les principales opé-

(1) Aujourd'hui encore, ils jouent un grand rôle dans notre vie économique.

rations faites par les Sarrafs consistaient dans le change des monnaies, envoi de fonds d'une ville à l'autre, escompte des traites ou leur encaissement. Ils faisaient aussi des prêts aux particuliers, la plupart d'entre eux faisaient des opérations spéculatives, notamment sur les monnaies étrangères.

Les Sarrafs étaient très mal organisés, ils étaient dispersés dans les différentes régions du pays. La plupart d'entre eux ne jouissaient même pas de beaucoup de crédit à l'intérieur du pays et, en tous cas, étaient très mal outillés pour le commerce extérieur. Le public n'avait guère confiance en eux pour leur confier ses fonds, ce qui les obligeait à travailler uniquement avec leur propre capital, souvent modique. Enfin, les taux d'intérêt pratiqués par les Sarrafs étaient très élevés.

La question du prêt à intérêt et les raisons des taux prohibitifs pratiqués en Iran, demande à ce qu'on s'y arrête un peu.

Le prêt (1) à intérêt était connu de nos ancêtres. Le code d'Hamourabi en parle et le régleme dans ses détails (2). Il y avait le prêt en nature (céréales) et le prêt en espèces, le premier avec un taux plus élevé. Nous voyons à l'époque babylonienne et à l'époque assyrienne des prêts qui vont de 33 % à 40 % et parfois à 100 %. Ce phénomène n'est pas particulier à notre pays ; il en était de même à Rome et en Grèce. Ainsi le prêt à intérêt dans l'Iran, avant la période islamique, était reconnu valable et même réglementé. Mais tout changea lorsque l'Islam devint notre religion et le Coran notre loi. En effet, la loi

(1) Pour des renseignements plus amples, consulter la thèse de M. Ghavami sur *Prêt à intérêt en Perse*.

(2) Découvert en 1921 par la Délégation française dirigée par M. Morgan.

islamique interdit formellement la pratique de l'intérêt et de l'usure. « Ceux qui exercent l'usure ne sortiront de leur tombeau que comme les malheureux agités par le démon, parce qu'ils ont dit qu'il n'y a point de différence entre la vente et l'usure. Dieu a permis la vente et défendu l'usure, celui à qui parviendra cet avertissement du Seigneur et qui renoncera au mal recevra le pardon du passé et le ciel sera témoin de son action. Celui qui retournera au crime sera la proie du feu éternel » (1).

On trouve la même interdiction dans beaucoup d'autres religions et notamment dans la religion chrétienne.

Les nécessités économiques sont toujours plus fortes que les lois même divines. On détourna l'interdiction par des artifices juridiques et notamment sous forme de vente conditionnelle avec la faculté de rachat.

Si, en effet, le Coran interdit l'usure, il permet par contre la vente, même sous conditions. Dans cette combinaison, le créancier pouvait ainsi percevoir comme rémunération du prêt les loyers de l'immeuble qui faisait l'objet de l'opération et il avait en outre des garanties réelles pour le remboursement de la somme prêtée. Le débiteur n'arrivait souvent pas à rembourser à l'échéance sa dette et le créancier devenait propriétaire de l'immeuble pour une somme inférieure de beaucoup à sa valeur réelle. Le taux courant d'intérêt ainsi pratiqué était de 24 %.

Ainsi l'interdiction coranienne, loin de favoriser les débiteurs, entraînait leur exploitation par les créanciers. Ce système de vente conditionnelle est encore aujourd'hui employé dans les opérations de prêt.

Le nouveau code civil iranien, sans avoir pu proclamer ouvertement la légalité du prêt à intérêt, semble l'admettre

(1) Coran, Collection Garnier, ch. II, verset 276.

implicitement dans l'article 652 ainsi conçu : « Le débiteur peut autoriser le créancier à prélever soit mensuellement, soit annuellement, une certaine somme sur les revenus de ses biens et ce, tant que la dette existe ».

Les raisons des taux très élevés d'intérêt pratiqués en Iran étaient variées. Ce sont tout d'abord, les entraves apportées à une pratique ouverte du prêt à intérêt et les artifices juridiques qu'il fallait employer. Ce sont ensuite et surtout l'insécurité juridique et l'insécurité tout court qui régnaient dans le pays. Les capitaux n'étaient certes pas abondants, loin de là, mais ceux-là même qui auraient pu s'investir, se cachaient et se dérobaient à l'activité économique.

Les opérations de crédit entre les mains des Sarrafs, dispersés çà et là sans aucune organisation, le manque de capitaux, l'insécurité juridique et politique, telles sont les raisons des taux très élevés d'intérêt pratiqués dans notre pays. Une banque bien organisée, disposant des moyens suffisants et inspirant confiance, aurait pu réaliser une certaine organisation de crédit et venir ainsi au secours de notre économie moribonde.

C'est ce qu'a prétendu faire la Société anglaise : « l'Imperial Bank of Iran ».

SECTION II

La création de l'Imperial Bank of Iran.

Dans la partie consacrée à l'histoire diplomatique, on a vu que de 1871 à 1892, nos dirigeants subissaient l'influence anglaise. En 1871, était au pouvoir, comme Sadré Aazam (premier ministre) Mirza Hossein Khan Sépahsalar (généralissime). Celui-ci était nettement anglophile et convaincu

que pour réaliser des progrès, son pays devait se confier complètement aux Anglais. C'est dans ce dessein qu'il fit octroyer en 1872 par le Chah « l'incroyable concession de toutes les richesses du pays » à un Anglais nommé Baron Reuter. L'objet principal de cette concession était la construction des lignes de chemin de fer reliant Téhéran à Recht et Téhéran au Golfe Persique. En outre, l'acte de concession prévoyait l'exploitation de toutes les mines à l'exception des mines d'or, d'argent et de pierres précieuses. le Baron Reuter avait encore le droit, d'après la concession, de créer une banque et des établissements de poste et de télégraphe. Une série d'autres avantages lui avait été accordée par l'acte de concession. Ainsi, le concessionnaire avait l'usage gratuit des forêts et des cours d'eau. Les importations de matériel, ainsi que les exportations de produits étaient exonérées des droits de douane.

La durée de la concession était de 70 ans. Après l'expiration de la concession, toutes les constructions et tout le matériel de chemin de fer devaient devenir propriété de l'État iranien. Le Gouvernement avait 20 % des bénéfices dans l'exploitation des lignes ferrées et 15 % dans l'exploitation des mines.

Les travaux nécessaires devaient commencer au plus tard 15 mois après la date de l'octroi de la concession, faute de quoi le concessionnaire perdait les 40.000 £ déposées dans une banque anglaise au nom du Gouvernement iranien.

L'octroi de cette concession était une immense erreur, sinon une perfide trahison. Le Gouvernement le comprit et chercha à créer des difficultés pour empêcher l'exécution des travaux. Après l'expiration des 15 mois prévus par la concession, les travaux n'étaient pas encore commencés

et la concession devint caduque. C'est pour mettre fin aux difficultés qui existaient à propos de cette concession et qui avaient duré pendant 16 ans entre le Gouvernement et le Baron Reuter, que la concession de l'Imperial Bank of Iran lui fut octroyée en 1889.

Déjà, en 1888, la New Oriental Bank avait fondé des succursales à Téhéran et dans les grandes villes de l'empire : Meshed, Tauriz, Resht, Ispahan, Bushir, etc... Après un an d'existence, la Banque se développa d'une façon considérable. Elle acceptait des dépôts et payait un intérêt de 2,5 % pour les dépôts à vue, 4 % pour les dépôts à échéance de six mois et 6 % pour les dépôts à échéance de douze mois. Elle réussit à abaisser le taux de l'intérêt à 12 %. Elle prêta au Chah à 6 et à 8 %.

Ainsi, la New Oriental Bank avait préparé le terrain pour la nouvelle banque. Elle avait habitué nos compatriotes à avoir des comptes courants, à tirer des chèques et à manier des instruments modernes de crédit. La nouvelle banque fusionna en 1890 avec la New Oriental Bank et prit en mains nos destinées financières.

SECTION III.

Les termes de l'acte de concession,

Les modifications postérieures.

L'acte de concession de l'Imperial Bank fut signé à Téhéran, le 30 janvier 1889, au profit du Baron Julius Reuter. C'est, comme le proclame le préambule de l'acte, pour mettre fin aux difficultés en suspens entre le Gouvernement et ledit Baron que cette concession fut octroyée.

L'article 1^{er} de l'acte énonce l'objet de la concession qui est la création d'une banque d'État par le Baron Reuter,

ses associés et ses mandataires, appelée l'Imperial Bank of Iran. La durée de la concession était de 60 ans. Le siège social de la Banque, d'après cet acte, devait être à Téhéran, la Banque pouvait avoir des succursales dans les autres villes de l'empire ainsi qu'à l'étranger.

A part les opérations proprement bancaires, la Banque pouvait entreprendre toutes les opérations industrielles et commerciales, à condition de ne pas enfreindre les clauses de la concession ou les lois et les traités du pays et d'avertir au préalable le Gouvernement. La Banque ne pouvait posséder des immeubles dans le pays, à l'exception de ceux que nécessitaient son établissement à Téhéran ou ses succursales des autres villes.

L'article 2 réglementait le capital de la Banque. Celui-ci était de 4.000.000 £, soit 100 millions de francs, divisés en actions au porteur et nominatives. La Banque était légalement constituée, après la souscription du quart de son capital social. Le capital pouvait être augmenté en accord avec le Gouvernement.

L'article 3 a rapport à l'émission des billets. Par cet article, la Banque obtenait le privilège exclusif de l'émission des billets jouissant du cours légal. Ces billets devaient être à vue et au porteur. Leur montant ne pouvait dépasser le chiffre de 800.000 £ sans l'autorisation du Gouvernement. L'article 3 a abordé, en outre, la question brûlante de la base métallique à adopter comme étalon monétaire. La Banque acceptait en principe l'établissement de l'étalon or. Toutefois, cette mesure ne devait entrer en exécution que progressivement. Pour commencer, vu la quantité considérable de pièces en argent en circulation et notre situation monétaire générale, l'émission des billets était fondée sur le métal argent. Au cours des dix premières

années de son exercice, la banque devait se concerter avec le Gouvernement pour l'introduction de l'étalon or en Iran.

L'article 3 établissait encore le système de pourcentage entre la quantité des billets émis et l'encaisse métallique. Le pourcentage était, pour les deux premières années, de moitié, et après l'expiration de ce délai, d'un tiers. La différence entre l'encaisse métallique et les billets émis devait être garantie par des biens meubles et immeubles et des titres de créance en possession de la Banque en Iran.

La Banque ne pouvait émettre des coupures de moins de deux tomans (1). Le Gouvernement s'engageait à son tour à ne pas émettre des billets d'État au cours de la concession et à ne donner le privilège de l'émission des billets à aucune autre banque.

Le versement du capital de la Banque, d'après l'article 4, n'était pas garanti par le Gouvernement : celui-ci pouvait acquérir des actions de la Banque ou faciliter l'acquisition de celles-ci par ses ressortissants, jusqu'au 1/5 du capital social.

La direction de la Banque, ainsi que les responsabilités de sa gestion, incombaient uniquement au concessionnaire et à ses associés. Le Gouvernement était représenté pour la défense des intérêts généraux de la nation, ainsi que pour l'observation stricte des clauses de la concession, par un haut-commissaire. Celui-ci pouvait assister aux assemblées générales des actionnaires, il pouvait contrôler la quantité des billets émis et leur couverture. C'est lui qui dirigeait les rapports entre la Banque et le Trésor. L'article 4 avait bien soin de préciser que la présence du commissaire de

(1) Un toman vaut dix rials (le rial est notre nouvelle unité monétaire qui équivaut le kran, notre ancienne unité monétaire) (100 R. = 133 fr.).

Gouvernement n'engageait en aucune façon la responsabilité de ce dernier.

L'article 5 promet la protection et la bienveillance du Gouvernement à la Banque. Le Gouvernement s'engageait ainsi à faciliter l'achat par la Banque des terrains nécessaires à ses différents établissements, à un juste prix. Le même article exonérait la Banque et ses actions, ainsi que toutes les opérations effectuées par elle ou ses succursales de tout impôt, sauf le droit de timbre, si le Gouvernement s'avisait de l'établir dans le pays.

Les rapports du Trésor et de la Banque font l'objet de l'article 6. La Banque s'engageait à accepter tout service financier demandé par le Gouvernement à l'intérieur du pays ou à l'étranger, moyennant une rémunération déterminée d'un commun accord. La Banque après sa constitution s'engageait à consentir un prêt de 40.000 £ au Gouvernement avec un intérêt de 6 % et pour une durée de 10 ans.

La part de 6 % du Gouvernement dans les bénéfices de la Banque pouvait être affectée, s'il en exprimait le désir, au paiement des intérêts ainsi que du capital de cet emprunt. En outre, la Banque s'engageait, d'une façon générale, à consentir des avances et des prêts chaque fois que le Gouvernement en avait besoin ; les modalités de chaque emprunt devaient être fixées entre la Banque et le Gouvernement ; celui-ci s'engageait à les respecter scrupuleusement. Les intérêts dus à la Banque devaient être payés à la fin de l'année financière (20 mars).

Les avances et prêts consentis au Gouvernement pouvaient être comptés à l'actif de la Banque en garantie des billets émis. La première de ces avances en compte courant était de l'ordre de 200.000 £ (5.000.000 fr.) avec un intérêt

de 8 %. Cette avance était distincte du prêt fixe de 40.000 £ énoncé plus haut.

L'article 7 déterminait la part du Gouvernement dans les bénéfices de la Banque. Cette part était de 6 % des bénéfices nets, la Banque devait la payer à la fin de l'année financière, ou bien la porter au compte du Gouvernement. La part du Gouvernement ne pouvait jamais être inférieure à 100.000 fr. Si la Banque ne réalisait pas assez de bénéfices pour que la part du Gouvernement atteignît cette somme minimum, elle était tenue néanmoins de la payer et de la porter au débit de son compte profits et pertes. Pour le calcul de la part du Gouvernement dans les bénéfices de l'exercice suivant, la perte subie ainsi pendant l'exercice précédent ne devait pas venir en déduction des bénéfices.

D'après l'article 8, les 40.000 £ déposées par le Baron Reuter en 1872 dans une banque anglaise étaient cédées au Gouvernement en garantie de l'exécution de cette concession.

La Banque devait être constituée dans les quatre mois de la signature de l'acte de concession, faute de quoi, le concessionnaire perdait la somme cédée ainsi au Gouvernement comme cautionnement et tous les droits qu'il détenait de l'acte de concession.

Les statuts de la Banque devaient être élaborés par les fondateurs et conformes aux clauses de la concession. D'après l'article 9, ils n'étaient modifiables qu'en assemblée générale des actionnaires.

Dans l'article 10, la Banque s'engageait à respecter toutes les lois du pays. Les différends entre la Banque et le Gouvernement, ainsi qu'entre celle-là et les particuliers, devaient être soumis à la procédure de l'arbitrage. Chaque partie choisirait son arbitre; si les deux arbitres n'arri-

vaient pas à se mettre d'accord, ils choisiraient un surarbitre qui trancherait le différend. La sentence ainsi rendue devait être obligatoire et sans appel.

L'article 11 concédait à la Banque le droit exclusif d'exploiter les mines de fer, de cuivre, de plomb, de mercure, de houille, de pétrole, de manganèse, etc... Les mines déjà concédées, ainsi que les gisements d'or, d'argent et de pierres précieuses étaient exceptés. Les ouvriers et les travailleurs, sauf les ingénieurs et les contremaîtres, devaient être recrutés parmi les sujets du Chah. Le Gouvernement s'engageait à faciliter leur recrutement à un juste salaire. La Banque devait entreprendre l'exploitation de ces mines dans les 10 ans, faute de quoi tous ses droits dans ce domaine devenaient caducs.

L'article 12 faisait cadeau à la Banque des terrains nécessaires à l'exploitation des mines et la construction des voies de transport faisant partie du domaine public. Au surplus, le Gouvernement s'engageait à faciliter l'acquisition par la Banque des terrains appartenant aux particuliers. Les outils et machines nécessaires à l'exploitation des mines étaient exempts de tout impôt à l'importation; d'autre part, tous les bâtiments et constructions affectés à leur exploitation bénéficiaient de l'exemption fiscale.

La part du Gouvernement dans les bénéfices de l'exploitation des Mines était fixée à 16 % par l'article 13. A la fin de la concession, les constructions et l'outillage devaient devenir propriété de l'État, suivant l'usage des concessions accordées par les autres pays.

Par l'article 14 et dernier, le Baron Reuter renonçait à tous les droits qu'il prétendait détenir de la concession de 1872.

Les conventions postérieures entre le Gouvernement

et la Banque précisèrent ou modifièrent quelques points de l'acte initial.

Les appointements du haut-commissaire du Gouvernement devaient être payés, d'après une nouvelle convention, à la fin de chaque année financière, par la Banque à l'État, à savoir une somme de 3.000 tomans.

Le premier prêt annoncé dans l'article 6 de la concession fut considéré, aux termes d'une autre convention, comme exécuté, du fait de la cession définitive au Gouvernement des 40.000 £, de cautionnement déposées dans une banque anglaise.

Une convention datée de 29 Zi Kadeh 1306 (1889) apporta quelques modifications importantes aux règles posées par l'acte initial.

L'article 2 de cette convention interdisait à la Banque d'effectuer des opérations hypothécaires sans l'autorisation du Gouvernement. Elle ne pouvait pas, sans la même autorisation, escompter les ordonnances ou mandats du Gouvernement ou les accepter en gage pour consentir des prêts. Les ordonnances ou mandats émis sur la Banque étaient exceptés.

L'article 3 de cette convention réglait de nouveau la question du capital de la Banque. Toutes les actions, d'après cet article, devaient être désormais nominatives.

La Banque était tenue, suivant les termes de l'article 4, d'avoir une réserve métallique du tiers de ses billets émis. La différence entre les billets émis et l'encaisse métallique ne pouvait en aucun cas, d'après la nouvelle convention, être supérieure au montant de son capital social. L'article 5 précisait les fonctions du haut-commissaire et les modalités de sa nomination.

L'article 6 apportait des restrictions au droit du Gouver-

nement de demander des avances et prêts à la Banque, droit reconnu par l'article 6 de la convention initiale d'une façon très large. Au delà du prêt de 40.000 £ déjà consenti, la Banque n'acceptait plus de prêter au Gouvernement que contre des garanties jugées par elle suffisantes. Le total de ces prêts ne pouvait plus dépasser le tiers du capital de la Banque.

L'article 8 complète les dispositions de l'article 10 de l'acte initial sur la procédure de l'arbitrage. En cas de différend entre les particuliers et la Banque, d'après l'article 10 de l'acte de concession, chaque partie choisit un arbitre et, le cas échéant, les deux arbitres choisissent un surarbitre. S'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord, sur le choix du surarbitre, ce choix d'après la nouvelle convention doit être effectué par le représentant d'une des puissances suivantes : France, Allemagne, Autriche, Italie. En province, le même choix incombe aux consuls des États ci-dessus mentionnés. En cas de difficultés entre le Gouvernement et la Banque, celle-ci obtient le droit de demander la nomination d'un expert résidant en Europe, comme arbitre du différend. Cette nomination doit être faite par les présidents des banques centrales des États sus-indiqués.

L'article 4 de cette convention reconnaissait à la Banque le droit de céder son privilège concernant l'exploitation des mines qu'elle détenait des articles 11, 12, 13 de l'acte initial, à une autre personne ou à une société. Les droits du Gouvernement dans les bénéfices de l'exploitation devaient être payés, dans ce cas, par le nouveau concessionnaire.

Une convention de 22 Radjab 1307 (1890) donnait à la

Banque le droit d'émettre des coupures de billets d'un toman.

Une convention de 1315 (1898) enlevait au Gouvernement le droit de contrôle qu'il avait, conformément à l'acte initial, dans l'émission des billets.

SECTION IV

La place de l'Imperial Bank dans l'économie iranienne.

Après sa constitution, l'Imperial Bank transféra son siège social à Londres, contrairement à l'article 1 de la concession. Ses statuts, de ce fait, devaient se mettre en harmonie avec les lois anglaises. A cet effet, elle se fit accorder par le Gouvernement anglais, au mois d'août 1889, une Royal Charter of Incorporation pour pouvoir émettre des billets. Au mois d'octobre de la même année, les prospectus de l'affaire apparurent à Londres pour la souscription des actions de la Banque. Les milieux financiers de Londres montrèrent leur pleine confiance dans l'avenir de l'entreprise. En quelques heures, le capital fut souscrit intégralement, les souscriptions dépassaient même 15 fois le montant du capital social. Ainsi, c'est bien une société financière purement anglaise qui allait jouer dans notre pays un rôle de premier ordre dans le domaine politique, économique et financier, pendant près de 40 ans.

Les débuts de la Banque furent brillants. Elle reçut un bon accueil de la part du public et des milieux commerciaux. Le premier directeur de la Banque, M. Robino, qui avait une compétence remarquable en matière bancaire, mena l'affaire à bien. Aussi, à la fin de son premier exercice, la Banque réalisa 60.000 £ de bénéfices et put distribuer un dividende de 8 % à ses actionnaires.

Le point capital de la concession qui nous intéresse parti-

culièrement est le privilège exclusif de l'émission des billets jouissant du cours légal qui était donné à cette société anglaise. La Banque Impériale était érigée en Banque d'État. Elle émit des billets de un à mille tomans. D'après les termes de la concession, ses billets étaient payables à vue et au porteur dans toutes ses succursales. Un peu plus tard, elle se fit accorder par le Gouvernement le droit d'émettre des billets distincts dans chaque ville payables seulement dans la ville dont ils portaient la mention. De ce fait, elle pouvait escompter dans une ville les billets payables dans une autre et ainsi réaliser des bénéfices exagérés.

La Banque Impériale, pendant longtemps seule et sans concurrence sur notre scène économique, y joua un rôle de premier ordre. Son influence était surtout considérable dans nos rapports commerciaux et financiers avec l'étranger. Son concours était nécessaire à nos commerçants pour l'importation des marchandises étrangères ou l'exportation de nos produits, car c'était la seule institution qui présentait aux yeux de l'étranger assez de crédit.

Par suite de ses succursales dans tous les centres commerciaux du pays et ses moyens financiers étendus, elle contrôlait toute notre économie. Aucune affaire financière ne pouvait être entreprise sans son concours. Elle pouvait, en retirant son aide financière, par exemple en réclamant une dette échue ou en ne consentant pas un prêt indispensable à une affaire, l'acculer à la faillite. Elle était ainsi devenue l'arbitre de notre économie.

Elle mit toute sa puissance financière au service de la diplomatie anglaise. Son action combinée avec celle des autres sociétés anglaises, comme la puissante Anglo-Persia Oil Cy, pouvait faire tout dans le domaine économique

aussi bien que politique. En refusant des avances à un Gouvernement, elle pouvait entraîner sa chute. Sa seule concurrente fut, un peu plus tard, la Banque d'Escompte de l'Iran.

Le rôle de la Banque Impériale dans nos finances publiques était prépondérant. Elle était le grand banquier de nos Gouvernements. Elle recevait en compte courant le produit des impôts et des revenus publics ; elle payait, d'autre part, la plupart des dépenses de l'État. Elle achetait pour le compte du Gouvernement des devises étrangères nécessaires à ses besoins extérieurs. Elle consentait surtout à l'État des prêts et des avances. On sait que la Banque, d'après une convention de 1889, postérieure à l'acte de concession, ne consentait des prêts au Gouvernement que contre des « garanties suffisantes ». Ainsi, à chaque avance, elle se fit donner comme gage des garanties importantes. L'administration d'une grande partie de nos revenus publics passa entre ses mains.

Pour liquider les difficultés soulevées par le retrait de la concession des tabacs en 1892, un premier prêt de 50.000 £ fut consenti par la Banque au Gouvernement. En 1898, en garantie d'un nouveau prêt de 50.000 £, l'administration des douanes de Kermanschah et de Bouchire fut confiée à la Banque. En 1308 (1901), un prêt de 314.281 £ nous fut consenti par le Gouvernement des Indes, par l'intermédiaire de la Banque Impériale. Une série de recettes fiscales fut affectée comme garantie à cet emprunt : les recettes des Pêcheries de la Mer Caspienne, les recettes des Postes et Télégraphes, les douanes de la province de Fars, etc... En 1329 (1913), un emprunt de 1.250.000 £ fut demandé par le Gouvernement à l'Angleterre par l'entremise de la Banque Impériale. Toutes les recettes provenant

des ports du Sud de l'Iran furent affectées en garantie du paiement des intérêts et du capital de cet emprunt. Le Gouvernement s'engageait à céder à la Banque la totalité de ces recettes sous déduction seulement des frais administratifs. La Banque après le prélèvement de ses droits devait porter le solde au compte du Gouvernement.

Une série d'autres prêts fut demandée à l'Angleterre et au Gouvernement des Indes par l'intermédiaire de la Banque Impériale : 140.000 £ en 1330, 200.000 £ en 1331 100.000 £ en 1331.

En résumé, notre monnaie, notre économie et nos finances étaient contrôlées et dirigées par la Banque Impériale.

Pour donner une idée de l'ampleur des opérations effectuées par la Banque, nous reproduisons ici le tableau emprunté au livre de Lorini, *Persia economica contemporanea* (1).

(1) Gandjê Chaigan.

Tableau des opérations de la Banque de 1308 à 1316 (en livres sterling).

Dividende distribué		Bénéfices nets	Frais administratifs	Bénéfices bruts	Escompte ou prêts	Effets tirés	Billets émis
Années	L. S. d.						
1308	51.666.13.4	67.853.16.5	30.000.	97.853.16.5	128.557. 9.11	458.800. 8	+ 28.334.05. 8
1309	50.000	47.771.13.3	40.985. 2.9	88.756.19.6	727.186. 2. 1	466.519.10. 4	+ 27.116. 5. 9
1310	»	71.020. 3. 3	40.981.14.3	117.001.17.2	1122.929. 1.10	470.533. 1. 7	+ 3.606. 1. 7
1311	»	38.798. 1. 5	59.106.16.3	92.904.17.8	812.431. 8. 2	679.232. 1. 7	+ 46.808. 4. 9
1312	35.000	29.318.13.10	48.786. 3.3	78.404.17.1	1072.836.17. 8	510.138.17. 9	+ 22.896. 9. 1
1313	»	29.275. 6.11	38.079.10.	67.355. 1.11	799.726. 6. 3	538.277. 3. 3	+ 9.534.14.10
1314	»	46.220.14. 9	41.906. 2.7	88.126.17. 4	1168.269. 1.	883.994.15.11	+ 44.202.17.11
1315	»	41.773.11. 7	38.781. 1.6	81.554.12. 1	1020.733.	591.923.18.10	+ 34.763. 2. 4
1316	»	39.216.11. 7	39.783. 9	79.049.19. 7	1482.525.10. 3	997.017. 8. 9	+ 83.163. 7. 4
Total	349.661.13.4	411.298.13	379.418. 4	791.016.19. 7	9495.189.14. 5	5786.437. 4. 9	+ 9.240. 6. 8
Ann.	377.962. 8.1	45.699.17	42.046. 9.4	87.890.15. 6	1055.021. 1.11	644.059.13.10	+ 9.240. 6. 8

Tableau des bénéfices de la Banque de 1330 à 1334 (en livres sterling).

Années	Intérêt des octrois	Réserve	Bénéfices nets	Bénéfices bruts
1330-31.	7.7 ½ %	32.100	61.800	137.000
1331-32.	6.6 ½ %	23.300	42.200	125,600
1332-33.	4.6 %	19.100	36.700	111.300
1333-34.	5.9 %	34.300	54.200	122.600

Comme nous le verrons dans la deuxième partie, la Banque Impériale a perdu dernièrement le privilège de l'émission des billets qu'elle tenait de la concession et en a été dépossédée avant la date prévue, c'est-à-dire 1949. Depuis la création de notre Banque Nationale, en 1927, son influence n'a cessé de diminuer. Elle se borne, actuellement, à faire uniquement des opérations bancaires, notamment des prêts sur gage. Toutefois, dans nos rapports financiers et commerciaux avec l'étranger, elle occupe encore aujourd'hui un rang proéminent.

SECTION V

La Banque d'Escompte de l'Iran.

En face de la Banque Impériale, les Russes fondèrent la Banque d'Escompte. Au début de 1891, elle n'était qu'une simple institution privée sous le nom de Banque de Prêts. L'État russe acquit peu à peu les actions de cette société, de sorte qu'en 1899, la totalité du capital se trouva en son pouvoir. Ainsi, la Banque d'Escompte n'était plus qu'une succursale de la Banque d'État russe et par là dépendait directement du ministère des Finances russe. Le Gouverneur de la Banque était en même temps le conseiller financier de la Russie à Téhéran. L'un des premiers directeurs de la Banque, M. Groubi, fit beaucoup pour le succès de cette institution. Quand la Banque acquit une plus grande importance, l'État russe créa en Iran un ministère de banque, à la tête duquel était placé un envoyé spécial et qui avait sous sa surveillance toutes les opérations de la Banque et ses succursales. Le premier envoyé spécial fut un nommé Strogodsky.

La Banque effectuait la plupart des opérations ban-

caires : Escompte des effets de commerce, prêt sur gage, etc..., avec des taux inférieurs à ceux pratiqués par la Banque Impériale. Dans nos milieux de Bazar, les Russes étaient renommés pour leur générosité. Elle fonda des succursales principalement dans les villes du nord de l'Iran où l'activité commerciale russe était particulièrement intense. Dans ces régions, surtout après la conclusion du traité commercial russo-iranien de 1901 très favorable à la Russie, la Banque déploya une grande activité. Elle finança ainsi quelques grandes entreprises. Elle faisait surtout des opérations hypothécaires et, par ce moyen détourné, elle réussit à entrer en possession d'un grand nombre de propriétés immobilières en Iran. On sait que les étrangers n'ont pas le droit, en principe, de posséder dans ce pays des propriétés foncières. Ce droit est expressément refusé à tous les étrangers par le traité de Tourkmanchaï de 1828. Dans la concession de la Banque Impériale, nous avons vu également qu'un tel droit lui était expressément refusé.

La Banque d'Escompte dépendant directement de l'État russe, devait jouer surtout un rôle politique. Elle avait été créée spécialement pour faire concurrence à la Banque Impériale. Aussi l'État russe, et la Banque par son intermédiaire, se montrèrent très généreux dans l'octroi des prêts. C'était le moyen le plus sûr d'acquérir la sympathie des dirigeants et notables du pays à court d'argent. Dans cette voie, la Banque se livra à des pratiques incroyables. Obtenait des prêts de la Banque quiconque en faisait la demande, si, bien entendu, la sympathie de l'emprunteur était utile à la cause de la diplomatie russe. La Banque faisait ainsi des libéralités sans même se soucier de sa situation financière et au risque de la compromettre.

En 1322 (1903), des 30.000.000 de roubles, son capital, il ne restait plus que 3.000.000. Le reste avait servi à acheter la sympathie d'une aristocratie débauchée, d'un clergé pourri.

La Banque servait surtout d'intermédiaire à l'État russe pour l'octroi des prêts à nos Gouvernements. Dans ce domaine, elle concurrença facilement la Banque Impériale qui se montrait très difficile pour accorder des prêts. Le premier de ces prêts s'élevait à 22.500.000 roubles.

Une série d'autres emprunts fut sollicitée du Gouvernement russe ou de la Banque d'Escompte. Ainsi, deux ans plus tard, un emprunt de 15.000.000 roubles pour une durée de 75 ans fut demandé par le Gouvernement iranien, 9 ans après un autre emprunt de 1.110.000 livres fut contracté pour une durée de 10 ans. En 1331, un autre emprunt de 200.000 £ fut demandé pour une durée de 3 ans.

Ainsi la Banque russe essaya de faire concurrence à la Banque anglaise dans le domaine politique et économique. Elle joua surtout très adroitement son rôle politique, en distribuant de très larges libéralités aux notables du pays et en accordant, sans beaucoup de difficultés, des prêts à nos Gouvernements. Ses entreprises financières furent toutes plus ou moins hasardeuses et finirent d'une façon déplorable. Elle n'arriva jamais à occuper dans notre vie économique la même place que la Banque Impériale.

Par le traité russo-iranien de 1921, qui fut une surprise très agréable pour notre pays, la Russie soviétique renonça à toutes ses créances à notre égard, ainsi qu'à toutes les concessions que la Russie des Tsars ou les ressortissants russes avaient obtenues. Par l'article 5 du même traité, la Banque d'Escompte, avec son actif et son passif, passa

au Gouvernement iranien. La liquidation de la Banque fut assurée par le ministère des Finances de l'Iran.

*
* *

A côté de ces deux grandes banques étrangères que nous venons d'étudier, il existait avant la guerre d'autres établissements de crédit en Iran. Sans parler de ces petits banquiers qui étaient nos « sarrafs », nous pouvons mentionner la Banque Ottomane qui avait fondé des succursales dans plusieurs de nos villes. Nous citerons aussi la concession donnée à une banque allemande, Deutsch Orient Bank, qui avait obtenu spécialement le droit de fonder des succursales en Iran et d'exploiter des mines appartenant au Gouvernement. Cette concession, malgré les intrigues et menaces des Gouvernements russe et anglais, fut ratifiée par le Parlement (1) dans sa première législature. Mais la Banque perdit son privilège dès l'expiration de la concession qui n'était que de deux ans.

(1) C'est à la suite de la révolution de 1906 que la charte constitutionnelle qui nous régit actuellement fut octroyée et notre pays fut doté ainsi d'un Parlement.

DEUXIÈME PARTIE

LA CRÉATION DE LA BANQUE MELLIÉ IRAN. SON ORGANISATION. SA TRANSFORMATION EN INSTITUT D'ÉMISSION: LES RÈGLES DE LA COUVERTURE DES BILLETS.

CHAPITRE PREMIER

LA CRÉATION DE LA BANQUE MELLIÉ IRAN ET L'ÉTUDE DE SES STATUTS

SECTION I

Les nouvelles circonstances politiques et économiques de l'Iran après la guerre.

Nous avons vu brièvement, dans les pages qui précèdent, comment la politique anglo-russe et l'intervention constante de ces deux pays dans nos affaires intérieures avaient abouti à l'affaiblissement moral et matériel de l'Iran. Après la guerre, profitant de la situation internationale, l'Iran a su réaliser un vigoureux redressement dans l'ordre social, économique et politique. Avec le changement de la dynastie et l'accession au trône de notre souverain actuel en 1925, une nouvelle ère politique s'ouvre pour notre pays.

Les services publics : armée, finances, justice, etc..., furent réformés et modernisés. Une armée forte, une admi-

nistration centralisée, telles furent d'abord les préoccupations de notre nouveau Gouvernement. La volonté inébranlable de nos dirigeants, l'accueil enthousiaste et patriotique de tout le peuple iranien furent les sûrs garants du succès de cette immense œuvre. Aussi, un pouvoir central fort se substitua-t-il très vite au semblant d'autorité qui existait autrefois.

Une fois la situation politique rétablie, le Gouvernement put travailler au redressement économique de notre pays. Tout un plan visant d'importantes réformes fut élaboré et mis en exécution méthodiquement. L'industrialisation du pays, la construction des routes, le chemin de fer trans-iranien, le développement de notre commerce extérieur, la création des sociétés pour l'exploitation des richesses nationales, etc..., étaient les principaux chapitres de ce plan. Comment aurait-on pu, pour le succès de cet ensemble de réformes, se passer de la création d'une banque centrale qui est de nos jours la pièce maîtresse de l'organisation économique des différents pays ? Aussi la création de notre Banque Mellié Iran fut-elle une des premières réformes réalisées par le Gouvernement, réforme capitale et d'une portée considérable pour l'évolution économique de l'Iran.

L'idée de la création d'une banque nationale n'était pas nouvelle. Le Parlement (1) iranien, dès sa première législature en 1906, avait demandé d'urgence la création, en face de la Banque Impériale, d'un institut bancaire national afin d'éliminer l'influence politique et économique que cette société étrangère exerçait en Iran.

Le principal rôle de cette institution, d'après le projet discuté au Parlement, aurait consisté à servir de banquier

(1) Gandje-Chaïgan, p. 100.

à l'État. Toutes les recettes du budget auraient été centralisées auprès de la nouvelle banque nationale. C'est, d'autre part, à elle que l'État se serait adressé pour demander des prêts, au lieu d'aller les solliciter des banques étrangères et d'aliéner ainsi la liberté politique et économique du pays. Le projet discuté au Parlement reçut un bon accueil dans les milieux économiques. Un groupe de commerçants et de notables avaient décidé sa réalisation. Le capital de la Banque avait été fixé à 150.000.000 de krans, en cas de besoin, il aurait pu être porté jusqu'à 500 millions.

Pour le succès de cette institution nationale, les Iraniens, animés d'un noble sentiment de patriotisme, n'avaient reculé devant aucun sacrifice. On cite les cas de commerçants et de notables qui, pour la constitution de la nouvelle banque, avaient donné la plus grande partie de leur fortune. Les femmes iraniennes avaient vendu leurs bijoux pour procurer des ressources à la Banque. La Banque avait reçu, d'autre part, d'importants dépôts des commerçants et des particuliers. L'avenir de la nouvelle banque s'était annoncé favorablement. Mais malheureusement ces perspectives n'avaient pu que déplaire à nos voisins, le succès de notre institution nationale aurait pu entraîner la ruine des banques anglaises et russe. Aussi ces banques avaient elles tout fait pour compromettre et faire avorter la tentative de doter notre pays d'une banque nationale (1). Appuyées sur la puissance politique de leur pays, elles avaient réussi dans leur action déloyale. Ainsi, un immense espoir avait été déçu.

(1) Ainsi la Banque Impériale créait des difficultés pour le remboursement de ses dépôts, de peur que les sommes ainsi retirées ne fussent confiées à la nouvelle banque.

La première tentative de création d'une banque nationale iranienne avait ainsi avorté, et ce n'est que 20 ans plus tard que le projet devait être repris, à la suite du renouveau économique et politique d'après guerre, qui a été décrit plus haut.

SECTION II

La loi autorisant la création de la Banque Mellié Iran.

La loi autorisant la création de notre banque nationale fut votée par le Parlement le 14 ordibehecht 1306 (5 mai 1927). Le Gouvernement est tenu, d'après son article premier, de créer une banque appelée Banque Mellié Iran, qui aura son siège social à Téhéran et pourra progressivement fonder des succursales dans les autres villes et à l'étranger. Le rôle de la Banque est précisé dans le même article, il consiste à favoriser le développement du commerce, de l'agriculture et de l'industrie.

Le capital de la Banque, d'après l'article 2, sera de 15 millions de tomans provenant en partie de la vente des bijoux de la couronne. En attendant cette opération, le Gouvernement est autorisé à allouer une somme ne dépassant pas 5 millions de tomans à la Banque pour lui procurer des ressources. D'après l'article 13 de la loi, cette somme sera ajoutée au capital de la Banque qui sera ainsi en définitif de 20 millions de tomans. D'après l'article 4, la part de l'État dans les bénéfices de la Banque sera ajoutée au capital de celle-ci. Le Gouvernement est autorisé à prendre en charge si cela est nécessaire, les frais administratifs de la Banque, pendant les deux premières années de son fonctionnement.

Les articles 5, 6, 9, 12 de la loi se rapportent aux opéra-

tions que la Banque peut effectuer et celles qui lui sont interdites.

La Banque peut accepter des dépôts à vue et à terme ou en compte courant. Elle peut, pour le développement du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, consentir des prêts. Ces prêts doivent être garantis, la garantie peut consister en biens, meubles ou immeubles, ou en garantie de personnes dont la solvabilité est certaine. Les prêts ainsi consentis ne doivent pas dépasser le tiers du capital de la Banque. La Banque ne peut accorder des avances ou des prêts à l'État, aux ministères, aux administrations gouvernementales et municipales, sans l'autorisation préalable du Madjlesse (Parlement). Toutefois, les municipalités peuvent emprunter à la Banque jusqu'à concurrence de 30 % de leurs revenus annuels sans cette autorisation.

D'après l'article 12, quand la Banque aura pris assez de développement, toutes les recettes de l'État lui seront confiées en dépôt ; c'est, d'autre part, elle qui devra assurer le mouvement des fonds publics.

Les articles 7, 8, 10 et 11 de la loi édictent les règles de l'administration intérieure de la Banque. Le Gouvernement, d'après l'article 7, peut engager un spécialiste américain pour la gestion technique de la Banque. Les conditions de cet engagement sont en détail énoncées dans le même article. Un contrôleur, présenté par le ministre des Finances et agréé par le Conseil des ministres, sera nommé pour surveiller les opérations de la Banque, comme représentant du Gouvernement. Le gouverneur de la Banque doit faire un rapport semestriel des opérations de la Banque au ministre des Finances. En outre, la Banque doit publier son bilan à la fin de l'année financière (21 mars).

L'article 14 de la loi traite la question importante de la réforme de notre étalon monétaire. Le Gouvernement, après l'engagement du spécialiste américain, doit mettre à l'étude un projet sur la substitution de l'étalon or à l'étalon argent. Ce projet, d'après cet article, devra être soumis dans le délai d'un an au Parlement. L'article final de la loi charge le ministre des Finances de son exécution dans le délai de 6 mois.

Cette loi a été modifiée et complétée par des lois postérieures, notamment la loi de 17 tir 1314 (4 juillet 1935) qui a pour objet l'augmentation du capital de la Banque et qui a abrogé ses articles 2, 3, 4, 9, 13, 14.

SECTION III

Le capital social de la Banque. Sa forme juridique.

La banque Mellié Iran est constituée sous la forme d'une société anonyme. La loi de 1927 prévoyait un capital social de 200 millions de krans. En fait le capital social, fut fixé au début à 20 millions de krans, divisés en 20.000 actions de cent krans, dont 13.500 actions nominatives et 6.500 actions au porteur. La totalité des actions fut souscrite par le Gouvernement, celui-ci versa, d'autre part, 40 % du capital social, c'est-à-dire 8 millions. Le versement de ces 40 % était exigé par les statuts comme condition de la constitution légale de la société. C'est la direction, en accord avec le conseil de surveillance, qui peut exiger le versement de la partie du capital non libéré. En ce qui concerne l'augmentation du capital social, c'est l'assemblée générale des actionnaires qui peut seule en décider.

Ainsi notre banque nationale fut constituée et commença à travailler avec un capital social modique, très inférieur à ce qu'on avait prévu d'abord, et encore la totalité du capital social n'était pas versée, malgré les vœux émis à plusieurs reprises par les assemblées générales des actionnaires.

Comme nous le verrons plus loin, les opérations de notre banque ont pris, depuis sa création, une extension considérable. Tous les postes du bilan ont progressé; seul jusqu'à ces derniers temps, le poste « Capital » restait le même au passif et à l'actif. Certes, le capital social d'une banque d'émission ne joue pas un très grand rôle, on pourrait même concevoir très bien une banque d'émission travaillant sans aucune ressource propre. En effet, une banque d'émission travaille principalement avec les ressources qu'elle se procure en émettant des billets ou en acceptant des dépôts. Si cela est en grande partie vrai, des banques centrales opérant sur les grands centres financiers et jouant surtout le rôle de banque des autres banques, comme la Banque de France ou la Banque d'Angleterre, il ne peut évidemment pas en être de même dans le cas de notre banque. Une grande disproportion entre ses engagements et ses ressources propres n'allait pas sans grands inconvénients, telle était du moins l'opinion de ses dirigeants. La vérité est que l'augmentation du capital de notre banque était devenue nécessaire, non pas pour des considérations théoriques, mais uniquement pour lui procurer d'abondantes ressources et lui permettre ainsi de venir plus efficacement en aide aux différentes branches de l'activité économique nationale. Il est, d'autre part, certain que l'augmentation du capital social de notre banque, en consolidant la garantie de ses engagements, est de nature à

augmenter encore la confiance du public iranien dans ses destinées.

Quoi qu'il en soit, la loi de 17 tir 1314 (9 juillet 1935) fut votée par le Parlement, portant le capital social de notre banque de 30 millions de rials (1) à 300 millions. De ce capital de 300.000.000, 75 1/3 % sont versés par le Gouvernement de la façon suivante indiquée par l'article 1^{er} de la loi :

1^o 8 millions de rials du capital social déjà versés ;

2^o 216.806.435,25 rials représentant le prix de 15.875.395, 39 grammes d'or fin du Gouvernement (au cours fixé par la loi de 22 esfaud 1310 : 1 rial = 7.322.382 centigrammes) cédés à la Banque précédemment, en application de la loi du 30 chahrivar 1313, que nous étudierons plus loin ;

3^o 1.193.564,75 rials prélevés sur la part du Gouvernement dans les bénéfices de la Banque, depuis sa fondation, en application de l'article 4 de la loi de 14 ordibehecht 1306 déjà étudiée.

L'importance de la loi du 9 juillet 1935 est très grande. Elle donne à notre banque, par les moyens financiers puissants qu'elle met à sa disposition, de nouvelles possibilités d'action et d'intervention dans l'économie iranienne.

SECTION IV

Les organes statutaires de la Banque.

La constitution de la Banque comporte trois organes : la direction, le conseil de surveillance et l'assemblée générale des actionnaires.

(1) Le cours actuel du rial : 100 fr. = 75 rials.

I. — *La direction.*

La direction peut comprendre un ou plusieurs directeurs. S'il y a plusieurs directeurs, l'un d'entre eux aura la présidence. Le ou les directeurs sont nommés par le conseil de surveillance. Au début, la direction ne devait comprendre, d'après les statuts, qu'un seul directeur nommé par le Gouvernement pour une durée de trois ans.

La Banque est engagée légalement par son directeur ou par le président de la direction. Le pouvoir de signer les opérations courantes de la Banque est fixé par le directeur ou le président de la direction, en respectant la règle de la double signature.

Le ou les directeurs sont responsables de la gestion régulière de la Banque et de la conformité des opérations effectuées avec les statuts. C'est le président de la direction qui fixe les règlements des services et les conditions auxquelles la Banque effectue ses opérations, c'est, d'autre part, lui qui nomme et révoque les employés de la Banque, qui règle leurs attributions et fixe leurs appointements.

L'article 10 des statuts crée des incompatibilités entre la fonction du membre de la direction et l'exercice d'un commerce quelconqué. Les membres de la direction ne peuvent, en outre, effectuer des opérations bancaires pour leur compte ou pour le compte d'autrui.

II. — *Le conseil de surveillance.*

Les membres du conseil de surveillance, au minimum de trois et au maximum de sept, sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. La durée de leur fonction est de 3 ans, chaque année le tiers des membres du conseil est renouvelé. Le premier conseil de surveillance devait

être élu, d'après les statuts, par l'assemblée des fondateurs et devait rester en exercice jusqu'à la première réunion de l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres du conseil doivent déposer 10 actions de la Banque pour la durée de leur fonction.

Le contrôleur du Gouvernement, nommé conformément à l'article 8 de la loi de 14 ordibehecht 1306 précédemment étudiée, siège au conseil avec voix consultative.

D'après l'article 14 des statuts, le conseil doit se réunir au moins une fois tous les deux mois pour entendre le rapport de la direction. Le rôle essentiel du conseil, énoncé dans le même article, consiste à veiller à ce que les opérations de la Banque soient conformes aux dispositions de ses statuts. A cet effet, le conseil dispose des pouvoirs très étendus. Il peut examiner les livres de la Banque, surveiller l'encaisse métallique aussi bien que les valeurs et marchandises composant l'actif de la Banque. Il doit examiner le compte annuel, les propositions de la direction quant au partage des bénéfices, et en faire rapport à l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

Le président du conseil de surveillance est élu par l'assemblée générale, ou à son défaut, par le conseil lui-même. Le conseil établit d'autre part son règlement. Il ne délibère légalement que si au moins trois de ses membres sont présents. Le mandat de membre du conseil est personnel ; les membres du conseil, en conséquence, ne peuvent pas se faire représenter par des tiers. Les membres du conseil n'ont pas le droit d'entrer en communication avec la direction et demander des explications en dehors des séances du conseil, à moins que le conseil ait délégué ses pouvoirs à un de ses membres dans un cas particulier. Les membres

du conseil sont soumis aux obligations du secret professionnel.

C'est le conseil qui représente la Banque, en cas de conclusion des actes juridiques, avec la direction. Il en est de même, si les membres de la direction sont poursuivis en justice par la Banque en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La fonction de membre du conseil et celle de membre de la direction sont incompatibles.

III. — *L'assemblée générale des actionnaires.*

L'assemblée générale est la réunion plénière de tous les actionnaires. Chaque action donne droit à une voix, chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions. C'est le régime égalitaire, il n'y a pas d'actions privilégiées ou à vote plural.

Les actionnaires sont convoqués au moins une fois par an, c'est l'assemblée générale ordinaire de la Banque. C'est à la direction qu'incombe l'obligation de convoquer l'assemblée ordinaire dans le délai de 6 mois à dater de la clôture de l'exercice annuel. La convocation doit être faite au moins 4 semaines avant la date de la réunion de l'assemblée ; elle doit être publiée avec l'indication de l'ordre du jour. Pour prendre part au vote, les actionnaires doivent déposer au préalable leurs actions à la Banque ou dans un autre établissement désigné par celle-ci. Ce dépôt n'est pas exigé pour les actions nominatives ; la présentation des pièces justificatives attestant l'achat de ces actions, transcrit conformément à l'article 5 des statuts sur un registre spécial, suffit. L'actionnaire peut voter en personne ou se faire représenter par un tiers.

Avant de procéder au vote, la liste des actionnaires

avec l'indication de leur nom, domicile, ainsi que le nombre des actions qu'ils possèdent, doit être dressée. Cette liste doit être déposée entre les mains du président de l'assemblée et signée par lui. Les fonctions du président de l'assemblée sont exercées par le président du conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par son suppléant ou un autre membre du conseil.

D'après l'article 18 des statuts, la majorité absolue suffit pour que les décisions de l'assemblée soient valables. La majorité de 2/3 est nécessaire pour les modifications à apporter aux statuts.

Les décisions prises par l'assemblée ne sont valables que si un procès-verbal est dressé par un receveur de l'enregistrement, mentionnant le lieu de la réunion, le mode de votation et les décisions prises. A ce procès-verbal, doivent être annexées les pièces justifiant la convocation régulière de l'assemblée, ainsi que la liste des actionnaires ayant pris part au vote.

L'assemblée générale ordinaire doit, chaque année, approuver le bilan et le rapport annuel, elle doit décider du partage des bénéfices et donner décharge aux membres du conseil et de la direction. Comme nous l'avons vu, c'est elle qui doit choisir chaque année le tiers des membres du conseil.

A part l'assemblée générale ordinaire, il peut y avoir des assemblées extraordinaires. L'assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par la direction dans les cas suivants : Si les membres du conseil sont réduits à trois, si l'intérêt de la Banque exige une telle réunion, si cette convocation est demandée par la majorité des membres du conseil ou par un ou plusieurs actionnaires disposant au moins de 20 % du capital social. La demande

doit être adressée à la direction par écrit, en indiquant les motifs et les buts de la convocation.

A part ces trois grands organes propres de la Banque, nous savons qu'un contrôleur nommé par le gouvernement représente les intérêts généraux du pays au sein du conseil. En outre, l'article 26 des statuts a prévu la nomination par le gouvernement, d'accord avec la direction de la Banque, d'un conseiller juriste. Celui-ci a comme fonction d'étudier et de donner son avis sur toutes les questions juridiques qui lui sont soumises par la direction.

SECTION V

Les opérations que la Banque peut effectuer et celles qui lui sont interdites d'après les statuts.

D'après l'article 6 des statuts, le rôle de la Banque est de favoriser le commerce, l'agriculture et l'industrie en Iran. Elle peut effectuer toutes les opérations qui entrent dans le champ d'action d'une banque ordinaire. Elle peut accepter des dépôts à vue ou à terme et servir un intérêt aux déposants. Elle peut ouvrir des crédits en compte courant aux sociétés et aux particuliers contre des garanties suffisantes. L'escompte et le réescompte, opérations essentielles d'une banque moderne, lui sont permis. Elle peut consentir des avances sur les marchandises déposées chez elle ou sur les connaissements, lettres de voiture et warrants légalement reconnus. Elle peut acheter et vendre des traites sur les places intérieures ou étrangères, de même que des titres, valeurs et obligations, des monnaies étrangères, l'or et l'argent pour des buts monétaires ou autres. La Banque peut accepter des effets à l'encaissement,

effectuer le transfert des fonds, ouvrir des accréditifs, etc... Elle peut prendre part à toutes les émissions et opérations financières de l'État, des municipalités et des sociétés ou entreprises d'intérêt général.

Les opérations mentionnées plus haut sont des opérations à court terme. La Banque est autorisée, pour le développement de l'agriculture et de l'industrie, à octroyer des crédits à long terme. Ces crédits doivent être consentis contre des garanties d'une valeur suffisante. D'après les statuts, le total de ces crédits ne doit pas dépasser le cinquième du montant du capital social. La direction, avec l'approbation du conseil, doit déterminer les conditions nécessaires à l'octroi de ces crédits.

La Banque, d'après ses statuts, ne pourra acquérir de propriétés immobilières que pour ses propres besoins ou pour réaliser ses avances.

Dans toutes ses opérations, la Banque doit se conformer aux principes commerciaux.

En ce qui concerne les opérations de la Banque avec le gouvernement et les municipalités légales, les statuts reproduisent les dispositions de l'article VI de la loi du 14 ordi-behecht 1306 (1927) déjà étudiée.

SECTION VI

Les règles posées par les statuts concernant la gestion de la Banque et l'établissement de son bilan.

Les statuts de la Banque ont prévu d'abord l'établissement d'un bilan d'ouverture. Un bilan annuel doit être dressé et présenté à l'assemblée générale des actionnaires à la fin de chaque exercice. L'exercice commence le 1^{er} farvardine (21 mars) et prend fin le 29 esfaud (20 mars).

En ce qui concerne l'établissement du bilan, les statuts ont posé des règles tendant à sa présentation sincère et à l'élimination des éléments fictifs.

Les différents postes de l'actif et du passif doivent entrer dans le bilan pour leur valeur à la date de son établissement. Les éléments de l'actif doivent être inscrits au maximum pour leur prix d'achat ou de revient. S'il s'agit de marchandises ou titres cotés en Bourse, c'est le cours de la Bourse qui doit servir à l'établissement du bilan. Si le cours en bourse est supérieur au prix d'achat, c'est ce dernier qui doit figurer au bilan. Les installations et objets destinés à l'usage des services de la Banque doivent être portés au bilan pour leur prix d'achat ou de revient, même s'ils ont perdu une partie de leur valeur au moment de l'établissement du bilan. Dans ce cas, un poste d'amortissement ou un fonds de renouvellement doit être créé. Les statuts ont cherché à empêcher que les créances fictives entrent dans l'actif. Aussi les créances douteuses doivent être portées au bilan pour leur valeur probable. Quant aux créances irrécouvrables, elles ne doivent pas figurer au bilan. Les frais d'établissement et d'administration de la Banque ne doivent pas figurer dans l'actif.

Le passif comprend, à part le poste de capital, tous les fonds de réserve ou de renouvellement. La Banque doit présenter séparément son compte profits et pertes.

Pour les deux premières années du fonctionnement de la Banque, le gouvernement est autorisé à prendre en charge ses frais administratifs. La Banque doit, de son côté, pendant ces deux mêmes années, servir un dividende minimum de 6 % à ses actionnaires.

Afin de consolider la situation de la Banque, les statuts ont prévu la constitution d'un fonds de réserve. Ce fonds

doit être alimenté par un prélèvement de 10 % sur les bénéfices nets annuels de la Banque, ce prélèvement doit continuer jusqu'à ce que le fonds de réserve atteigne la moitié du montant du capital social. En outre, dans le cas d'augmentation éventuelle du capital de la Banque, si des actions au-dessus du pair sont émises, le montant supplémentaire résultant de cette émission doit être porté au fonds de réserve.

SECTION VII

L'appréciation critique des statuts de la Banque Nationale de l'Iran. Comparaison de ses statuts avec ceux des banques centrales modernes.

Faisons dès maintenant remarquer, et cela est un point essentiel pour la suite de nos explications, que notre banque nationale n'avait pas, dès le début de sa création, le droit d'émettre des billets. Elle n'était, avec la loi de 1927, qu'une simple banque commerciale créée par le gouvernement surtout pour distribuer le crédit à bon marché et favoriser ainsi les différentes branches de l'activité économique. Mais peu après sa création, elle obtint, comme on le verra plus loin, le privilège de l'émission des billets et devint ainsi notre institut d'émission... C'est donc en tant qu'une banque d'émission que nous allons procéder à l'examen critique de ses statuts.

Les principes qui s'appliquent à la constitution et à la gestion des banques centrales diffèrent, cela va sans dire, d'un pays à l'autre. Ils sont en fonction de l'organisation bancaire du pays, des traditions et des circonstances particulières dans lesquelles la banque d'émission a pu être créée. Cette vérité élémentaire rappelée, on n'est pas moins

frappé, si on examine les statuts des différentes banques centrales, de l'existence de quelques principes fondamentaux que l'expérience a dégagés dans presque tous les pays et qui gouvernent la constitution et la gestion de la grande majorité des banques centrales.

Ces principes fondamentaux ont été rappelés et appliqués par le Comité financier de la S. D. N. qui a eu l'occasion de procéder à la réforme des instituts d'émission des différents pays de l'Europe centrale et orientale : Hongrie, Autriche, Grèce, etc... Du rapport fait par le Comité en date du 17 juin 1927, sur la stabilisation monétaire de la Grèce, nous empruntons ce passage : « Le Comité se borne à rappeler en termes généraux les grands principes dont l'expérience a prouvé la valeur et qu'il importe d'appliquer, si l'on veut assurer le fonctionnement satisfaisant d'une banque centrale d'émission à qui incombe la responsabilité de maintenir la stabilité de la monnaie. Parmi ces principes, on peut citer :

- a) l'indépendance de la banque ;
- b) le droit exclusif de procéder à l'émission des billets ;
- c) la limitation des opérations de la banque à des opérations d'emprunt et d'escompte se liquidant elles-mêmes ;
- d) la réduction de la dette de l'État vis-à-vis de la banque et la limitation précise des avances nouvelles consenties à l'État ;
- e) la centralisation auprès de la banque nationale de toutes les opérations monétaires de l'Etat et des entreprises de l'Etat ;
- f) la constitution d'une couverture appropriée et suffisante pour une émission fiduciaire unifiée. »

Ce sont là les grands principes qui, comme le rappelle le rapport du Comité financier de la S. D. N., sont consa-

crés par l'expérience et dont l'application est la condition même d'une bonne gestion de l'institut d'émission moderne. Nous voudrions essayer de voir rapidement dans quelle mesure ces principes sont appliqués par notre banque nationale et comment dès lors il faut apprécier ses statuts.

Nous examinerons :

1^o Le principe de l'indépendance ;

2^o Le principe de la limitation des opérations de la banque centrale à des opérations à court terme ;

3^o Le principe de la limitation et la réglementation des avances à l'État, ainsi que la centralisation auprès de la Banque centrale des opérations monétaires de l'État et des entreprises publiques.

Nous ne parlerons pour le moment pas des autres principes cités plus haut et qui se rapportent à la question de l'émission des billets, question que nous n'avons pas encore abordée.

I. — *Le principe de l'indépendance.*

C'est un des principes fondamentaux de la gestion des banques d'émission modernes. Il faut à tout prix séparer le crédit public de celui de l'institut d'émission, si on ne veut pas tomber dans les errements du passé et si on veut éviter des catastrophes financières qui résulteraient de la confusion de ces deux crédits. Il faut soustraire la banque d'émission de l'influence politique pour empêcher les abus et les scandales qui, dans beaucoup de pays, compromirent le succès de leur institut d'émission. Mais il ne faut pas pousser trop loin l'application du principe de l'indépendance, car, n'oublions pas que la banque d'émission détient de l'État le privilège de l'émission des billets qui est un des attributs de ce dernier et qui de ce fait et

aussi du fait que la banque d'émission remplit les fonctions d'un intérêt national, l'État a le droit et même le devoir de contrôler sa gestion et son fonctionnement. Il faut donc assurer l'indépendance de la Banque tout en donnant au gouvernement les moyens nécessaires pour remplir son droit de contrôle.

Les statuts de notre banque nationale ont eu visiblement le souci d'assurer son indépendance complète. La forme juridique adoptée, qui est la société anonyme, est la première garantie de cette indépendance. Le Gouvernement iranien n'a pas voulu créer une banque d'État du type de l'ancienne banque d'État russe qui n'était qu'un compartiment du ministère des Finances de la Russie. Mais la forme juridique de société anonyme, à elle seule, n'assure pas l'indépendance complète de la banque d'émission. Les dispositions des statuts concernant la répartition des actions sont essentielles. En effet, si le gouvernement peut détenir à lui seul la majorité ou la totalité des actions de la banque d'émission, ce qui est actuellement le cas de notre banque nationale, celle-ci passerait complètement entre ses mains et la forme adoptée ne serait plus qu'une subtilité juridique ou une commodité administrative. C'est pourquoi dans les statuts de certaines banques centrales, on trouve des dispositions intéressantes sur la répartition des actions entre les particuliers et l'interdiction faite à l'État d'avoir plus de 10, 20 ou 30 % des actions. (Dans ce sens, les statuts de la banque nationale de Roumanie et ceux de la banque nationale de Tchécoslovaquie et les statuts de toutes les banques centrales réorganisées sous les auspices du Comité financier de la S. D. N.) On ne trouve rien de pareil dans les statuts de notre banque nationale. C'est le gouvernement qui, au

début, a souscrit la totalité des actions. Il est vrai que la cas de notre pays est un peu particulier, par suite de la faible capacité d'absorption de notre marché financier, et aussi parce que le public n'est pas habitué à investir ses capitaux dans les entreprises bancaires ou autres. Notre gouvernement était bien obligé, dans ces conditions, de souscrire lui-même la totalité des actions de notre nouvelle banque nationale pour ne pas compromettre son succès. Mais dans les pays où, pour les mêmes raisons ou d'autres, le gouvernement a dû souscrire, au début, les actions de la banque d'émission, les statuts précisent souvent qu'une fois que le marché financier a acquis une capacité d'absorption suffisante, il est obligé d'offrir ces titres au public. Les statuts des banques d'Estonie et de la Bulgarie nous fournissent des exemples de cet état de choses. Sur ce point, les statuts de notre banque nationale sont muets. Rien par conséquent n'oblige le gouvernement à placer ultérieurement les actions de notre banque nationale sur le marché financier.

De ce qui précède, on pourrait conclure que les statuts de notre banque nationale n'ont pas attaché une grande importance à la diffusion de ses actions dans le public. Pourtant, quelques dispositions de ses statuts nous inciteraient à penser le contraire. C'est ainsi que la disposition de l'article 25 sur le dividende minimum ne s'expliquerait que par le souci de faciliter le placement des actions de la banque dans le public. La valeur nominale des actions (100 tomans) est relativement faible et accessible à la grande majorité du public. Les statuts auraient pu, peut-être, s'ils voulaient assurer encore davantage le caractère démocratique des actions de la Banque, prévoir leur division en quart ou en cinquième, comme le font les statuts

de certaines banques centrales (Autriche, Hongrie). Les deux formes des actions : nominative et au porteur, consacrées par les statuts de notre banque nationale, ont évidemment aussi pour objet d'attirer les diverses catégories d'épargnants qui pourraient avoir des préférences dans un sens ou dans l'autre.

Passons de la question de la forme juridique de notre banque nationale à celle des principes de son administration intérieure. Ici les statuts lui ont assuré une indépendance complète, nous sommes même tentés de dire abusive. C'est l'assemblée générale des actionnaires qui, tout au moins théoriquement, est le pouvoir suprême. Elle élit les membres du conseil de surveillance qui élisent à leur tour les membres de la direction, elle a à approuver le bilan, à statuer sur le partage des bénéfices, elle doit accorder décharge aux membres de la direction et du comité de surveillance. Le Gouvernement n'est représenté pour la défense des intérêts généraux de la nation que par un contrôleur, lequel siège au conseil de surveillance avec voix consultative.

On voit la grande liberté laissée aux trois organes légaux de la Banque dans son administration, les décisions les plus importantes peuvent être prises sans l'intervention du Gouvernement.

Les statuts des banques centrales en général donnent au Gouvernement des pouvoirs plus larges. Les gouverneurs et les sous-gouverneurs sont, dans la majorité des cas, nommés par le Gouvernement ou avec son consentement ; il en est ainsi en France, en Belgique, etc... Le Gouvernement a d'autre part, en général, un droit de *veto* sur les opérations de la banque d'émission ou les décisions prises par ses organes qui présenteraient un intérêt national,

comme l'augmentation du capital social ou la modification des statuts. La liberté absolue laissée à notre banque nationale par ses statuts nous aurait paru dangereuse, et nous aurions été amenés à souhaiter un contrôle plus large du Gouvernement sur elle, si la réalité n'était pas toute différente de la lettre des textes. En fait, notre Gouvernement n'est pas du tout exposé au danger de voir la Banque abuser de sa liberté.

Pour assurer l'indépendance de la banque nationale, ses statuts ont édicté certaines incompatibilités. Ce problème est essentiel si l'on veut assurer une réelle indépendance à la banque d'émission. Il ne faut pas permettre des ingérences politiques dans la gestion de la banque d'émission. Dans son article 13, les statuts de notre banque interdisent aux ministres en exercice de faire partie du conseil de surveillance. La plupart des statuts des banques centrales modernes édictent des incompatibilités plus nombreuses et variées pour empêcher la politique de s'ingérer en cette matière. Dans la plupart des statuts, les fonctions d'administrateur et même d'employé de la banque d'émission sont incompatibles avec les fonctions publiques ou électives : fonctionnaire, ministre, député, etc... Des exemples nous sont donnés dans ce sens par les statuts de la Reichsbank, ceux de la banque de Grèce, etc...

Il ne suffit pas seulement d'assurer l'indépendance de la banque d'émission vis-à-vis des pouvoirs publics, il faut aussi qu'elle soit indépendante vis-à-vis des groupes financiers ou commerciaux qui pourraient, en se servant d'elle, suivre des fins particulières. La défense de la monnaie nationale et le contrôle de crédit pourraient, à un certain moment, exiger des décisions sévères de l'institut d'émission qui léseraient les intérêts particuliers de tel

commerçant ou de tel groupe financier. Il faut que l'institut d'émission soit complètement indépendant des puissances d'argent pour prendre des décisions en toute liberté. C'est pourquoi presque tous les statuts édictent des incompatibilités d'un ordre différent de ce que nous venons de voir, mais qui ne présentent pas moins une grande utilité. Ainsi, l'article 10 des statuts de notre banque nationale interdit aux membres de la direction d'exercer tout commerce ou toute opération bancaire pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui. C'est une précaution très sage et qui se comprend parfaitement. (La même incompatibilité se trouve dans presque tous les statuts.)

Dans cet ordre d'idée, et pour éliminer l'influence très grande des groupes financiers dans l'administration des banques d'émission, les statuts édictent des dispositions fort intéressantes et efficaces qu'on ne trouve pas dans les statuts de notre banque nationale. Nous mentionnons à titre d'exemple : la limitation du nombre des voix que chaque actionnaire peut avoir dans l'assemblée générale des actionnaires (Banque nationale de Belgique). Il est manifeste que si, par l'achat d'un gros paquet d'actions de la banque d'émission, des particuliers ou des groupes financiers pouvaient s'assurer la majorité dans l'assemblée des actionnaires, la banque d'émission serait entre leurs mains un instrument docile pour des fins particulières. L'indépendance de la banque d'émission serait dans ce cas gravement compromise et la considération des intérêts généraux du pays serait reléguée au dernier plan. Remarquons en passant qu'une telle disposition rendrait moins dangereuse la possession d'un gros paquet d'actions par le Gouvernement. Dans les statuts de notre banque nationale, chaque action donne droit à une voix, chaque action-

naire a droit à autant de voix qu'il possède d'actions. C'est donc le système égalitaire qui est appliqué dans toute sa portée.

La plupart des observations que nous avons formulées, quant à l'indépendance de notre banque nationale, ne présentent qu'un intérêt théorique, car, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, le Gouvernement détient pour le moment la totalité de ses actions.

II. — *Le principe de la limitation des opérations de la Banque Centrale à des opérations à court terme.*

La nature particulière des engagements d'une banque d'émission lui impose l'obligation d'avoir des éléments d'actif immédiatement disponibles ou tout au moins rapidement réalisables. Dans le cas d'une banque d'émission, en effet, ce n'est pas la question de la solvabilité finale qui importe, mais surtout celle de la liquidité immédiate. Pour assurer cette liquidité, la banque d'émission doit suivre cette vérité essentielle que la nature et la durée de l'emploi de ses ressources doivent être déterminées par l'origine de celles-ci. Suivant la formule de Walras, « les titres représentatifs doivent être à même échéance que les titres représentés ». C'est donc une grosse erreur pour une banque d'émission, avec ses engagements à vue : billets et dépôts, d'immobiliser ses ressources dans des entreprises industrielles, commerciales ou d'autres opérations à long terme. C'est pourquoi les statuts des banques centrales leur interdisent formellement d'effectuer de telles opérations, incompatibles avec leur fonction de gardienne de la monnaie nationale. Les opérations permises sont à peu près toutes à court terme, c'est le cas d'escompte des effets de commerce ou d'avance garantie. On voit des dispo-

sitions dans ce sens dans les statuts des banques d'émission de la Belgique, de la Grèce, de l'Allemagne, etc...

Si nous examinons maintenant les statuts de notre banque nationale, nous sommes frappés d'abord de l'extrême étendue de son champ d'action, et puis de ce fait que les opérations à long terme ne lui sont pas interdites. Elle joue le rôle d'une banque ordinaire de dépôt et d'escompte, d'une caisse d'épargne, elle a la direction de la banque de prêts sur gage, elle fait des avances sur les marchandises déposées chez elle; elle prend part à toutes les émissions et opérations financières de l'État, des municipalités ou des entreprises présentant un intérêt national, elle peut consentir des prêts à long terme pour le développement de l'agriculture et de l'industrie, elle aura un peu plus tard une section agricole.

Mais ici encore, dans l'appréciation des statuts de notre banque nationale, il faut tenir compte de notre organisation bancaire très imparfaite et du fait que nos marchés monétaires et financiers sont très étroits. Nous savons qu'une banque d'émission moderne dans un pays où l'organisation de crédit est perfectionnée, laisse à d'autres institutions particulières le soin de distribuer le crédit à long terme et celui de financer les entreprises industrielles et commerciales. La banque d'émission moderne ne distribue même plus le crédit à court terme aux particuliers, elle n'escompte plus directement les effets de commerce, elle est devenue dans toute la signification du terme : la banque des autres banques. Mais dans notre pays, et au début de la création de notre banque nationale, il eût été impossible de limiter son champ d'action par suite de l'absence des institutions bancaires spécialisées dans les différentes branches de crédit. Notons d'ailleurs qu'au moment de sa

création, la banque nationale n'était qu'une simple banque commerciale, et l'exercice des fonctions variées qui lui étaient confiées, ne présentait pas, à ce moment, de très grands inconvénients.

Les statuts de notre banque nationale n'ont pas toutefois perdu de vue la question de la liquidité du bilan. C'est ainsi que nous trouvons dans l'article 6 des statuts une disposition qu'on trouve à peu près comme clause de style dans ceux de toutes les banques centrales et qui lui interdit d'acquérir des propriétés immobilières, sauf pour ses propres besoins ou temporairement pour réaliser ses avances.

La disposition que nous avons vue déjà et qui interdit à notre banque nationale de consentir des prêts à l'État ou aux autres personnes morales de droit public, sans une autorisation législative, a évidemment aussi pour effet d'assurer, dans une certaine mesure, la liquidité de son actif.

Une dernière remarque sur les opérations faites par notre banque nationale : ses statuts n'ont pas précisé, comme il aurait été préférable de le faire et comme le font les statuts des autres banques centrales, les conditions dans lesquelles la Banque doit effectuer ses opérations. Prenons un exemple : l'escompte des effets de commerce est, on le sait, l'opération type d'une banque d'émission, par suite de son caractère d'opération à court terme « se liquidant elle-même » et des garanties naturelles qu'il comporte. Cette opération est réglementée d'une façon minutieuse dans les statuts de toutes les banques centrales, les conditions requises pour qu'un papier soit bancable sont fixées avec précision. Or, rien de pareil dans les statuts de notre

banque nationale qui parle de l'escompte sans en préciser les conditions.

III. — *Les principes de la limitation des avances à l'Etat et celui de la centralisation auprès de la banque centrale des opérations monétaires de l'Etat et des entreprises publiques.*

A) *Principe de la limitation et de la réglementation des avances à l'Etat.*

Rien n'est plus dangereux pour la stabilité de la monnaie nationale et la bonne gestion de la banque d'émission que le fait qu'une partie de son actif soit constituée par des créances sur l'État. Ce danger est apparu dans toute son acuité, au cours et après la guerre, du fait des besoins financiers toujours croissants des divers États qui se sont tournés vers leur institut d'émission pour emprunter des fonds considérables dont ils avaient besoin et les ont entraînés dans la voie de l'inflation. Les monnaies nationales n'ont souvent pas pu résister longtemps à cet état de choses, et les nombreuses catastrophes monétaires et financières récentes qui sont présentes à tous les esprits en furent les conséquences directes.

C'est pourquoi les statuts des banques centrales modernes ont voulu essayer de parer à ces éventualités en réglementant strictement les avances que l'État pourrait être amené à demander. Il ne saurait pas être question d'interdire purement et simplement cette pratique, car elle correspond à une nécessité souvent impérieuse. L'État, dans l'exécution du budget, peut avoir temporairement besoin d'une aide financière, et la banque d'émission, par suite de sa position particulière, est tout indiquée pour la lui fournir. C'est notamment le cas des avances en « antici-

pation de recettes ». L'aide prêtée à l'État, dans ce cas, par la banque d'émission ne diffère pas beaucoup de celle qu'elle prête aux commerçants et aux industriels en escomptant par exemple les effets tirés par eux. Mais cette comparaison n'est vraie que si réellement les avances consenties par la banque d'émission à l'État sont en anticipation des recettes. Or, nous savons malheureusement que la plupart des États sont souvent aux prises avec les difficultés financières et que les avances demandées à la banque d'émission sont destinées à combler le déficit du budget. C'est dans ce cas que le danger apparaît avec les perspectives de l'inflation et de la dépréciation monétaire.

Disons tout de suite qu'en ce qui concerne notre pays et les rapports financiers du Gouvernement avec la banque nationale, ce danger n'existe pas. La situation de nos finances publiques est très satisfaisante. La dette publique n'existe pour ainsi dire pas. Les recettes normales du budget suffisent largement à payer toutes les dépenses publiques, même les dépenses extraordinaires.

Les statuts de notre banque nationale, en ce qui concerne les avances ou prêts à accorder au Gouvernement, ont édicté une disposition sage qu'on trouve d'ailleurs dans la plupart des statuts des banques centrales modernes ; la nécessité de l'autorisation législative. C'est une disposition qui garantit l'indépendance de notre banque nationale et qui pourrait en même temps servir de frein aux exigences du Gouvernement. Les municipalités légalement constituées peuvent demander des avances jusqu'à 30 % de leurs recettes sans l'autorisation du Parlement. Cette limitation a évidemment pour but d'assurer la liquidité de l'actif de notre banque nationale. Ainsi les avances au Gouvernement et aux autres personnes morales de

droit public sont, avec raison, limitées et réglementées dans les statuts de notre banque nationale. Les statuts de certaines banques centrales sont encore plus perfectionnés sur ce point que ceux de notre banque nationale. Ils précisent la limite maximum des prêts ou avances que la Banque peut consentir à l'État, ils fixent d'avance le taux d'intérêt applicable à ces opérations et qui est, en général très bas (1 %); souvent d'ailleurs, les statuts stipulent que l'État ne doit aucun intérêt à la Banque pour les prêts ou avances demandés (statuts de la Banque de Grèce).

B) *Le principe de la centralisation auprès de la banque centrale des opérations monétaires de l'Etat et des entreprises publiques.*

Si le Comité financier de la S. D. N. a expressément recommandé que les opérations monétaires de l'État et des entreprises publiques soient centralisées auprès de la banque d'émission, c'est que cette pratique présente de grands avantages aussi bien pour l'État que pour la banque elle-même. Pour l'État d'abord, car cette centralisation lui permet de se décharger sur la banque d'émission d'une partie de ses fonctions : encaissement et paiement, garde de numéraires, etc... Pour la banque d'émission ensuite, et c'est cette considération qui est déterminante, la banque trouve dans cette centralisation des moyens puissants d'action sur le marché monétaire qui lui permettent de contrôler plus aisément le crédit et la monnaie. Ces considérations prennent un intérêt particulier dans le cas d'un pays comme l'Iran. En effet, ce sont l'État et les organismes dépendant directement de lui qui ont provoqué et soutenu la reprise des affaires et ranimé notre économie. Le Gouvernement iranien a entrepris une série de travaux :

construction de routes, chemin de fer transiranien, exploitation des mines, etc..., il a aidé financièrement la constitution des sociétés commerciales et industrielles. Le budget de l'État a augmenté d'une façon considérable depuis quelques années, et tout laisse prévoir qu'il augmentera encore. Le budget a quadruplé dans l'espace de 10 ans, celui de cette année atteint le double de ce qu'il était il y a trois ans. Les dépenses faites directement ou indirectement par le Gouvernement dans l'ordre économique constituent la majeure partie de l'activité économique générale du pays. La grande partie des capitaux disponibles et des moyens de paiement sont entre les mains du Gouvernement. Dès lors, on comprend facilement l'importance que présenterait pour notre banque nationale la centralisation de toutes les opérations monétaires de l'État auprès d'elle.

Les statuts de notre banque ne parlent pas de cette question pour que nous puissions savoir lequel des innombrables systèmes qui existent dans les divers pays, a été adopté. On sait qu'il y a notamment deux grands systèmes : l'un pratiqué en Angleterre et l'autre en France. Dans le premier, et qui a été adopté par beaucoup de pays, la banque d'émission remplit la plupart des fonctions qui sont, dans d'autres pays, exécutées par les services du ministère des Finances. Dans ce système, la banque d'émission intervient d'une façon active dans l'exécution du budget, les recettes et les dépenses publiques sont perçues et effectuées par elle. Dans le second système, un compte courant est seulement ouvert au nom du Trésor à la banque d'émission, l'excédent des recettes publiques l'alimente; d'autre part, le Trésor paye une partie des dépenses publiques en tirant des chèques sur la banque.

Le premier système est évidemment le plus perfectionné et le plus avantageux pour l'État, c'est pourquoi il a été adopté par la plupart des pays.

Les statuts des banques centrales réglementent en détail les rapports du Gouvernement et de la Banque dans l'exécution du budget. Comme nous l'avons dit plus haut, les statuts de notre banque nationale sont muets sur ce point, ce qui ne veut pas dire que le principe de la centralisation est inconnu en Iran. La loi de 1927, autorisant la création de notre banque nationale, impose au Gouvernement, dans son article 12, l'obligation, dans le cas où les opérations de la Banque prendraient le développement désirable, de centraliser toutes les recettes publiques auprès d'elle. Le mouvement des fonds publics, d'après le même article, devrait être assuré par la nouvelle Banque. En fait, les dépôts du Gouvernement et des entreprises publiques atteignent des chiffres considérables dans le bilan de notre Banque. Mais il s'en faut de beaucoup que toutes les opérations monétaires de notre Gouvernement soient centralisées auprès de la Banque Nationale. Une grande partie des dépenses est effectuée par le Gouvernement en dehors du contrôle de la Banque, ce qui diminue considérablement l'influence et les moyens d'action de celle-ci sur notre marché monétaire. Il y aurait à apporter sur ce point une réforme dans le sens du système anglais.

Pour porter un jugement sommaire sur les statuts de notre banque nationale, après la longue étude théorique que nous venons de faire, nous disons qu'ils présentaient déjà au début de sa création beaucoup de lacunes et d'imperfections, mais qu'après le changement profond de son rôle à la suite de sa transformation en institut d'émission, ils sont devenus nettement insuffisants. Ce point a d'ail-

leurs été relevé par les assemblées générales de notre banque qui, à plusieurs reprises, ont demandé la modification et la réforme de ses statuts. Une commission, nommée il y a quelque temps, a élaboré de nouveaux statuts qui ne sont pas encore entrés en vigueur.

CHAPITRE II

LES DÉBUTS DE LA BANQUE. SON ACTIVITÉ JUSQU'AU PREMIER FARVARDINE 1311 (21 MARS 1932). LA CRÉATION DE LA SECTION AGRICOLE

SECTION I

Les débuts de la Banque.

Notre banque nationale commença à fonctionner sous les meilleurs auspices. Créée par le Gouvernement iranien qui souscrivit la totalité de ses actions, elle bénéficia dès le début de son entier appui. Le public, de son côté, mit sa confiance dans l'avenir de cette institution nationale. Aussi notre banque devint-elle très vite le banquier de l'État, qui lui confia des fonds importants, et celui des particuliers qui peu à peu consentirent à déposer leurs disponibilités dans ses caisses.

Pour la direction technique de la Banque, la loi de 1306 avait prévu l'engagement d'un spécialiste américain. C'est en fait un Allemand, le Dr Kurt Lindenblatt, qui fut engagé avec un autre de ses compatriotes, M. Otto Vogel, comme vice-président (1). La Banque, d'autre part, se soucia de l'instruction professionnelle de ses employés. Des cours spéciaux furent, à cet effet, organisés à Téhéran et dans certaines villes de province.

La Banque, très vite, établit un vaste réseau de succursales dans tous les centres commerciaux du pays : Ahvaz, Ardebil, Babol, Bender-Abbas, Bender-Guez, Birdjand, Boroudjerd, Bouchir, Chahi, Chiraz, Dezfoul, Firouzkouh,

(1) Actuellement ces postes sont occupés par les Iraniens.

Hamadan, Isfahan, Kachan, Kazvin, Kerman, Kermanchah, Khorramabad, Khorramchahr, Kom, Lahidjan, Malayer, Meched, Novchahr, Pahlevi, Rafsandjan, Recht, Rezaïeh, Sabzevar, Sanandadj, Sari, Sultanabad, Tauris, Téhéran Bazar, Torbat-Heydari, Yezd, Zabol, Zahedan, Zandjan. La Banque a voulu ainsi étendre son activité dans toute l'étendue de l'empire.

Les opérations de la Banque prirent, à un rythme accéléré, une extension remarquable. Il suffit, pour s'en convaincre, de donner quelques chiffres. Le portefeuille commercial passe de 6.874.368.05 en 1307 à 91.218.128.85 en 1310. Le poste de débiteurs qui était dans le bilan de 1307 de l'ordre de 39.584.861.30 figure dans le bilan de 1310 pour 101.810.351 rials. Le compte de dépôts fixes et de la Caisse d'épargne passe de 55.378.559.85 en 1307 à 118.276.912.05 R en 1309 pour tomber à 83.491.505.70 en 1310. Les comptes courants créditeurs qui étaient en 1307 de l'ordre de 90.155.938.15 ont atteint en 1310 le chiffre de 278.331.687.25 en régression de 8.433.557.50 sur celui de l'année 1309.

Les chiffres cités plus haut démontrent l'extension prise par les opérations de notre banque dès le début de sa création.

Pour l'année 1310 (1931-32), on peut constater une diminution des différents postes du bilan de la Banque, notamment ceux de débiteurs, de dépôts fixes et caisses d'épargne et de comptes courants créditeurs. Ce ralentissement dans les affaires de la Banque en 1310 a coïncidé avec les irrégularités commises par la direction au cours de la même année. Le président de la Banque Nationale, Kurt Lindenblatt, présenta, en effet, un bilan truqué de l'exercice 1310. Le conseil de surveillance, doutant de la sincérité

du bilan, procéda à des investigations et des examens de différents comptes. Pendant ce temps, le vice-président, Otto Vogel, prit la fuite à l'étranger et se suicida à Beyrouth. Une perte de 8.737.456.65 rials fut le résultat des irrégularités commises. La Banque, pour la couvrir, se tourna vers le Gouvernement, qui était obligé, par l'article 25 des statuts, de payer les frais administratifs des premiers exercices de la Banque. Conformément à un accord intervenu entre la Banque et le Gouvernement, celui-ci fut débité de la somme de 8.737.456.65 rials, représentant la perte subie par la Banque, dans un compte au passif intitulé « Participation du Gouvernement suivant l'article 25 des statuts ». D'après la décision prise par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date de 23 mehr (15.10.1933), la Banque fut obligée d'amortir ce compte par un prélèvement de 80 % sur ses bénéfices nets. Comme il était convenu, ce compte a été très vite amorti et a disparu du bilan de la Banque.

Dès sa création, la Banque essaya de pratiquer une politique d'argent à bon marché. Le taux élevé d'intérêt est un des obstacles principaux au développement de notre économie. La thésaurisation, le manque d'esprit d'entreprise favorisent chez nous cette hausse des taux d'intérêt. La Banque fit, dès le début, tout son possible pour drainer l'épargne et l'argent thésaurisé dans ses caisses. Elle donna un intérêt relativement élevé à ses déposants. D'après le tarif général de la Banque, cet intérêt est de 2 % pour les dépôts à 3 mois d'échéance, de 2 ½ % pour les dépôts à 6 mois et de 3 ½ % pour les dépôts à un an. Le minimum déposable est de 5000 rials. Pour les sommes modiques, la caisse d'épargne de la Banque donne un intérêt de 2 %, le minimum déposable est de 100 rials. Les comptes

courants créditeurs ne comportent aucun intérêt.

Il faut constater que la Banque a réussi dans sa politique. Les chiffres cités plus haut sur l'évolution des dépôts et des comptes de la caisse d'épargne nous en apportent la preuve. Une autre démonstration résulte de l'augmentation continue du nombre des comptes courants et des dépôts fixes. Le nombre des comptes courants est passé de 9.971 en 1310 à 13.506 en 1311. Pour les dépôts fixes et les comptes de la caisse d'épargne, les mêmes chiffres sont 1.902 et 3.466.

Les taux d'intérêt pratiqués par la Banque pour ses différentes opérations sont relativement bas. Nous disons relativement, car ils sont supérieurs à ceux pratiqués dans les autres pays. La Banque, dès le début, a pratiqué un taux d'intérêt entre 7 et 8 %. Ces taux constituent déjà un progrès sérieux, quand il y a quelques années, nos commerçants et nos producteurs étaient obligés de payer un intérêt de 12 et qui même parfois allait jusqu'à 24 %. D'après le tarif général, la Banque reçoit actuellement un intérêt de 6 $\frac{1}{2}$ % par an pour ses comptes courants débiteurs commerciaux. Les effets jusqu'à 45 jours d'échéance sont escomptés avec un intérêt de 6 % par an (sans commission). Un intérêt de 6 $\frac{1}{2}$ % est perçu pour l'escompte des effets de 45 à 90 jours d'échéance. Le délai minimum de l'escompte est de 10 jours. Ces chiffres, évidemment, ne présentent pas quelque chose de fixe; suivant les circonstances, ils sont susceptibles d'être modifiés.

La Banque, d'après ses statuts, devait, comme nous le savons, non seulement favoriser le commerce, mais aussi l'agriculture et l'industrie. Toutefois, dans ce domaine, elle était moins bien outillée. Les fonds dont elle disposait étaient insuffisants pour lui permettre d'intervenir d'une

façon efficace. Elle devait, d'autre part, se soucier de la liquidité de son bilan, elle ne pouvait pas, sans risque, immobiliser une grande partie de ses ressources. Néanmoins, la Banque fit des efforts sérieux pour le développement agricole et industriel de notre pays. Un exemple de cette activité est donné par l'initiative prise par la Banque pour fonder une société anonyme de fabrication des cotonnades dans la province de Mazanderan. Le capital social de cette société fut fixé à 5.000.000 rials, la Banque en souscrivit les 2/5. Par la création d'une section agricole, la Banque marqua sa volonté d'accomplir le rôle qui lui avait été confié par les statuts concernant le développement agricole de l'Iran.

Pour donner un aperçu exact des opérations et de l'activité de notre banque pendant les premières années de son fonctionnement, nous reproduisons ici les bilans des années 1309 et 1310 (1930-32).

Bilan de la Banque Nationale de l'Iran.

arrêté au 30 Esfand 1309 (21.3.31).

ACTIF

	Krans	Krans
Capital non versé.		12.000.000. »
Encaisse, métaux précieux et billets de banque étrangers .		121.452.222.50
Effets de commerce escomptés .		85.612.120.65
Disponibilités en banque . . .		94.936.367.40
Débiteurs.		105.998.946.75
dont à découvert :		
Krans : 5.141.248.05		
Participations (sections agri- coles).		5.000.000. »
Immeubles	1.011.463.25	
15 % amortissement	151.719.50	859.743.75
Inventaire.	650.183.85	
Amortissement.	650.182.85	1. »
Frais de fondation	126.370.65	
Amortissement.	126.370.65	
		425.859.401.60

PASSIF

	Krans
Capital	20.000.000. »
Dépôts en Caisse d'Epargne et à termes fixes	113.270.912.05
Dépôt fixe gouvernemental pour section agricole	5.000.000. »
Créditeurs	286.765.244.75
Bénéfice net	823.244.80
	425.859.401.60

Bilan de la Banque Nationale de l'Iran

arrêté au 29 Esfand 1310 (20.3.32)

ACTIF

	Rials	Rials
Capital non versé		12.000.000. »
Encaisse, métaux précieux et monnaies étrangères		108.589.323.25
Banques et banquiers		44.236.344.50
Effets de commerce		91.218.128.85
Débiteurs		101.810.351. »
Section agricole		5.000.000. »
Participation du Gouvernement suivant art. 25 des statuts		8.737.456.65
Titres		1.830.000. »
Marchandises		7.829.429.25
Immeubles :		
anciennes dépenses	1.064.583.05	
anciens amortissements	204.839.30	
	859.743.75	
dépenses 1310	175.216.90	1.034.960.65
Mobilier et installations :		
anciennes acquisitions	1.219.454.40	
anciens amortissements	1.219.453.40	
	1. »	
acquisitions 1310	452.030.95	452.031.95
Frais de fondation :		
anciennes dépenses	817.877.60	
anciens amortissements	817.877.60	
dépenses 1310	287.356.35	287.356.35
Frais généraux		14.092.752.45
		397.118.134.90

Compte aval 5.900.468.85

PASSIF

	Rials
Capital	20.000.000. »
Dividendes à ajouter au capital social.	1.270.973.05
Réserves	82.324.50
Dépôts fixes.	80.871.366.45
Caisse d'épargne	2.620.139.25
Créditeurs.	278.331.687.25
Report de l'année 1309	260.920.30
Intérêts, commissions, devises	13.680.724.10
	397.118.134.90

SECTION II

Création de la section agricole.

L'Iran étant un pays essentiellement agricole, la question du crédit agricole présente une importance de premier ordre dans la vie économique du pays. Notre banque nationale était chargée par ses statuts de favoriser l'agriculture aussi bien que le commerce et l'industrie. La nature particulière du crédit agricole, d'un côté, et l'insuffisance des moyens dont notre banque disposait, de l'autre, ont incité le Parlement à doter le pays d'une institution spéciale de crédit agricole. Toutefois, au début, on avait prévu seulement la création d'une section agricole dirigée par la Banque Nationale.

La loi sur la création de la section agricole fut votée le 9 chahrivar 1309 (31 août 1930) par le Parlement. Le ministère des Finances fut autorisé, dans son article 1^{er}, à allouer à partir de l'année 1309, et pour une durée de 10 ans, une somme qui ne devait pas être inférieure à 500.000 tomans, à la Banque Nationale pour la constitution de la nouvelle section agricole.

La comptabilité de la nouvelle section agricole devait être indépendante de celle de la Banque (art. 2).

L'objet de cette section était précisé dans l'article 4 de la loi. Les prêts pouvaient être accordés pour les buts suivants : la mise en valeur des cours d'eau qui, pour une raison quelconque, avaient été séchés, la création ou l'extension de la culture des produits suivants : thé, coton, indigo, henné, garance, soie, chanvre, canne à sucre, tabac, tombac, pistaches, amandes ou la culture de tout autre produit dont le développement était jugé nécessaire par le ministère de l'Économie Nationale. Les produits mentionnés dans cet article sont les principales productions agricoles de notre pays et constituent la grande partie de nos exportations. Leur protection s'imposait d'une façon impérieuse. Non moins impérieuse était la question d'aménagement et de création des cours d'eau. Le manque d'eau est, en effet, un fléau pour notre agriculture et même pour notre vie quotidienne. Des grands travaux dans ce domaine sont indispensables, mais qui eussent été au-dessus des moyens financiers dont disposait la section agricole.

La disposition essentielle et très heureuse de la loi était celle qui concernait le taux maximum d'intérêt que la Banque était autorisée à demander. D'après l'article 5, le taux d'intérêt ne devait, en principe, pas dépasser 4 %. La Banque était autorisée à le relever jusqu'à 6 %, si cela était nécessaire. Le produit résultant des bénéfices réalisés devait être, d'après le même article, ajouté au capital de la section agricole. La Banque n'était autorisée à y prélever que la somme représentant les frais nécessaires pour l'administration de la section agricole.

Les prêts ainsi accordés et pour les buts indiqués plus haut devaient être garantis par des propriétés immobilières régulièrement immatriculées. Le contrat entre la

Banque et l'emprunteur devait être enregistré (art. 5). Le montant du prêt consenti par la Banque ne devait en aucun cas dépasser la moitié de la valeur de la propriété, valeur fixée par les experts de la Banque (art. 5).

La durée des prêts ne devait pas dépasser 10 ans. Le conseil d'administration de la Banque pouvait toutefois autoriser une durée plus longue, si la réalisation du but de l'emprunt l'exigeait absolument. D'après l'article 8 de la loi, pour les prêts d'une durée de trois ans ou plus, l'emprunteur pouvait, en plus des intérêts, payer chaque année une annuité représentant l'amortissement du capital. L'emprunteur avait le droit de rembourser à chaque instant la totalité ou une partie de sa dette.

L'article 10 de la loi énumérait les mentions qui devaient obligatoirement figurer dans le contrat. Elles étaient au nombre de 3 :

1^o Le but de l'emprunt qui devait être conforme aux dispositions de l'article 4 ;

2^o Le montant et la durée de l'emprunt ;

3^o La somme que l'emprunteur devait payer chaque année, tant pour l'intérêt que pour l'amortissement du capital emprunté.

La Banque devait conserver une copie conforme de l'acte de propriété et un exemplaire du contrat conclu.

La loi édictait, dans son article 11, une série de dispositions en vue de garantir la Banque contre l'insolvabilité ou la mauvaise volonté des débiteurs. Dans le contrat, l'emprunteur devait prendre expressément les engagements suivants : s'il n'arrivait pas à payer aux échéances convenues, la somme représentant l'intérêt et l'amortissement de sa dette, la Banque avait le droit de lui notifier que, passé un mois, toute la dette, tant en principal qu'en inté-

rêts, devenait immédiatement exigible. Après 6 mois de la date de cette notification, si le débiteur ne s'exécutait pas, la Banque avait le droit de vendre aux enchères tout ou partie de la propriété constituée en garantie et de prélever le montant de sa créance sur le produit de la vente. Tous les frais résultant de la vente du bien ou en raison des retards apportés par le débiteur étaient à la charge de celui-ci.

La loi donnait un privilège à la Banque pour le recouvrement de toutes les créances résultant du prêt sur les créanciers chirographaires de l'emprunteur. L'État, seul, avait le droit de priorité pour la perception des droits fiscaux.

Au cas où la valeur de la propriété donnée en garantie venait à diminuer au moins de 20 %, conformément à l'estimation des experts de la Banque, celle-ci pouvait demander une garantie supplémentaire. Si le débiteur se refusait ou s'il était dans l'impossibilité de fournir cette garantie, la Banque pouvait exiger, dans un délai qui ne devait pas dépasser 3 mois, le remboursement de la partie de la dette non garantie.

Dans le cas où le débiteur n'utilisait pas la somme empruntée à la réalisation du but indiqué dans le contrat, le contrat devenait nul de plein droit et la dette immédiatement exigible. Si le débiteur ne payait pas, dans un délai de 6 mois, le capital et les intérêts de la dette, la Banque pouvait vendre aux enchères la propriété donnée en garantie et se faire payer elle-même sur le produit de la vente. Les intérêts dus dans ce cas, pouvaient être comptés à raison de 12 %, et cela dès la date même de la conclusion du contrat.

Tout différend entre la Banque et l'emprunteur, se

rapportant à l'interprétation de la disposition précédente, soit que le débiteur soutenait qu'il avait réalisé la somme empruntée au but indiqué dans le contrat, soit qu'il invoquait un cas de force majeure, devait être soumis à l'arbitrage.

L'article 14 autorisait la section agricole, pour la réalisation des buts indiqués dans l'article 4 de la loi, à fonder des sociétés et à fournir tout ou partie de leur capital, avec l'approbation préalable du ministère de l'Économie nationale.

Cette loi, d'après son article final 14, devait être mise en exécution 10 jours après sa ratification. Conformément à cet article et aux articles 1 et 2 de la loi, le 19 chahrivar 1309 (10 septembre 1930) la Banque Nationale constitua la section agricole. Comme il était convenu, un capital initial de 5.000.000 rials fut alloué par le gouvernement à la Banque. Dès la première année de son fonctionnement, la section agricole envisageait la création des différentes sociétés, Nous mentionnons à titre d'exemple la fondation d'une société anonyme pour la mise en marche de la fabrique de sucre de Kahrizak qui chômaît depuis 30 ans.

Dans les bilans des années 1309 et 1310 de la Banque Nationale, on a pu voir figurer le capital de la section agricole. A partir de 1311, on ne trouve plus trace de cette section dans les bilans de notre banque. C'est que, comme le prévoyait l'article 3 de la loi de 9 chahrivar 1309, précédemment étudiée, le Gouvernement iranien créa une Banque agricole-industrielle, institution indépendante de la Banque Nationale qui venait d'occuper, dans notre pays, la place de l'institut d'émission.

C'est la loi de 21 khordad 1312 qui a permis la création de la Banque agricole-industrielle. Le capital de la nouvelle

banque est de 20.000.000 rials dont 66 % versés. Son rôle est à peu près le même que celui de l'ancienne section agricole, c'est-à-dire l'octroi des crédits à long terme, avec un champ d'action et des moyens plus étendus.

Le Gouvernement iranien attache une très grande importance à l'activité de la nouvelle banque. Une loi votée le 17 dey 1312 (7 janvier 1934) sur la vente des domaines de l'État donne à la Banque agricole-industrielle des moyens financiers très étendus pour favoriser les diverses branches de notre activité agricole et industrielle. Dans son article 7, la nouvelle loi indique les sommes qui doivent être confiées en dépôt à la Banque. En voici la liste : 20 millions de rials de la Caisse des retraites avec la garantie de l'État pour une durée de 10 ans, 50 millions de rials provenant de la vente d'une partie des domaines de l'État, 5 millions de rials des fonds publics qui pourraient aussi en cas de besoin être mis à la disposition de la Banque.

L'article 8 de la loi impose au Gouvernement l'obligation de prévoir dans les budgets de 1314 et 1315 un crédit annuel de 5 millions qui devrait servir à l'augmentation du capital de la Banque.

Avec ses ressources : son capital et ses dépôts, la Banque doit accorder des prêts agricoles. L'article 9 de la loi fixe le montant des prêts que la Banque doit consentir chaque année :

1 ^{re} année		20 millions
2 ^e »		20 »
3 ^e »		20 »
4 ^e »		30 »
5 ^e »		40 »
6 ^e »		40 »
7 ^e »		40 »

8 ^e année	40 millions
9 ^e »	50 »
10 ^e »	50 »

Le total des prêts qui seraient ainsi accordés est de l'ordre de 350 millions de rials.

Les buts pour lesquels ces prêts peuvent être consentis sont précisés dans l'article 10 de la loi qui reproduit en grande partie les dispositions de l'article 4 de la loi du 9 chahrivar 1309 sur la fondation de l'ancienne section agricole. L'article 11 de la nouvelle loi reproduit d'autre part une partie des dispositions des articles 11 et 12 de la loi précitée.

L'article 13 de la nouvelle loi vise spécialement l'octroi des prêts à l'industrie. Le Gouvernement est autorisé, à cet effet, à prêter annuellement, et pour une durée de 5 ans, une somme de 100.000 £ à la Banque. Les sommes ainsi prêtées seraient prélevées sur la Réserve nationale. Les conditions de l'octroi des prêts industriels seront, d'après la loi, fixées par le Conseil des ministres.

La Banque a ouvert, dès le début de sa création, des succursales dans les centres agricoles et industriels du pays : Recht, Tauris, Mechad, Chiraz, etc. Elle s'est intéressée à toutes les branches de notre activité économique. Elle a déjà fondé un grand nombre de sociétés agricoles ou industrielles dans lesquelles elle détient la totalité ou une partie des actions. Les sociétés créées ont des objets divers : la production ou l'exportation des produits agricoles ou des matières premières : Riz, soie, coton, sucre ; l'importation des machines agricoles et leur vente aux paysans dans les conditions favorables ; la création des services de transport, l'aide aux producteurs de tabac et la préparation de leurs produits dans les séchoirs modernes,

la création des établissements de crédit : Caisse d'épargne, Banque d'hypothèque, etc. Le capital social des sociétés dont la Banque détient la totalité ou une partie des actions, s'élève à peu près à 189.936.000 rials. De ce capital, la Banque a souscrit pour 76.216.200 et en a versé 36 millions 380.450 rials, c'est-à-dire 45 %.

A part la fondation des sociétés, la Banque agricole-industrielle apporte une aide très active à notre agriculture et à notre industrie en leur accordant des prêts et des avances. Le montant des prêts agricoles et industriels consentis par la Banque n'a cessé d'augmenter depuis sa création. Dans le bilan de 1313 (1934-35) nous avons les chiffres suivants au poste de débiteurs :

Banques	18.938.325.80 rials
Avances agricoles et industrielles . .	10.010.624.55 »
Débiteurs à long terme	3.000.000. » »
Compte provisoire	146.001.65 »

Total. 32.094.961. » rials

L'agriculture tient une place beaucoup plus importante dans l'activité de notre Banque que l'industrie, ce qui s'explique très bien par la nature de notre économie qui est essentiellement rurale. Les prêts accordés par la Banque ont des objets très divers ; la production et l'exportation de : thé, coton, fruits ; la création et la réparation des cours d'eau, l'irrigation, l'amélioration de la race bovine et l'élevage des animaux domestiques, la construction des maisons rustiques, l'achat des machines, l'amélioration des terrains, etc...

L'avenir de la Banque s'annonce d'ores et déjà très brillant, et tout laisse prévoir que ses opérations prendront dans l'avenir une très grande extension. L'étude de la

loi du 17 dey 1312 nous a démontré l'importance qu'attachent le Parlement et le Gouvernement à la nouvelle banque. Le versement de l'intégralité de son capital social est prévu aussi bien que son augmentation éventuelle. La Banque est autorisée, à part les dépôts qu'elle reçoit, à émettre aussi des obligations si l'extension de ses opérations l'exige.

Une loi du 13 chahrivar 1313 (4 septembre 1934) tend à donner une nouvelle orientation à la Banque agricole-industrielle. La nouvelle loi autorise la Banque à organiser des coopératives de production. La Banque pourrait soutenir ces coopératives, soit par participation directe, soit par l'octroi des crédits. C'est donc, comme on le voit, un nouveau champ d'action qui s'ouvre à notre Banque agricole-industrielle.

CHAPITRE III

L'ACCORD DU 23 ORDIBCHECHT 1309 (13 MAI 1930). LA TRANSFORMATION DE LA BANQUE MELLÎÉ IRAN EN INSTITUT D'ÉMISSION

SECTION I

L'accord du 13 mai 1930 entre l'Imperial Bank of Iran et le Gouvernement iranien.

L'accord du 23 ordibchecht 1309 (13 mai 1930) ratifié par la loi du 6 khordad de la même année, est un événement d'une importance capitale dans notre histoire monétaire et bancaire. Le privilège de l'émission des billets que la Banque Impériale détenait de l'acte de la concession de 1889 lui assurait une place prépondérante dans notre économie et laissait entre ses mains la destinée de notre monnaie nationale. La création de notre banque nationale et son développement continu n'étaient évidemment pas pour lui plaire. Aussi, ne manqua-t-elle pas de recourir aux intrigues et aux manœuvres déloyales pour compromettre le succès de notre jeune institution nationale. L'opinion publique iranienne manifesta son indignation en face de ces manœuvres. Au moment des crises monétaires de ces dernières années et la spéculation à la baisse du kran, la presse l'accusa ouvertement d'avoir provoqué l'avilissement de notre monnaie. Les pouvoirs publics, de leur côté, regardaient de plus en plus d'un mauvais œil cette ingérence étrangère dans notre vie nationale. A la

suite des mesures édictées par la loi du 7 esfand 1308, sur le contrôle des devises étrangères, la Banque Impériale perdit une grande partie de son influence qui était jusqu'alors incontestée. Dans les commissions qui furent instituées : celle des cours et celle de contrôle, la première place fut assurée à la nouvelle Banque Nationale. C'est ainsi que son directeur avait la présidence de la commission de contrôle.

C'est dans ces circonstances qu'un accord fut librement conclu entre le ministre des Finances de l'Iran et les représentants de la Banque Impériale. L'objet de cet accord est le retrait du privilège d'émission des billets de la Banque Impériale, avant la date prévue dans l'acte de la concession, c'est-à-dire 1949. Le nouvel accord, qui comprend 4 articles, a été annexé comme un cinquième appendice à l'acte de la concession de 1889.

C'est, comme le déclare son préambule, pour adapter les termes de la concession de la Banque Impériale à la situation nouvelle de l'Iran et aux possibilités d'ordre économique que cette situation présente, que cet acte a été conclu.

La Banque renonce, dans l'article 1^{er} de cet accord, à son privilège d'émission des billets. Dans un délai à fixer entre la Banque et le Gouvernement, et au plus tard le 20 juin 1931, la première s'engage à rembourser les billets qu'elle avait émis. A l'expiration de ce délai, le montant des billets non présentés au remboursement sera payé au Gouvernement.

Aux termes de l'article 2, le Gouvernement renonce aux droits qu'il exerçait sur la Banque et à sa part dans les bénéfices de celle-ci. C'est ainsi que le poste de haut-commissaire, une fois le remboursement des billets effectué,

sera supprimé. Dans le même article et en compensation de la renonciation à son privilège, la Banque obtient des avantages importants : d'abord, une somme de 200.000 £ qui lui sera versée à Londres le 20 mars 1931 ; ensuite, elle est autorisée à constituer hypothèque sur toutes sortes d'immeubles en Iran, et même à acquérir des propriétés immobilières pour réaliser ses avances ; toutefois ce droit ne lui est reconnu qu'à titre temporaire et pour une durée maximum d'un an.

Les différends qui surgiraient entre la Banque et le Gouvernement doivent être soumis, d'après cet accord, à la procédure d'arbitrage. Chacune des deux parties choisit un arbitre, la sentence doit être rendue dans le délai de trois mois. Si les deux arbitres ainsi désignés n'arrivent pas à se mettre d'accord, un troisième arbitre sera choisi par eux, dans le délai d'un mois. Le tribunal arbitral ainsi constitué statuera à la majorité. Si les deux arbitres n'arrivent pas à se mettre d'accord dans le délai fixé sur le choix d'un troisième arbitre, ce choix sera confié au président de l'organisation économique et financière de la S. D. N. ; la sentence arbitrale est exécutoire, elle ne comporte aucun recours.

SECTION II

L'importance de l'accord du 31 mai 1930 et l'orientation nouvelle qu'il donne à l'activité de notre banque nationale.

Le retrait du privilège d'émission des billets de la Banque Impériale constitue un succès de la politique de notre nouveau Gouvernement. Il a été salué à l'unanimité par nos concitoyens comme un événement très heureux.

Si le principe même de l'accord n'est pas critiqué, il

n'en est pas de même des modalités qu'il comporte. Dans sa thèse de doctorat, M. Kazeni (1) en a fait une critique très serrée. Le droit donné à la Banque d'acquérir des propriétés immobilières et celui de soumettre les différends qui surgiraient entre elle et le Gouvernement à l'arbitrage avec l'intervention éventuelle de l'organisation économique et financière de la S. D. N. constituent, d'après lui, des concessions inadmissibles faites par le Gouvernement iranien à cette société étrangère. Il s'étend longuement sur ces deux points pour démontrer l'erreur qui a été commise. Nous pensons, quant à nous, et sans vouloir méconnaître la valeur des critiques faites par l'auteur, qu'il faut porter un jugement plus indulgent sur cet accord. Car, ce que nous avons obtenu par cet accord est pour nous d'une importance capitale qui compense largement les concessions que nous étions bien obligés de faire.

Cet accord constitue pour nous, non seulement un événement heureux dans l'ordre économique, mais encore et surtout dans l'ordre politique. Avec cet accord disparaît un des derniers vestiges de la domination politique et économique des étrangers sur l'Iran.

Après cet accord, le privilège d'émission des billets fut concédé à notre nouvelle Banque Nationale. Celle-ci commença l'émission de ses billets le 1^{er} farvardine 1311 (21 mars 1933). Le public fit un bon accueil aux nouveaux billets.

Ainsi, depuis le 1^{er} farvardine 1311, la Banque Nationale est devenue notre institut d'émission. Avec la loi de 1927, elle n'était qu'une simple banque de dépôt, créée et soutenue par le Gouvernement pour favoriser notre commerce, notre agriculture et notre industrie. Son champ d'action

(1) *Le commerce extérieur de la Perse*, Paris, 1930.

était dès lors, très étendu et ce fait ne présentait pas à ce moment beaucoup d'inconvénients. Depuis 1931, notre Banque Nationale a reçu une nouvelle mission, celle de défendre la monnaie nationale, mission qui est incompatible en grande partie avec les activités diverses qu'elle exerçait jusque-là. L'octroi de crédit à long terme ou la participation dans les sociétés commerciales et industrielles notamment, ne sont plus conformes avec le souci d'assurer la sécurité et la convertibilité de la monnaie. C'est pourquoi, notre Banque Nationale a dû changer de politique et s'intéresser moins aux opérations faites par les banques d'affaires. Les pouvoirs publics de leur côté ont compris la nécessité de limiter le champ d'action de notre nouvel institut d'émission. La création de la Banque agricole-industrielle, spécialisée dans l'octroi du crédit à long terme, en est un exemple. Sur ce point toutefois, il y aurait beaucoup à faire, nous y reviendrons par la suite pour préciser notre pensée.

CHAPITRE IV

LA RÉGLEMENTATION DE L'ÉMISSION DES BILLETS ET LES RÈGLES DE LEUR COUVERTURE

Les règles fondamentales de l'émission des billets par notre Banque Nationale sont posées dans nos lois monétaires du 13 mars 1932 (22 esfand 1310) et du 11 septembre 1934 (20 chahrvivar 1313). Nous allons procéder à l'étude séparée de ces deux lois.

SECTION I

La loi du 22 esfand 1310.

La loi du 22 esfand 1310 (13 mars 1932) est notre grande loi de réforme monétaire, modifiant les dispositions de la loi du 27 esfand 1308 (18 mars 1930) qui avait introduit, pour la première fois, en Iran, l'étalon-or. Ses articles 2, 5, 8 et 9 se rapportent particulièrement à notre sujet.

Pour assurer la confiance du public dans la valeur et la convertibilité des billets que notre nouvel institut d'émission allait émettre, le législateur de 1932 a édicté une réglementation très rigoureuse. C'est le principe de *Currency principle*, principe adopté depuis longtemps par l'Angleterre, qui a été consacré par la loi. Les règles édictées par cette loi, sont encore plus dures que celles imposées à la Banque d'Angleterre.

D'après l'article 2 de la loi, les billets de 5, 20, 50, 100, 500 rials seront émis et bénéficieront du cours légal. Le

privilège de l'émission des billets est accordé à notre Banque Nationale pour une durée de 10 ans (art. 5). A l'expiration de ce délai, le privilège sera prorogé automatiquement pour un nouveau délai de 10 ans, à moins qu'une loi n'intervienne pour en décider autrement. Ce même système s'applique par la suite. Par le même article, la loi a fixé le plafond d'émission à un total de 340 millions de rials.

Les dispositions essentielles de la loi sur l'émission des billets se trouvent dans son article 8. En contre-partie des billets émis, une réserve de 100 % est obligatoire. Cette réserve peut consister en monnaies et lingots d'or, en monnaies et lingots d'argent et en devises sur des pays où l'achat, la vente, l'exportation et les transactions de l'or sont libres. La partie métallique de la réserve sera conservée par la Banque en Iran, tandis que les devises étrangères seront confiées en dépôt aux banques étrangères, conformément aux instructions du Conseil des ministres.

Un Comité de surveillance, en vue de contrôler la stricte observation des règles édictées, a été créé par l'article 9 de la loi. Ce comité comprend sept membres : deux députés, un délégué du Conseil des ministres, le procureur général près de la Cour de cassation, le directeur de la Banque Nationale, le trésorier général, et enfin le commissaire du gouvernement auprès de la Banque Nationale. La durée de la fonction des deux députés et du délégué du gouvernement est d'une année. Ils seront choisis au mois d'ordibehecht (avril-mai) par le Parlement et le Conseil des ministres.

Ce comité a la mission de vérifier chaque mois le compte de réserve de la Banque. Il doit faire ensuite un rapport au Gouvernement sur les points suivants : le montant des billets en circulation, des monnaies d'or, d'argent et

de nickel, des lingots d'or et d'argent et des devises étrangères, en possession de la Banque. Ce rapport doit être publié par le Gouvernement pour l'information du public.

Pour terminer, signalons l'existence de l'article 6 de la loi ainsi conçu : « Le Gouvernement est tenu d'avoir en circulation des monnaies d'argent pour 60 % au minimum des billets en circulation ». Cette disposition a encore pour objet de restreindre la quantité des billets que la Banque pourrait émettre.

SECTION II

Examen critique des dispositions de la loi du 13 mars 1932 sur l'émission des billets.

La réglementation adoptée par la loi de 1932 est l'une des plus rigoureuses qui puisse exister. Le souci prédominant du législateur iranien en 1932 a été d'assurer la convertibilité des nouveaux billets et d'inspirer confiance au public sur la gestion de notre Institut d'émission. Ce souci légitime, l'a-t-il peut-être détourné un peu des autres aspects du problème et notamment de celui d'élasticité de la circulation fiduciaire.

1° Le privilège d'émission des billets jouissant du cours légal donné à la Banque Nationale.

La loi de 1932 a accordé à notre Banque Nationale le privilège exclusif d'émission des billets. C'est le principe de l'unité de la circulation fiduciaire qui est consacré par le législateur. Ce principe était bien en harmonie avec la centralisation politique et administrative qu'a réalisées le nouveau Gouvernement. Remarquons d'ailleurs que l'Iran n'a jamais connu la liberté d'émission des billets

ou la pluralité des banques d'émission. Le principe de l'unité a pu être réalisé ainsi d'un seul coup, contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs pays étrangers, où ce principe n'a réussi à triompher qu'après une série de difficultés et de péripéties politiques.

Le privilège exclusif d'émission des billets est donné à notre Banque Nationale pour une durée de 10 ans. La question de la durée du privilège présente un certain intérêt. Il est évident que si le privilège est de très courte durée, la Banque ne pourra pas jouir de la liberté d'action qui lui est nécessaire, du fait qu'elle est fréquemment exposée à voir apporter des modifications à ses statuts ou de nouvelles charges lui incomber au moment du renouvellement du privilège. La durée généralement adoptée par les divers pays va de 30 à 60 ans. On voit donc qu'elle est relativement courte dans le cas de notre Banque Nationale. Mais cela ne présente pas de grands inconvénients surtout si nous prenons en considération le mode de renouvellement du privilège de notre Banque Nationale qui est très souple. L'article 5 de la loi de 1932, en effet, consacre le système de prorogation automatique du privilège, comme la reconduction tacite en droit civil. Ce système nous paraît plus perfectionné que celui qui a été adopté par la plupart des pays et qui donne à la banque d'émission la faculté de demander le renouvellement de son privilège avant l'expiration de celui-ci.

2° Le système de Currency Principle adopté par la loi de 1932.

Comme nous l'avons dit plus haut, le législateur de 1932 s'est attaché principalement au problème de la convertibilité de nos nouveaux billets. L'article 8 de la loi exige une réserve de 100 % toujours disponible en contre-

partie des billets émis. C'est donc le système de Currency principle qui a été adopté. Ce système, en effet, assure le mieux la sécurité et la convertibilité des billets et les met à l'abri de toute attaque.

Certes, la question de sécurité est très importante, elle est même essentielle dans un bon système d'émission des billets, mais assurer aux moyens de paiement une certaine élasticité est une préoccupation non moins importante. L'économie iranienne qui est en pleine évolution demande qu'on n'apporte pas des entraves, par l'adoption de règles trop rigides, à son développement. Un système d'émission tel que le Currency principle pourrait convenir à la rigueur à un pays comme l'Angleterre : centre financier mondial, où l'organisation bancaire et monétaire est très perfectionnée. Le billet de banque dans un tel pays ne joue qu'un rôle effacé, les autres moyens de paiement et, en particulier, la circulation des crédits en banque et le système de compensation (Clearing) permettent largement à la production et au commerce de trouver les moyens indispensables de paiement. La situation de notre pays est toute différente. L'organisation bancaire est loin d'être parfaite. L'habitude de dépôt en banque et de paiement par chèque n'existe que dans certains milieux. Les pièces métalliques et les billets de banque sont nos seuls moyens de paiement. Dès lors, il faut bien adopter une réglementation d'émission qui, tout en étant prudente, n'entrave pas les progrès de notre économie.

Avec le système adopté par la loi de 1932, le billet de banque ne jouait aucun rôle économique. Nous ne pouvions pas bénéficier des avantages d'une bonne circulation fiduciaire. Le billet de banque, sous ce régime, en effet, n'était qu'un certificat représentant un certain moyen de paie-

ment conservé par la Banque. Une augmentation ou une diminution de la quantité des billets en circulation ne signifiait rien de plus qu'une plus ou moins grande confiance du public dans la valeur des billets émis.

L'émission des billets à découvert, qui est la seule circulation fiduciaire, procure à la banque centrale des avantages très importants, en même temps qu'elle lui donne des moyens puissants de diriger le crédit et la monnaie, suivant les nécessités économiques. L'avantage essentiel pour la banque d'émission d'une circulation de billets à découvert, c'est qu'elle lui permet, pour ainsi dire, d'emprunter sans intérêt et d'employer ensuite les fonds ainsi obtenus presque gratuitement à faire des escomptes ou des avances. Ce n'est pas seulement la banque qui en profite, mais aussi l'économie nationale par suite des taux d'intérêt avantageux que la banque centrale pourrait pratiquer, et aussi l'État qui pourrait s'attribuer une bonne part des bénéfices réalisés par la banque. Un tel système permet, d'autre part, à la banque d'émission de proportionner dans une certaine mesure, le volume des moyens de paiement aux besoins de l'économie nationale. Le système de Currency principle, dans un pays comme le nôtre, ne permet de bénéficier d'aucun de ces avantages.

Le souci du législateur de 1932 d'assurer la convertibilité de nos billets, pouvait fort bien s'accommoder aux avantages d'une circulation fiduciaire élastique, en adoptant le système de pourcentage de réserve, système pratiqué par la grande majorité des banques centrales. L'expérience l'a prouvé pleinement, une proportion de 30 à 40 % entre les engagements de la banque et sa réserve métallique est suffisante pour lui permettre d'assurer la convertibilité de ses billets. Ce système n'est pas inconnu dans

notre pays, la Banque Impériale l'avait déjà pendant longtemps pratiqué, et cela sans grands inconvénients. Comme nous le verrons, c'est le même système qui fut adopté finalement par la loi de 1934.

3° *Le système de plafond d'émission.*

La loi de 1932 ne pose pas seulement le principe d'une réserve de 100 %, elle fixe en même temps la quantité des billets que la Banque pourra émettre. C'est le système de plafond d'émission, le vieux système pratiqué par la France jusqu'à ces dernières années, qui a été adopté par notre législateur.

Ce système est défectueux, l'expérience l'a démontré d'une façon suffisante, il a été d'ailleurs abandonné par les pays qui l'avaient adopté. Le législateur n'est pas qualifié pour fixer *ne varietur* le volume des moyens de paiement nécessaires aux transactions économiques.

Si le système de plafond d'émission est défectueux en soi, il devient incompréhensible et vraiment illogique avec l'exigence d'une réserve de 100 %. Pourquoi limiter la quantité des billets que la banque peut émettre lorsqu'elle est obligée de respecter des règles si rigoureuses ? A quoi répond la limite fixée par la loi et à quoi peut-elle servir lorsque le législateur est bien obligé de la relever chaque fois que la nécessité s'en fait sentir ?

Il faut donner au pays un système d'émission élastique. La quantité de billets émis doit être proportionnée au volume des transactions.

4° *La composition de la réserve et le système de Gold Exchange Standard.*

Dans l'étude de la loi de 1932, il y a un point qu'il faut

bien préciser, c'est la composition de la réserve que la Banque était tenue d'avoir. Cette réserve, d'après la loi, se compose d'or, d'argent et des devises-or. La loi n'impose aucune proportion entre les différents éléments la composant, sur ce point, certains commentateurs de la loi se sont laissé induire en erreur.

D'après la disposition de l'article 8 de la loi, et c'était son but essentiel, le système de Gold Standard fut en partie abandonné. En effet, la loi de 1932 fut votée pour suspendre l'application de la loi du 18 mars 1930 qui avait introduit pour la première fois l'étalon-or en Iran. C'est de nouveau l'étalon-argent qui est en pratique adopté, ainsi qu'il ressort de l'article 10 de la loi. « Tant que la situation économique ne sera pas redevenue normale et que les pays ayant, à la suite de la crise, suspendu le remboursement en or ou en devises-or de leurs billets de banque n'auront pas repris ce remboursement, la Banque Nationale est autorisée à refuser le remboursement des billets de banque ou monnaies d'argent par des monnaies d'or ou en devises. Toutefois, elle sera tenue d'échanger en rials d'argent les billets de banque et monnaie de nickel sans délai et à toute époque qu'une telle demande lui sera faite par qui que ce soit... ».

La loi de 1932 énumère parmi les éléments composant la réserve de nos billets, les devises-or. C'est partiellement le système de Gold Exchange Standard qui a été adopté. Nous n'avons pas l'intention ici de faire le procès de ce système défectueux à bien des égards et qui a déjà causé la désorganisation de beaucoup de systèmes monétaires et bancaires et qui est même accusé d'être la cause de la crise aiguë que nous traversons actuellement par l'inflation internationale des moyens de paiement qu'il favorise.

Nous faisons remarquer seulement que ce système ne peut être érigé en système définitif, au moins dans l'état actuel de son fonctionnement. Comme système transitoire, il pourrait être défendable.

5° *La disposition de l'article 6 de la loi de 1932.*

L'article 6 de la loi de 1932, comme on l'a vu plus haut, impose au Gouvernement l'obligation d'avoir en circulation des pièces d'argent pour 60 % des billets en circulation. Cette disposition a pour but de restreindre encore la quantité des billets que la Banque Nationale pourrait émettre. Notre législateur a jugé dangereux, paraît-il, que les pièces métalliques soient remplacées dans la circulation par les billets de banque qui n'étaient pourtant que de simples certificats. Cette disposition montre bien dans quel esprit la loi de 1932 a été votée et la crainte du Parlement d'exposer le pays à quelque déception.

La disposition de l'article 6 est inutile, son abrogation s'impose.

SECTION III

La loi du 11 septembre 1934 (20 chahrivar 1313) et les modifications qu'elle apporte dans notre système d'émission.

La loi du 20 chahrivar 1313 a élevé, d'une part, le plafond d'émission de nos billets ; elle a d'autre part modifié sur certains points les règles de leur couverture.

1° *L'élévation du plafond d'émission de nos billets.*

D'après l'article 5 de la loi du 13 mars 1932, notre Banque Nationale n'était autorisée à émettre des billets que jusqu'au maximum de 344 millions de rials. Or, les besoins

du marché monétaire allaient en s'accroissant par suite de l'activité économique qui n'a cessé de s'intensifier en Iran. La fièvre de construction, les travaux publics, le chemin de fer transiranien, etc..., exigeaient des moyens de paiement, que la réglementation rigoureuse de nos billets ne pouvait satisfaire. Une autre raison militait en faveur d'une extension libérale de notre circulation fiduciaire, c'est la hausse du métal blanc, qui est resté, malgré toutes les tentatives, notre étalon monétaire. Dès le début de 1934, en effet, une série d'événements dont le plus important est le « Silver Purchase-Act », a entraîné la hausse de l'argent. Cette hausse a exercé sur notre vie économique et sur notre système monétaire, des influences qu'il était facile de prévoir. La baisse des devises étrangères en résulta, malgré la politique de notre Banque Nationale qui tendait, et tend toujours, à une stabilisation des cours des devises. Comme l'exportation de l'argent n'est pas libre en Iran, les pièces en argent furent thésaurisées ou exportées frauduleusement. Notre marché monétaire était condamné à souffrir d'une pénurie des moyens de paiement et d'une hausse du loyer de l'argent. C'est dans ces circonstances que le législateur s'est avisé d'augmenter la faculté d'émission de notre Banque Nationale.

Déjà, la loi du 11 mordad 1311 (2 août 1932) avait porté le chiffre total des billets que la Banque était autorisée à émettre à 465 millions. De ce chiffre, 125 millions de rials devaient être, d'après la loi, conservés par la Banque pour remplacer les billets détériorés.

La loi du 11 septembre 1934 a permis une augmentation considérable de la faculté d'émission de notre Banque Nationale. Elle a porté le chiffre total des billets qui pourraient être émis à 1.100 millions de rials, dont 300 millions

doivent être conservés pour remplacer les billets détériorés. Evidemment ce n'est qu'une faculté, notre Banque n'en usera que si les circonstances économiques l'exigent, et elle doit surtout se conformer aux règles de couverture qui lui sont imposées dans l'émission de ses billets.

Le législateur n'a pas voulu que l'émission éventuelle d'une telle quantité de billets puisse diminuer la confiance du public dans leur valeur. C'est pourquoi le Gouvernement fut autorisé, dans la même loi, à céder au compte de la réserve des billets de notre Banque Nationale, son stock d'or se composant de 15.875.396 grammes d'or fin et d'une valeur de 216.806.435.25 rials au cours fixé par la loi du 22 esfand 1310. Nous avons vu précédemment que cette cession des réserves d'or du Gouvernement à la Banque devint définitive avec la loi du 9 juillet 1935 qui a porté le capital de la Banque de 20 millions à 300 millions de rials.

Une nouvelle loi vient d'être votée par le Parlement en date du 17 aban 1315, qui porte la quantité maximum des billets que la Banque pourrait émettre de 800 millions à 1.176.163.600 rials. La nouvelle augmentation du plafond d'émission de nos billets a été jugée nécessaire par le Gouvernement, à la suite de l'extension du volume des transactions économiques de notre pays : « Le total des billets en circulation doit garder un certain rapport avec le volume des transactions » (1). Le chiffre de 1.176.163.600 rials fixé par la nouvelle loi présente le maximum du potentiel d'émission de la Banque, sur la base de 60 % de sa réserve métallique qui s'élevait au moment du vote de la nouvelle loi à 705.698.161 de rials. Le ministre des

(1) Discours du ministre des Finances au Parlement à la séance du 10 aban 1315.

Finances, en déposant son projet, a tenu d'expliquer que la Banque aurait uniquement la faculté de mettre en circulation de nouveaux billets jusqu'à la limite indiquée dans le projet et qu'elle n'en usera que si l'extension du volume des transactions l'oblige. Il a d'ailleurs laissé entendre qu'une nouvelle augmentation du plafond d'émission serait bientôt nécessaire.

*2° Les dispositions de la loi du 11 septembre 1934
modifiant les règles de couverture de nos billets.*

La loi du 11 septembre 1934 apporte deux grandes réformes dans notre système d'émission. D'abord, le système de couverture de 100 % des billets est abandonné, une proportion de 60 % entre l'encaisse métallique et les billets émis est exigée par la nouvelle loi. Ensuite, la composition de la réserve des billets est modifiée, des trois éléments qui la composaient d'après la loi de 1932, à savoir : l'or, l'argent et les devises or, il n'en reste plus dans la nouvelle loi, que deux : l'or et l'argent en pièces ou en lingots. Le système de Gold Exchange Standard a donc été abandonné; les billets de notre Banque Nationale ne pourront plus être gagés par les devises étrangères.

SECTION IV

Examen critique de la loi du 20 chahrivar 1313.

La loi du 20 chahrivar 1313 a apporté, comme on l'a vu, deux grandes réformes dans notre système d'émission : l'adoption du système de pourcentage de réserve avec le taux de 60 % et l'abandon du système de Gold Exchange Standard. Ces deux réformes sont d'une importance considérable dans notre histoire monétaire et bancaire. Quant à l'élévation du plafond d'émission, la disposition de la loi, tout en présentant une grande importance au point de vue

pratique, n'est en somme qu'une modification secondaire qui n'offre aucun intérêt théorique.

1^o Critique de forme de la loi.

La loi du 20 chahrivar 1313 est intitulée « Loi sur l'impression des nouveaux billets ». Ce titre cache d'une façon maladroite les importantes dispositions qu'elle renferme sur notre système monétaire et bancaire. Ceci est tellement vrai que les auteurs qui ont écrit sur cette matière postérieurement à la promulgation de la nouvelle loi, n'ont tenu aucun compte des modifications apportées par elle.

La loi, dans son article 1^{er}, après avoir autorisé l'élévation du plafond d'émission, dispose comme suit : « à condition que la Banque garde, d'une façon permanente, une réserve métallique de 60 % des billets émis se composant d'or et d'argent en pièces ou en lingots ». La loi nous parle de cette réserve de 60 % se composant uniquement d'or et d'argent, sans faire allusion aux dispositions de la loi de 22 esfand 1310 qu'elle abroge ainsi implicitement. Mieux encore, dans le troisième alinéa de l'article 1^{er}, la loi nous dit que l'émission des nouveaux billets est soumise aux règles édictées par la loi du 22 esfand 1310 sur la couverture et la surveillance de la réserve des billets. Or, les règles d'émission des billets posées par la loi de 1310 exigeaient une couverture de 100 % composée d'or, d'argent et des devises-or. La nouvelle loi apporte sur ces deux points des solutions complètement différentes. Comment dès lors faut-il interpréter l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi ?

2^o Le système de pourcentage de réserve et le taux de 60 %.

La disposition la plus importante de la nouvelle loi est sûrement celle qui consacre le système de pourcentage de réserve avec le taux de 60 %. L'ancien système de réserve de 100 % adopté par la loi de 1932 était trop rigoureux, nous n'avons d'ailleurs pas épargné nos critiques à son égard. Des vœux avaient été émis par les assemblées générales de la Banque pour l'adoption d'un système de pourcentage de réserve avec le taux entre 30 et 40 %. Ce sont, en effet, les taux généralement adoptés par les divers pays (France 35 %, Roumanie 35 %, Belgique 40 %, etc...).

Le taux adopté par la loi est, comme on le voit, supérieur à celui adopté par les autres pays.

Dans notre système, la couverture de 60 % n'est exigée, uniquement, qu'en contre-partie des billets émis. Aucune couverture n'est imposée par la loi pour les engagements de la Banque découlant de ses dépôts. Dans la plupart des pays, les dépôts sont assimilés aux billets. Une couverture identique ou différente de celle qui est exigée pour les billets, est imposée à la banque d'émission pour ses dépôts. On peut soutenir, en effet, qu'il n'y a aucune différence de fond entre les dépôts d'une banque d'émission et ses billets, tous les deux entrent dans la catégorie de ses engagements à vue. En cas de panique ou de crise, la banque d'émission serait obligée, pour le remboursement de ses dépôts, ou bien d'émettre de nouveaux billets ou bien d'entamer son encaisse métallique. Dès lors, il est légitime d'exiger la même couverture de la banque d'émission pour ses dépôts que pour ses billets, ou tout au moins lui imposer une certaine couverture. C'est ainsi qu'en

France les dépôts sont assimilés aux billets et la couverture de 35 % s'applique à ces deux postes du « passif ». Aux États-Unis, au contraire, la proportion de couverture n'est pas la même pour les dépôts et pour les billets : elle est de 35 % pour les premiers et de 40 % pour les seconds. La composition de la couverture diffère aussi dans certains cas, suivant qu'il s'agit de dépôts ou de billets. Souvent dans la composition de la couverture des dépôts, les monnaies légales autres que les pièces métalliques peuvent entrer, ainsi que les crédits dont la banque d'émission dispose, dans les autres établissements financiers. Sur ce point, il existe donc une différence fondamentale entre notre système de couverture et celui adopté dans les autres pays. Mais il faut remarquer que la nécessité d'une couverture spéciale pour les dépôts ne se fait pas sentir dans le cas de notre banque d'émission, aussi fortement que pour les banques centrales des pays de l'Europe Occidentale ou de l'Amérique. Les dépôts ont, dans les banques de ces pays, un caractère tout différent de celui qu'ils ont dans le cas de notre Banque Nationale. Dans ces pays, pourvus d'une bonne organisation de crédit, les dépôts de la banque d'émission sont constitués en grande partie par les disponibilités des banques ordinaires. Dès lors, ces dépôts présentent des engagements d'un caractère très sensible pour la banque d'émission, sujets à de brusques variations. La banque d'émission doit donc garder une couverture suffisante pour répondre aux retraits massifs qui sont toujours possibles en cas de crise ou de panique. Il en est tout autrement dans le cas de notre banque d'émission, ses dépôts sont constitués en majeure partie par les fonds publics qui présentent un caractère de stabilité.

L'exigence d'une couverture spéciale pour les dépôts pourrait s'expliquer aussi, dans certains cas, pour empêcher la banque d'émission de recourir à l'inflation en accordant très facilement des crédits aux banques ordinaires. Un tel risque n'existe pas dans le cas de notre pays. Aussi l'absence d'une réglementation des dépôts dans notre système d'émission ne présente pas de très graves inconvénients.

Que faut-il penser du taux de pourcentage de 60 % adopté par la loi ? Ce taux est, nous l'avons dit, supérieur à celui généralement adopté. Faudra-t-il, dès lors, souhaiter son abaissement ? Si nous tenons compte des autres traits de notre système d'émission, nous voyons que le taux de 60 % n'est pas au fond très exagéré, même en comparaison de ceux adoptés par les autres pays. D'abord, comme nous l'avons dit, dans notre système, la loi n'impose une réserve métallique à la Banque d'émission que pour ses billets et non pour tous ses engagements, comme le font la plupart des pays. Ensuite, la réserve de 60 % exigée par la loi est composée de deux éléments : or et argent. Dans le cas des pays qui, comme la France, exigent une couverture de 35 à 40 %, celle-ci n'est composée que d'or ou parfois d'or et de devises-or. Il est manifeste que lorsque la couverture se compose des éléments hétérogènes comme l'or et l'argent, l'exigence d'un taux de pourcentage plus élevé que si elle n'est composée que d'un seul élément, s'impose. Ce point est très important pour l'avenir de notre pays. L'obligation de garder une couverture de 60 % composée en partie par le métal blanc n'est pas très lourde pour notre Institut d'émission, vu la grande quantité des pièces en argent en circulation, mais la question du taux de pourcentage et son abaissement éventuel

deviendrait d'actualité, dans le cas, où notre pays s'aviserait d'abandonner l'étalon-argent pour adopter l'étalon-or. Dans ce cas, il ne faudrait pas fixer un taux élevé de couverture tel que 60 %; d'ailleurs une telle exigence pourrait s'avérer en pratique difficile et imposer à notre Institut d'émission de lourdes charges.

Mais y a-t-il sur ce point un critérium pour nous indiquer quelle est la proportion de couverture qu'il faut adopter ? Avant d'examiner cette question, voyons quelle est au juste l'utilité et la fonction d'une couverture métallique. D'après l'opinion générale, la couverture imposée à la banque d'émission a essentiellement pour fonction d'assurer la stabilité de la monnaie nationale à l'intérieur du pays et sur le marché des changes. D'abord, à l'intérieur du pays, car la couverture exigée est un frein qui empêcherait l'institut d'émission d'émettre une très grande quantité de billets, et ainsi par cette limitation pourrait assurer leur valeur par rapport aux marchandises. Ensuite, sur le marché des changes, car la couverture exigée pourrait avoir l'effet de maintenir la valeur de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères. Et si malgré la couverture légale observée, une panique se produit se traduisant par la présentation massive des billets aux guichets de la banque d'émission, elle permettra de faire face aux demandes du public et empêcher ainsi la dépréciation des billets. Mais remarquons que dans ce cas, si les causes de panique sont profondes, l'encaisse la plus solide ne suffirait pas à sauver la monnaie nationale. C'est que, la couverture métallique n'est pas exigée tant pour assurer le remboursement massif des billets en cas de panique, que pour inspirer confiance au public et empêcher précisément qu'une telle panique

se produise. La couverture n'a, en grande partie, qu'une valeur psychologique, comme le dit le rapport provisoire de la Délégation de l'or du Comité Financier de la S.D.N., « le rôle principal du minimum légal est donc d'inspirer confiance ».

Le rôle de la couverture ainsi précisé, quelle est la proportion qu'il faut adopter ? Sur ce point, aucun critérium précis n'existe pour nous guider. Le rôle de la couverture étant en même temps vaste et imprécis, il est aisé de comprendre que la proportion à adopter ne peut être fixée d'avance avec une certitude mathématique. Ici, il faut tenir compte des facteurs impondérables : habitudes du public et traditions bancaires du pays. D'autres facteurs, comme les besoins de règlement extérieur du pays considéré et sa structure économique doivent être pris en considération. Voici comment s'exprime sur ce point le rapport précité de la Délégation de l'or du Comité financier de la S.D.N. : « le montant de la couverture des billets et des exigibilités à vue nécessaire pour un pays est déterminé par un certain nombre de facteurs divers. Un pays agricole par exemple ou un pays dont l'exportation est restreinte à un petit nombre de marchandises dont les prix peuvent varier considérablement, aura naturellement besoin d'une réserve proportionnellement plus grande qu'un pays dont l'économie est très variée et dont le crédit est solidement établi. Il est impossible de poser des règles générales, mais les réserves minima exigées actuellement par les lois, sont dans une large mesure l'effet, non de ces considérations mais des traditions anciennes, de conventions et d'habitudes et de la crainte instinctive qu'éprouvent les pouvoirs législatifs de porter atteinte,

par une innovation quelconque, à la confiance en monnaie nationale ».

La proportion de couverture à adopter dépend donc des facteurs très divers, on ne peut formuler aucune règle précise. Mais que signifie au juste une proportion de 35, 40 ou 60 % adoptée par tel pays ou tel autre ? Le système bancaire dans un pays où la proportion de couverture est fixée par la loi à 60 % est-il plus solide que dans les pays où la même proportion est de 35 %. Nous n'envisageons ici le problème de couverture qu'uniquement au point de vue de technique bancaire et non pour l'effet psychologique que la proportion de couverture pourrait avoir sur le public. Or, au point de vue technique, et quant à la sécurité de la monnaie nationale, la proportion de couverture adoptée n'a pas une grande signification en elle-même. En effet, une politique avisée et prudente de l'institut d'émission dans ses opérations est une garantie beaucoup plus appréciable que l'obligation stricte qui lui est imposée de maintenir une proportion élevée entre ses engagements et son encaisse métallique.

Dans un bon système bancaire, les billets émis par la banque d'émission tirent principalement leur valeur de la qualité du portefeuille commercial et de celle des autres emplois que la banque a pu faire de ses ressources. Comme l'a écrit O. M. Sprague dans un article publié dans *The American Economic Review* : (1) « en définitive, la force d'un système bancaire se mesure au caractère des prêts et des placements des banques, non à la possession d'une quantité plus ou moins grande d'or ». Le même auteur demande, en vue d'une pénurie éventuelle du métal jaune, la sup-

(1) Vol. XIX, n° 1, mars 1926.

pression ou tout au moins la diminution des proportions minima de réserve.

Revenons, pour en terminer avec cette question de la proportion de couverture des billets, aux règles légales imposées à notre institut d'émission. Une proportion minima entre les billets émis et son enciasse métallique s'impose, surtout en tenant compte du fait qu'il est encore très jeune et qu'il n'a pas pu acquérir l'expérience nécessaire à un système de liberté complète. Quant au taux de 60 %, nous avons déjà eu l'occasion de dire notre opinion sur ce point. Le taux adopté n'est pas très élevé, comme on le croit généralement en Iran, même en comparaison de ceux qui sont adoptés en France, en Belgique ou dans la plupart des autres pays, si on tient compte des observations que nous avons eu l'occasion de faire précédemment, notamment sur la composition de la couverture. Toutefois un abaissement du taux de réserve serait opportun si notre pays se décidait enfin à adopter l'étalon-or. Dans ce cas, un taux de 35 à 40 % serait à notre avis suffisant.

3° L'abandon définitif du système de Gold Exchange Standard.

L'abandon du système de Gold Exchange Standard, par la loi de 1934, est une mesure tout à fait opportune et heureuse. Deux raisons, l'une d'ordre national et l'autre d'ordre international, militaient en sa faveur. Au point de vue national, comme nous le verrons plus loin, notre encaisse-or n'a cessé d'augmenter d'une façon appréciable, ce qui nous a permis de nous passer des devises étrangères comme élément de la réserve de nos billets. L'abandon de ce système s'imposait encore davantage en raison de la situation monétaire internationale. Toutes les grandes

monnaies se sont effondrées l'une après l'autre à partir de 1931 : livres, dollars, etc... L'instabilité monétaire est devenue la règle, la dévaluation et les manipulations monétaires se sont érigées en système économique et en panacée de crise et des difficultés que le monde traverse. Les grandes monnaies internationales : dollars, livres et aujourd'hui le franc, ne sont plus définies comme autrefois par un certain poids d'or fixe et invariable. Leur valeur peut varier d'un jour à l'autre, d'une minute à l'autre. Les limites de ces variations sont parfois fixées par la loi, et dans certains cas, aucune limite n'existe. Dans ce chaos monétaire, que signifie alors l'adoption du système de Gold Exchange Standard, sinon le risque d'abandonner le sort de la monnaie nationale au bon plaisir des dirigeants des pays étrangers. Ce système qui présente de graves inconvénients dans une période de stabilité et d'accalmie monétaire, devient une absurdité dans les périodes agitées comme celle que nous traversons aujourd'hui.

SECTION V

La mise en circulation de nos nouveaux billets.

C'est le 1^{er} farvardine 1311 (mars 1932) que les premiers billets de notre Banque Nationale furent mis en circulation. Ils bénéficièrent dès le début de la confiance du public qui les accepta sans aucune difficulté contre les pièces métalliques.

Nos nouveaux billets présentaient une supériorité technique sur ceux émis par la Banque Impériale. On sait que cette Banque avait obtenu le droit d'émettre des billets distincts dans chaque ville et remboursables uniquement

dans la ville dont ils portaient la mention. De ce fait, la Banque réalisait des bénéfices exagérés en escomptant, dans une ville, les billets émis dans une autre. Il y avait ainsi en Iran, un taux très élevé du « sarf » (change intérieur). Les nouveaux billets sont au contraire remboursables dans toutes les succursales de la Banque Nationale sans aucune déduction de « sarf ». C'est un progrès immense pour notre économie nationale.

Nos nouveaux billets furent gagés dès le début par une forte couverture. Le pourcentage de réserve a été, comme nous le verrons, pendant longtemps aux environs de 190 %, il a depuis fléchi et actuellement il oscille autour de 100 %.

La Commission créée par l'article 9 de la loi de 1932 pour contrôler l'observation stricte des dispositions législatives sur la couverture de nos billets, a fonctionné et fonctionne normalement. Elle publie périodiquement des rapports insérés dans le *Journal officiel* sur la quantité de billets émis, la réserve de notre banque et sa composition.

TROISIÈME PARTIE

LE ROLE DE LA BANQUE NATIONALE DANS L'ÉCONOMIE IRANIENNE

LE BILAN ET SON ÉVOLUTION LA POLITIQUE DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE CRÉDIT ET DE STABILITÉ MONÉTAIRE

La Banque Nationale joue un rôle de premier ordre dans notre vie économique, en raison de l'importance des moyens dont elle dispose et de la faveur officielle dont elle jouit, elle est non seulement notre institut d'émission, mais encore le plus puissant organisme bancaire du pays. Elle a un grand rôle à jouer dans un pays en pleine réorganisation économique, où les problèmes du crédit et de l'organisation du marché monétaire sont des problèmes vitaux. Notre Banque Nationale n'a jamais marchandé son concours actif aux efforts faits, soit par les pouvoirs publics, soit par les initiatives privées, pour le relèvement de notre économie. Elle a fait des avances aux différentes administrations publiques, pour leur permettre d'entreprendre des travaux d'intérêt général: construction des ponts, aménagement des cours d'eau, etc... Elle est venue constamment en aide aux commerçants et aux entrepreneurs en difficulté, elle a favorisé d'une façon prudente mais efficace le développement de notre économie par l'octroi très large des crédits. Sur le marché monétaire, elle a fait un effort constant et qui a

donné des résultats appréciables pour l'abaissement des taux d'intérêt.

Notre Banque Nationale a été appelée par les pouvoirs publics pour leur prêter son concours à la réalisation des différents projets économiques. L'établissement du monopole du commerce, l'introduction de l'étalon-or, le contrôle des devises, etc..., qui sont les grandes lignes du plan gouvernemental pour combattre la crise des changes dont souffre notre pays et pour provoquer la reprise de l'économie nationale, ont été tentés ou réalisés par le Gouvernement en étroite collaboration avec la Banque Nationale. Si nous ajoutons que notre Banque Nationale est le grand banquier de l'État et que les fonds publics sont en grande partie centralisés auprès d'elle, on comprendra sans peine l'importance de cette institution.

L'étude des différents postes du bilan de la Banque Nationale reflète d'une façon exacte l'état de l'évolution de notre économie générale. Les postes du bilan qui sont significatifs comme ceux des dépôts ou de « portefeuille commercial » se sont accrus d'une façon considérable, en étroite liaison avec le développement économique de notre pays.

Une grande activité économique s'est emparée de l'Iran depuis une dizaine d'années. Disons tout de suite que c'est le Gouvernement qui déclencha le mouvement et qui l'entretient toujours. Certes, l'initiative privée s'est aussi réveillée, mais elle est insuffisante dans un pays comme le nôtre. Le manque de capitaux est, en effet, le grand mal dont nous souffrons et qui paralyse les initiatives un peu hardies. Dès lors, seul le Gouvernement pouvait entreprendre les grandes tâches d'intérêt général. Avouons en toute objectivité qu'il a accompli son devoir d'une façon satisfaisante.

Notre pays a entrepris des travaux gigantesques avec ses propres moyens financiers. Ainsi, le projet de chemin de fer transiranien, d'une longueur de 1.500 kilomètres, a été conçu et en grande partie réalisé avec les recettes normales du budget sans qu'il soit fait appel même à l'emprunt intérieur. Un réseau perfectionné de routes carrossables a été construit pour remplacer les anciens sentiers à mulet. Au point de vue de l'urbanisme, nous avons fait et nous sommes entrain de faire des efforts immenses. Une main-d'œuvre abondante et des capitaux énormes sont employés dans l'industrie du bâtiment. Le Gouvernement a créé ou favorisé la constitution de sociétés commerciales, industrielles et agricoles. Il s'est intéressé d'une façon particulière à notre agriculture, en améliorant les procédés d'exploitation, en atténuant les charges des agriculteurs, en créant des fermes modèles, etc... Ainsi la loi du 24 août 1934 vient d'abolir l'impôt agraire et l'impôt sur les bestiaux. Dans le domaine de nos exportations, l'effort a été encore plus grand. Les groupements pour l'amélioration et l'adaptation de nos produits aux circonstances actuelles du commerce extérieur se sont créés un peu partout.

L'industrialisation du pays a été méthodiquement préparée. Des fabriques et des usines se sont élevées dans les différents centres économiques pour satisfaire nos besoins urgents : sucre, tissus, etc... L'exploitation de nos richesses minières a aussi depuis quelque temps commencé.

La production des matières premières et des produits fabriqués s'accroît à un rythme accéléré ; il suffit de donner un exemple ; la production du coton cette année, d'après les déclarations du ministre des Finances au Parlement, sera supérieure de 60 % à celle de l'année passée. De même le volume des transactions augmente de jour en jour. Tout

le monde travaille, produit et échange. L'Iran est le pays rêvé où le chômage est inconnu.

Une seule preuve suffirait pour illustrer d'une façon incontestable la reprise des affaires et l'activité économique intense qui se sont manifestées au cours de ces dernières années en Iran : c'est le nombre des sociétés qui viennent d'être créées. Il n'y a pas longtemps, à part quelques sociétés étrangères, il n'existait en Iran, pour ainsi dire, pas d'entreprises organisées sous la forme de société.

En l'espace de quelques années, un grand nombre de sociétés de types différents, ayant des objets divers : production des marchandises, transport, commerce d'exportation, etc... viennent d'être créées. Rien qu'à Téhéran de 1310 à 1314 (1931-1936) plus de 500 sociétés totalisant un capital énorme, ont été enregistrées.

Une autre preuve de l'activité économique croissante de notre pays pourrait être donnée par l'évolution des dépenses et des recettes publiques. En 10 ans, le budget a presque quadruplé. Voici le tableau des prévisions des recettes et des dépenses pendant les 11 dernières années, en milliers de rials.

Années	Recettes	Dépenses	Excédents	Déficits
—	—	—	—	—
1305.	256.390	256.385	5	
1306.	258.029	241.543	16.486	
1307.	27.857	276.114	743	
1308.	311.124	349.456		38.332
1309.	353.375	352.988	387	
1310.	373.299	373.273	26	
1311.	460.750	441.759	18.991	
1312.	506.912	506.904	8	
1313.	621.413	621.308	105	
1314.	751.123	750.828	295	
1315.	1.000.017	1.000.008	9	

Cette montée vertigineuse des chiffres de nos dépenses et de nos recettes publiques a une signification précise quant à l'évolution de l'économie nationale. Le même phénomène pourrait être dans un autre pays le signe des difficultés financières et partant inquiétant.

Mais dans le cas de notre pays, comme c'est le Gouvernement qui a déclenché le mouvement de la reprise de l'activité nationale et qui l'entretient encore, l'augmentation des recettes et des dépenses publiques est tout à fait normale. D'autre part, cette augmentation des recettes publiques ne provient pas d'une fiscalité excessive ou d'un recours abusif à l'emprunt, mais elle est tout naturellement la conséquence logique de la reprise des affaires et du réveil de l'activité nationale. La situation de nos finances publiques est excellente, la dette publique n'existe pour ainsi dire pas, le recours à l'emprunt pour couvrir les dépenses ordinaires et même pour financer les dépenses extraordinaires a été repoussé méthodiquement par le Gouvernement, les excédents budgétaires sont fréquents.

Nous avons tracé ce tableau rapide de l'évolution de l'économie iranienne pour mieux préciser le cadre dans lequel notre Banque Nationale a déployé son activité et les raisons pour lesquelles ses opérations ont pris une grande extension.

Dans cette troisième et dernière partie, après avoir étudié le bilan et son évolution, nous nous attacherons à dégager particulièrement la politique de notre Banque en matière de crédit et de stabilité monétaire. Ce sont là les deux tâches essentielles de toute banque d'émission et qui, dans le cas de notre pays, prennent une importance encore plus grande. Notre Banque Nationale a, en effet, à remplir ces deux fonctions dans des circonstances difficiles. Elle a à résoudre

le problème de crédit sur un marché étroit et d'une organisation qui laisse beaucoup à désirer. Ses moyens d'action sont insuffisants, le réescompte, qui est l'arme efficace entre les mains de toutes les banques centrales, lui fait défaut. Les habitudes et les routines qui se sont implantées à la longue en Iran, sont autant d'obstacles à son action dans le sens de l'expansion du crédit. Dans sa mission de maintenir la stabilité de notre monnaie, la Banque Nationale se trouve en face de difficultés encore plus grandes. Elle a notamment à résoudre ce problème à travers les fluctuations souvent excessives du prix de l'argent métal.

Au seuil de cette troisième partie, qui est consacrée au rôle de la Banque Nationale dans l'économie iranienne, nous trouvons utile de comparer à grands traits, dans un chapitre préliminaire, son rôle et ses moyens d'action avec ceux des grandes banques centrales de l'Europe occidentale et de l'Amérique.

CHAPITRE PREMIER

LA BANQUE NATIONALE DE L'IRAN ET LES INSTITUTS D'ÉMISSION DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DE L'AMÉRIQUE. TABLEAU RAPIDE DES DIFFÉ- RENTES BANQUES EXISTANT EN IRAN

SECTION I

Comparaison de la Banque Nationale avec les Instituts d'émission modernes.

Le rôle et les moyens d'action de l'institut d'émission sont en rapport étroit avec l'évolution économique et l'organisation bancaire du pays. Il n'est, dès lors, pas étonnant qu'il puisse exister des différences fondamentales entre les instituts d'émission qui fonctionnent dans les divers milieux économiques.

Dans les pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique, la banque d'émission tend à devenir de plus en plus le banquier des autres banques. Elle ne se préoccupe plus d'attirer dans ses caisses les capitaux disponibles sur le marché pour les utiliser ensuite aux opérations d'escompte ou d'avance, elle a abandonné cette partie de ses fonctions primitives au profit des banques ordinaires, elle a gardé pour elle le droit de contrôle sur le marché monétaire, le rôle de régulateur de crédit et celui de la défense de la réserve métallique du pays. Pour l'escompte de leurs effets ou les avances nécessaires, les particuliers s'adressent désormais aux banques ordinaires de dépôt. Celles-ci, en cas de

besoin, s'adresseront à leur tour à la banque d'émission pour réescompter les effets de leur portefeuille.

Cette évolution dans le rôle de la banque d'émission n'a pu s'accomplir que parce que le réseau bancaire dans les pays en question s'est développé d'une façon considérable, des grands établissements de crédit se sont créés et se sont donné la mission de drainer les capitaux d'épargne dans leur caisse et de distribuer le crédit au commerce et à l'industrie. Ces nouveaux organismes dispensateurs de crédit ne tardèrent pas à éprouver le besoin de s'appuyer en cas de crise ou de difficultés passagères, sur une institution jouissant du prestige nécessaire et disposant des moyens financiers suffisants pour les aider. La banque d'émission était tout indiquée pour jouer ce rôle. C'est ainsi qu'une hiérarchie s'est constituée dans l'organisation bancaire, à la tête de laquelle se trouve l'institut d'émission.

Parallèlement à cette évolution dans le rôle de la banque d'émission, une autre s'est accomplie quant aux moyens de paiement et qui est allée, dans une certaine mesure, compléter la première. Dans les pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique, principalement dans les pays anglo-saxons, le billet de banque a perdu une grande partie de son rôle primitif de moyen de paiement. La pratique de dépôt en banque a permis l'utilisation dans les transactions économiques de nouvelles formes de monnaie plus souples et plus perfectionnées : chèque, virement et compensation. La majeure partie des paiements est réglée dans ces pays au moyen des écritures sans déplacement de numéraires. Ainsi, à côté des monnaies légales : pièces métalliques ou billets jouissant du cours légal, est apparue une nouvelle monnaie, sous la forme de la circulation de crédits en banque. Si la création de la monnaie métallique est

limitée par la quantité des métaux précieux, de même que l'émission des billets par les règles légales ou statutaires, il en est autrement de la création de cette nouvelle monnaie qui est entièrement libre et laissée entre les mains des établissements de crédit. Dès lors, on comprend facilement les difficultés du problème de contrôle du marché monétaire qui incombe à la banque d'émission.

Les nouveaux moyens de paiement : chèque, virement et compensation, obligent les banques ordinaires à constituer des dépôts importants auprès de la banque d'émission. En effet, du fait que chaque établissement de crédit a un dépôt dans cette banque, les mécanismes de compensation et de virement deviennent très aisés. Mais cette pratique donne à la banque d'émission moderne de précieux moyens d'action et fait d'elle véritablement la Banque des autres banques.

Pour bien illustrer l'évolution accomplie dans le rôle de la banque d'émission, nous empruntons ce passage au *Traité d'Économie politique* de Leroy-Beaulieu : « Ce qui est certain, c'est que les grandes banques que nous avons dénommées plus haut le banquier des autres banques ne doivent pas se livrer aux opérations de banque ordinaires, que leur fonction tend à se spécialiser, qu'elle consiste dans un simple mais énorme service de dépôts, d'encaissements et de recouvrements, de paiements, de virements, de compensations de toutes sortes. Aussi elles ont leurs ressources de plus en plus disponibles, elles deviennent de moins en moins des établissements de crédit, dans le sens propre du mot, et de plus en plus des caissiers et compensateurs exacts, diligents et ingénieux ».

L'évolution de notre Banque Nationale est loin d'atteindre le même degré de perfection que celle des instituts d'émis-

sion des pays dont nous venons de parler. Elle a, en effet, pour principale tâche de distribuer directement le crédit aux commerçants et aux producteurs, d'attirer dans ses caisses les capitaux disponibles. Il ne saurait être question pour notre Banque Nationale d'abandonner ces fonctions à d'autres établissements de crédit, pour la bonne raison que de tels établissements n'existent pas encore en Iran. Notre organisation bancaire est très imparfaite ; à part notre Banque Nationale et la Banque impériale, il existe encore deux ou trois banques de peu d'importance, ce qui est nettement insuffisant. On voit ainsi clairement quelle est la caractéristique de notre Banque Nationale et ce qui la différencie des instituts d'émission modernes : elle n'est pas, comme ces derniers, la banque des autres banques, elle est notre grande banque de dépôt et d'escompte.

De même que l'évolution accomplie dans le rôle et les moyens d'action des banques d'émission modernes, celle déjà étudiée dans les moyens de paiement est à peu près inconnue en Iran. Les espèces métalliques et les billets de banque sont nos seuls moyens de paiement. La pratique de dépôt en banque et de paiement par chèque est peu développée. Le mécanisme perfectionné de compensation n'existe pas. Nous dégagerons mieux les caractéristiques de notre Banque Nationale quand nous aurons parlé de son bilan.

SECTION II

Tableau rapide des banques existant en Iran.

Le nombre des banques qui existent en Iran est très limité, nous allons les énumérer rapidement pour donner une idée de notre organisation bancaire :

1° La Banque Mellié Iran.

2° La Banque impériale, la plus ancienne de nos banques et qui joue encore aujourd'hui un grand rôle surtout dans nos rapports avec l'étranger.

3° La Banque agricole-industrielle, créée récemment et qui a pris, en peu de temps, une grande importance.

4° La Banque Pahlavi, créée en 1926 par Sa Majesté Reza Chah Pahlavi, notre souverain actuel, et transformée peu de temps après en société par actions. Cet établissement est en étroite liaison avec les services de la Défense nationale.

5° La Banque russo-iranienne qui s'intéresse spécialement aux relations commerciales de notre pays avec l'U.R.S.S.

6° La Banque ottomane.

CHAPITRE II

ÉTUDE DU « BILAN » ET SON ÉVOLUTION

SECTION I

Bilan.

Notre Banque Nationale ne publie pas des situations hebdomadaires, comme le font les grandes banques centrales. Mais les indications sur la quantité des billets, l'importance du portefeuille commercial, l'évolution de l'encaisse métallique, etc..., sont données périodiquement par elle. Pour avoir une vue d'ensemble et des chiffres précis sur toutes les opérations de notre Banque, il faut consulter son bilan qui est soumis chaque année à l'assemblée générale des actionnaires, aux fins d'approbation.

La forme du bilan a subi depuis la création de notre Banque des modifications successives. Nous prendrons le dernier bilan publié, celui de 1314 (22 mars 1935-21 mars 1936) et au cours de nos explications, nous ferons brièvement allusion aux modifications qui ont été apportées dans l'établissement de ses différents postes.

Bilan de la Banque Nationale de l'Iran (1) arrêté au 28 esfand 1314 (19.3.36)

ACTIF

	Rials
Capital non versé	74.000.000 »

(1) *Journal de Téhéran*, 9 septembre 1936.

		Rials
Encaisse :	<i>Report</i>	74.000.000. »
Or		293.312.904.90
Argent		392.244.095.90
Disponibilités à vue		46.207.408.80
Effets de commerce		190.650.356.35
Débiteurs gouvernementaux		353.539.439.80
Banques et banquiers		97.989.10
Autres		266.989.661.70
Immeubles		3.943.338.70
Titres		10.198.600. »
(Avant la répartition.)		1.631.183.792.25

PASSIF

		Rials
Capital		300.000.000. »
Réserve statutaire		3.654.537.55
Réserve spéciale		7.551.178.90
Billets de banque en circulation		593.721.755. »
Dépôts fixes et caisse d'épargne		86.395.044.15
Créditeurs :		
Administrations publiques		299.165.320.30
Banques et banquiers		64.013.863.90
Autres		244.551.158. »
Bénéfices nets		32.130.934.45
(Avant la répartition.)		1.631.183.792.25

Examinons d'abord le « passif » qui représente les ressources avec lesquelles la Banque travaille et ensuite l'« actif » qui se compose des emplois faits par la Banque de ses ressources.

1^o *Le « passif ».*

Nous divisons les ressources de la Banque en deux grandes catégories : ses ressources propres et ses ressources provenant de ses engagements.

Les ressources propres de la Banque se composent de son capital et de ses réserves. Le capital figure dans le bilan de 1314 pour 300 millions, dans les bilans antérieurs, il n'était que de 20 millions. Quant aux réserves, nous avons deux postes : réserve statutaire et réserve spéciale. Le premier poste, d'un montant de 3,654,537.55, est en appli-

cation des statuts de la Banque qui lui imposent une réserve de 10 % de ses bénéfices. Le deuxième poste qui s'élève à 7.551.178.90 est destiné à faire face aux pertes éventuelles que la Banque pourrait subir. Cette éventualité s'est déjà présentée ; une somme de 1.960.797.50 fut prélevée sur ce compte, en 1313, pour couvrir les pertes que la Banque avait subies en 1310. Dans les bilans antérieurs à celui de l'année 1314, il y avait un troisième compte de réserve, intitulé : « réserves au capital », en application de l'article 4 de la loi du 14 ordibehecht 1306. Ce poste était alimenté par la part du Gouvernement dans les bénéfices de la Banque, part qui était destinée à augmenter le capital social de la Banque. La loi du 17 tir 1314 qui a porté le capital de la Banque de 20 millions à 300 millions, a prélevé, conformément aux statuts, la somme de 1.193.564.75 sur ce compte.

Les ressources provenant des tiers et qui constituait les engagements de la Banque, peuvent être divisées en deux grandes catégories : les billets et les dépôts.

Dans le bilan de 1314, nous avons au passif un compte intitulé « billets de banque en circulation ». Dans les premiers bilans de notre Banque, ce compte n'existait pas, puisqu'elle n'avait pas au début le droit d'émettre des billets. Pour la première fois, c'est dans le bilan de l'année 1311 (1932-1933) que nous voyons apparaître au passif un compte sous la dénomination de « billets de banque émis ». Le chiffre donné par ce compte représentait le total des billets émis, c'est-à-dire les billets qui étaient en circulation et ceux qui se trouvaient dans les caisses de la Banque. La contre-partie de ces derniers, qui étaient portés au passif, se trouvait à l'actif au compte de l'encaisse. Le dernier bilan ne donne par contre au passif que le chiffre

des billets qui sont en circulation, ce qui est en somme plus logique et conforme à la pratique des autres banques centrales. Par voie de conséquence, les billets qui se trouvent dans les caisses de la Banque ne sont plus comptés à l'actif.

Passons maintenant à l'autre catégorie d'engagements de la Banque : les dépôts. Le bilan de notre banque comporte deux comptes de dépôts : 1^o « Dépôts fixes et caisse d'épargne » ; 2^o « Comptes créditeurs ». Ce dernier compte est lui-même subdivisé en trois parties différentes : « Administrations publiques », « Banques et banquiers » et « Divers ».

Le premier compte : « Dépôts fixes et caisse d'épargne » représente en grande partie les engagements à terme plus ou moins éloignés de la Banque. Il est tout à fait logique de séparer les dépôts à terme des dépôts à vue. Dans le bilan de 1310 et 1311, nous avons deux comptes différents : « Dépôts fixes » et « Caisse d'épargne », au lieu d'un seul compte. Le deuxième compte : « comptes créditeurs » qui comprend les dépôts à vue de la Banque, est subdivisé, comme nous l'avons vu plus haut, en trois postes distincts. Cette subdivision n'existait pas dans les premiers bilans de notre Banque, c'était là une grande lacune dans la présentation du bilan. Le caractère de ces trois comptes créditeurs est, en effet, très différent ; les englober dans un seul compte dissimulerait à ceux qui étudient le bilan, la physionomie exacte des opérations de la Banque.

Les autres comptes du passif ne demandent pas beaucoup d'explications. Le compte « bénéfices à répartir » exprime les résultats de la gestion financière de la Banque. Nous parlerons de ce compte quand nous étudierons le compte « Profits et pertes ».

Notre Banque, en plus des éléments indiqués plus haut,

a d'autres engagements, mais qui ne lui procurent pas des ressources proprement dites. Nous envisageons ici les acceptations et avals, ainsi que les autres comptes d'ordre. Dans le bilan de 1312, on trouve au passif, un compte intitulé « nos acceptations ». La contre-partie de ce compte se trouvait exactement à l'actif. Ce compte a disparu dans les bilans postérieurs. Quant aux avals, ils ne sont pas portés au bilan, mais ils sont comptabilisés et publiés séparément.

2° *L'actif.*

A l'actif figure d'abord le poste de « Capital non versé ». Le capital social de la Banque a été porté, comme on l'a vu précédemment, de 20 millions à 300 millions, dont $75 \frac{1}{3}$ % versés. Il reste donc $24 \frac{2}{3}$ % non versés, ce qui donne le chiffre de 74 millions, et que nous trouvons à l'actif. Dans les bilans antérieurs à celui de l'année 1314, le même poste était de l'ordre de 12 millions, ce qui représentait 60 % du capital initial de la Banque.

L'encaisse de notre Banque constitue le deuxième poste du passif. Elle est composée d'or et d'argent en pièces ou en lingots. Une partie de cette encaisse est déposée à l'étranger (Londres). L'encaisse-or est évaluée dans le bilan de 1314, à 293.312.904.90 rials, et l'encaisse-argent à 392 millions 244.095.90 rials. De ce dernier chiffre, la somme de 342.428.902.45 rials se trouve en Iran et le reste, c'est-à-dire 49.815.133.45 rials à l'étranger.

Il y a un point à remarquer dans l'évaluation de notre encaisse métallique. Celle-ci est évaluée dans le bilan d'après la définition du rial donnée par nos lois monétaires, c'est-à-dire sur la base de 0,17322383 grammes d'or fin et 4,14 grammes d'argent fin pour un rial. Or, l'évaluation directe de notre encaisse métallique d'après les cours des

métaux précieux sur les marchés mondiaux, nous donnerait un chiffre supérieur de 76.419.613.80 à celui indiqué dans le bilan. Voici les chiffres qu'on peut obtenir par les deux procédés :

	Évaluation directe	Évaluation légale
Or	389.221.404. »	293.312.904.90
Argent en Iran.	325.415.205.30	342.428.962.45
Argent à l'étranger.	47.340.005.30	49.815.133.45
Total.	761.976.614.60	685.557.000.80

En observant ces chiffres, on constate que l'évaluation directe augmente uniquement la valeur en rial de notre encaisse-or ; par contre la valeur de notre encaisse argent se trouve par ce procédé même un peu diminuée. Mais l'augmentation de notre encaisse-or compense largement la diminution de l'encaisse-argent et laisse une plus-value considérable. Ces constatations ne sont évidemment valables que pour le bilan de 1314.

Après le poste de l'encaisse vient celui des « disponibilités à vue » qui comprend deux subdivisions : disponibilités à vue en Iran et disponibilités à vue à l'étranger. Dans les bilans anciens, ce poste était intitulé « Banques-banquiers », sans indiquer séparément les avoirs de la Banque en Iran et à l'étranger.

Les autres postes de l'actif que nous allons étudier maintenant représentent, à proprement parler, les emplois que la Banque fait de ses ressources et les diverses formes de son intervention dans notre vie économique. A ce point de vue, deux comptes sont d'une importance capitale : le « portefeuille commercial » et les « comptes débiteurs ».

Le premier compte intitulé dans le bilan « effets de commerce » ou simplement « portefeuille », représente l'en-

semble des effets escomptés par notre Banque. Dans les bilans des autres banques centrales, le compte du portefeuille commercial est en général subdivisé en plusieurs parties pour faire apparaître les caractères différents des effets escomptés. Le bilan indique s'il s'agit : 1° des effets escomptés à longue, à moyenne ou à courte échéance ; 2° d'effets escomptés ou simplement réescomptés ; 3° d'effets sur l'intérieur ou sur l'étranger ; 4° d'effets escomptés ou d'effets achetés sur le marché. Des différences fondamentales existent entre ces différentes opérations. La clarté et la précision du bilan sur ce point sont d'une grande utilité quant aux renseignements qui peuvent être fournis d'abord sur la liquidité plus ou moins rapide de l'actif, et ensuite sur la politique de l'institut d'émission sur le marché monétaire et sa position dans l'ensemble de l'organisation bancaire du pays. Mais en ce qui concerne notre Banque Nationale, il faut reconnaître que le problème ne se pose pas dans les mêmes termes que pour les autres banques centrales. Le réescompte n'est pas pratiqué en Iran, il n'y a dès lors pas lieu d'indiquer à part le portefeuille des effets réescomptés ; il en est de même des effets sur l'étranger et ceux achetés sur le marché. Le bilan de notre Banque pourrait seulement fournir des indications d'un grand profit sur l'échéance des effets escomptés.

Passons à l'autre catégorie d'emplois de la Banque, exprimée dans le bilan par les « Comptes débiteurs ». Jusqu'en 1312, ce compte ne comportait pas de subdivisions, il en était d'ailleurs de même, comme nous l'avons vu, des « comptes créditeurs » au passif. Le bilan de 1312 a, pour la première fois, subdivisé les « comptes créditeurs » en trois parties qu'on voit encore dans le bilan de 1314 : Administrations publiques, Banques et banquiers, Divers.

Ce compte présente une grande importance pour notre vie économique, car il indique l'aide financière apportée par notre Banque à la réalisation et au développement des grandes entreprises industrielles et commerciales de notre pays. La majeure partie de ce compte est composée des prêts accordés par la Banque au Gouvernement et aux sociétés gouvernementales. Dans le bilan de l'année 1314, le compte « Banques et banquiers » est à peu près négligeable. Les deux autres comptes totalisent un chiffre considérable, eu égard à l'amplitude des opérations de notre Banque. Le compte « Administrations publiques » s'élève à 353.539.439.80. Le compte « Autres » représente les prêts accordés aux sociétés gouvernementales pour 61.481.858.40 rials, aux entreprises de travaux publics pour 65.825.821 rials, aux commerçants et divers pour 139.779.968.40.

Les autres postes de l'actif ne présentent qu'un intérêt secondaire : « immeubles » et « titres ». Dans ce dernier compte, figurent quelques fonds d'État, actions et obligations en possession de la Banque.

Dans les bilans antérieurs à celui de 1314, l'actif comprenait encore d'autres postes de moindre importance, tel que le compte des « marchandises ».

Compte « Profits et Pertes ».

A part le bilan, notre Banque publie, conformément aux statuts, son compte « Profits et Pertes ». Ce compte exprime les résultats de la gestion financière de la Banque. A son crédit, figurent d'abord les bénéfices réalisés (intérêts, commissions, devises, divers) au cours de l'exercice, ensuite le report de l'exercice précédent. Pour l'année 1314, voici les chiffres des bénéfices bruts et du report de l'année 1313 :

Bénéfices bruts.	42.570.906
Report de 1313	2.364.732.35

Au débit du compte « Profits et Pertes » figurent d'abord les frais d'administration de la Banque d'un montant de 11.928.885.70 rials pour l'année 1314. Ensuite viennent les amortissements statutaires (immeubles, mobiliers) d'un montant de 875.818.20. Ce qui reste des bénéfices bruts, après la défalcation des frais généraux et des amortissements, représente à proprement parler les bénéfices nets de l'exercice à distribuer entre les actionnaires ou pouvant servir à constituer des réserves. C'est ce compte de « bénéfices nets » qui figure au passif du bilan présenté avant la répartition. Après la répartition ce compte est remplacé au passif par les postes suivants : « Réserves », « Dividendes » à distribuer aux actionnaires et « Report » de l'exercice suivant. Au débit du compte « Profits et Pertes » de l'exercice 1314, nous avons pour ces trois comptes les chiffres suivants :

Réserve.	3.213.093.45
Dividende à distribuer	16.207.747.55
Report à nouveau	3.213.093.45

Au débit du compte « Profits et Pertes » de l'exercice 1314, figure exceptionnellement un compte de l'ordre de 9.500.000, représentant les pertes subies par la Banque sur les opérations de change. La Banque, vu l'importance des bénéfices réalisés en 1314, a jugé bon de prendre en charge cette perte et de ne pas faire appel au Gouvernement.

Compte de profits et pertes
au 28 esfand 1315 (19 mars 1936).

DÉBIT

	Rials	Rials
Frais d'exploitation.		11.928.885.70

		Rials
	<i>Report . . .</i>	11.928 885 70
Amortissement :		
Immeubles (10 %)	438.148.65	
Mobilier et installation (totalité)	199.870.70	
Frais de fondation (totalité) . .	8.234.30	
Bénéfices du mont-de-piété pour affectation ultérieure à son capital social	229.564.55	875.818.20
Solde à répartir		32.130.934.45
		44.935.638.35

CRÉDIT

Profits bruts de l'exercice :		
Intérêts	25.984.660.30	
Commissions	3.645.098.40	
Devises	2.609.355. »	
Coupons et divers	10.331.792.30	42.570.906. »
Report de l'exercice précédent .		2.364.732.35
		44.935.638.35

RÉPARTITION PROPOSÉE

	Rials
Prise en charge de la perte sur les opérations de change faites pour enrayer les sorties d'argent métal	9.500.000. »
Réserve statutaire (10 % du solde à répartir) . .	3.213.093.45
Report à nouveau (10 % du solde à répartir) . .	3.213.093.45
Dividende à distribuer	16.204.747.55
Total égal au solde à répartir	32.130.934.45

SECTION II

Les enseignements tirés des chiffres du bilan de l'année 1314 pour mettre en relief les caractéristiques de notre Banque Nationale.

Nous allons essayer, dans cette section, de dégager, à l'aide des chiffres du bilan 1314 et la comparaison des différents postes, les traits caractéristiques de notre Banque Nationale. Pour la comparaison des différents postes, nous procéderons par la méthode de pourcentage en %.

Les points que nous allons examiner sont les suivants :

1^o Proportion en pourcentage des billets émis et des dépôts.

2^o Proportion en pourcentage des trois catégories de dépôts.

3^o Proportion en pourcentage des créances sur l'État et des autres avoirs productifs de la Banque.

4^o Proportion en pourcentage des avoirs commerciaux de la Banque.

5^o Le montant des billets par tête d'habitant.

Il est superflu d'insister sur l'importance fondamentale des points ci-dessus indiqués. Leur étude démontrera facilement quels sont les caractères particuliers des opérations de la Banque Nationale.

1^o *Proportion en pourcentage des billets et des dépôts.*

Les billets émis constituent pour une banque d'émission, la première catégorie de ses engagements, la seconde comprend les dépôts publics ou privés. L'importance respective de ces deux catégories d'engagements varie suivant le rôle joué par la banque d'émission et l'organisation bancaire du pays considéré. Ainsi aux États-Unis (1) et en Angleterre, les billets constituent moins de 50 % du total des engagements de l'institut d'émission. Dans les pays anglo-saxons, en effet, le billet de banque ne sert plus de moyen de paiement que dans les menues transactions, la presque totalité des paiements est effectuée par des moyens perfectionnés : chèque, virement et compensation. Dès lors, les banques privées de dépôt sont obligées de constituer des dépôts importants auprès de la banque d'émission (aux États-Unis, pour les banques

(1) Les chiffres donnés sur les banques d'émission étrangères sont empruntés aux documents publiés par la S.D.N. et se rapportent à l'année 1925.

qui font partie du système de fédérale réserve, c'est même une obligation imposée par la loi). Le pourcentage des billets aux dépôts qui est pour ces pays au-dessous de 50 % se comprend aisément.

D'après les chiffres du bilan, voici le pourcentage des billets de notre Banque vis-à-vis de ses dépôts :

Billets	46 %
Dépôts	54 %

Si nous n'avions que ces deux chiffres, nous aurions pu conclure à l'identité de caractère entre notre Banque Nationale et les grandes banques centrales, dont nous venons de parler. Les mêmes pourcentages pour l'Angleterre sont :

Billets	46 %
Dépôts	54 %

Et pour les États-Unis :

Billets	38 %
Dépôts	62 %

Mais il y a une différence fondamentale entre notre Banque Nationale et les instituts d'émission des pays étrangers, particulièrement ceux des pays anglo-saxons. Dans ces derniers pays, les dépôts de l'institut d'émission sont constitués en majeure partie par les disponibilités des banques ordinaires, et c'est cette particularité qui fait de lui la banque des autres banques.

Il en est tout autrement dans le cas de notre Banque Nationale, comme nous allons le voir.

2^o Proportion en pourcentage des trois catégories de dépôt.
(Administrations publiques, banques-banquiers, autres.)

Les pourcentages entre ces trois catégories de dépôt

sont très instructifs pour dégager le vrai caractère des opérations de notre Banque :

Administrations publiques.	49 %
Banques-banquiers	10 %
Autres	41 %

La presque totalité des dépôts de notre Banque est constituée par les Administrations publiques ou par les commerçants et les particuliers. Le compte « banques-banquiers » entre a peu près pour 10 % dans l'ensemble des dépôts. Dans ces conditions, on voit que notre Banque Nationale n'est pas du tout le banquier des autres banques, mais bien le banquier, d'une part, de l'État et, d'autre part, des particuliers.

3^o *Proportion en pourcentage des créances sur l'État et des autres avoirs productifs de la Banque.*

Par les chiffres que nous allons donner, on peut facilement conclure du degré d'indépendance de notre Banque, vis-à-vis du Gouvernement. Par les autres avoirs productifs, nous entendons, d'une part, les effets escomptés et, d'autre part, les avances consenties aux commerçants et aux particuliers :

Administrations publiques	} 59 %
Sociétés gouvernementales	
Travaux publics	
Autres avoirs productifs	41 %

On voit par ces chiffres, que les avances consenties par notre Banque à l'État ou garanties par lui, constituent la grande partie de ses emplois. Dans tous les pays, surtout après la guerre, les avances consenties par les banques centrales aux Gouvernements, ont tendance à augmenter, c'est le cas de la France.

Il ne paraît pas inutile d'insister ici sur un point particulier. A côté des avances directes consenties par les instituts d'émission, nous voyons souvent un poste au bilan qui représente les avances indirectes consenties à l'État, c'est celui des avances sur fonds d'État. Dans le cas de l'Angleterre, les avances sur les fonds d'État constituent même la totalité des avances consenties par la Banque à l'État.

Or, dans le bilan de notre Banque Nationale, s'il y a des avances directes, par contre on ne voit pas d'avances indirectes de ce genre.

4^o Proportion en pourcentage des avoirs commerciaux de notre Banque.

Dans cette partie, nous parlerons exclusivement des avoirs commerciaux de la Banque, les avances consenties à l'État ou garanties par lui n'entreront pas en ligne de compte. Les chiffres des pourcentages que nous allons voir, donnent une idée exacte de la nature des opérations de la Banque et ses moyens d'action.

Par les avoirs commerciaux, nous entendons les quatre postes suivants : avoirs étrangers, effets escomptés, prêts et avances, titres (fonds d'État, actions, obligations) :

Avoirs étrangers	8,5 %
Effets escomptés	50 %
Prêts et avances	38 %
Titres	3,5 %

De ces chiffres, il ressort que l'escompte est plus pratiqué par la Banque que les avances. Le portefeuille-titres de notre Banque n'a pas une grande importance, de même que ses avoirs étrangers. L'actif de la Banque ne comprend pas d'effets publics : rentes, obligations ou bons du trésor, pour la bonne raison que de tels titres

n'existent pas en Iran. Le moyen d'action qu'aurait notre Banque sur le marché monétaire en vendant ou en achetant des titres pour augmenter ou diminuer les possibilités du marché lui fait défaut.

5° Le montant des billets par tête d'habitant.

Dans le bilan de l'exercice 1314, nous avons au poste de « billets en circulation » le chiffre de 593.721.755 rials, qui accuse une augmentation considérable sur celui des bilans antérieurs, comme nous le verrons plus loin. D'ailleurs, le mouvement ne s'est pas arrêté, au milieu de l'année 1315, le montant des billets en circulation a même dépassé le chiffre de 700.000.000 de rials. Cette augmentation continue de nos moyens de paiement est très significative quant à l'évolution de notre économie. Mais ce qui est encore plus intéressant à examiner, c'est la quantité des billets dont peut disposer chaque habitant du pays. En considérant sous cet angle la quantité des billets actuellement en circulation, nous sommes obligés de constater qu'elle est encore nettement insuffisante. En divisant, en effet, le chiffre des billets émis donné par le bilan de 1314 : 593.721.755 rials par le nombre des habitants de l'Iran qui est évalué à 15 millions, nous obtiendrons à peu près le chiffre de 39. Même en supposant que notre Banque usera de tout son potentiel d'émission, conformément à la loi du 17 aban 1315 et qu'elle émettra pour 1.176.163.600 rials de billets, le montant des billets par tête d'habitant sera de 78 au lieu de 39. Ces chiffres sont nettement inférieurs à ceux des pays étrangers. Voici un tableau (1) de la quantité des billets émis et le montant des billets par tête d'habitant pour quelques pays :

(1) *Revue officielle de la Chambre de Commerce de Téhéran*, n° 146, p. 5.

Pays	Date	Total des billets en monnaie nationale	Montant par tête en rials	des billets d'habitant en monn. nationale
États-Unis. . .	15.10.36	093.000.000	533	23.7
Allemagne . . .	7.10.36	4.469.000.000	389	46.1
Angleterre . . .	13.10.36	446.300.000	760	9.5
Italie	31.12.35	16.296.000.000	467.1	389.8
Belgique. . . .	8.10.36	4.563.000.000	1.501.5	556.1
France.	9.10.36	85.778.100.000	1.559.6	2.052.1
Suisse	7.10.36	1.363.300.000	1.250	332.3

SECTION III

L'extension prise par les opérations de notre Banque Nationale.

Depuis sa création, les opérations de notre Banque Nationale ont pris, à un rythme accéléré, une extension remarquable. Sa place dans l'ensemble de notre économie est devenue aussi de plus en plus prépondérante. Quelques chiffres bruts extraits des bilans de la Banque le prouvent mieux que de longs développements.

Prenons les éléments significatifs du bilan d'une banque centrale. Au passif, le compte des « billets émis » et celui des « dépôts », à l'actif, les comptes « encaisse », « portefeuille commercial » et « comptes débiteurs ». En étudiant l'évolution de ces comptes, nous allons assister, chiffres en mains, au développement ininterrompu des opérations de notre Banque Nationale. L'étude que nous allons entreprendre ici est une étude dynamique qui complétera l'étude statique que nous avons faite du bilan dans les pages précédentes :

*1^o Billets émis. Encaisse métallique.**Pourcentage de réserve.*

La quantité des billets n'a cessé d'augmenter, de jour en jour, depuis 1311, la première année de l'émission de

nos nouveaux billets par la Banque Nationale. De cette augmentation de notre circulation fiduciaire, on ne peut tirer des conséquences qu'on aurait été fondé de faire si le fait se produisait ailleurs. Le billet de banque n'était jusqu'à ces derniers temps, dans notre système bancaire, qu'un titre représentatif, une espèce de certificat qui était délivré en échange des métaux précieux qui s'entassaient dans les caves de notre Banque Nationale. Dès lors, une augmentation de la circulation fiduciaire n'impliquait pas nécessairement un accroissement des moyens de paiement avec ses conséquences inévitables sur les prix et l'économie tout entière. L'augmentation de la quantité des billets émis prouvait seulement la confiance de plus en plus grande du public dans les destinées de la Banque.

Cette nature particulière du billet de banque était en Iran la conséquence directe du système de « Currency principle ». Mais, aujourd'hui encore, l'abandon de ce système et l'adoption du système de pourcentage avec le taux de 60 %, n'a pas complètement changé la nature de nos billets. La Banque Nationale, avec un esprit de prudence qui se comprend, hésite à employer tout son potentiel d'émission, de sorte que le pourcentage réel entre les billets émis et la réserve métallique se maintient autour de 100 %. Toutefois, l'augmentation des billets est plus rapide, comme nous le verrons, que celle de l'encaisse, de sorte que le pourcentage de réserve ne cesse de diminuer. Aussi, les billets de notre Banque sont-ils appelés à perdre peu à peu leur caractère représentatif, pour prendre celui d'une vraie monnaie fiduciaire.

Avant de donner quelques chiffres sur l'accroissement de nos billets, il nous reste une remarque à faire. Dans une étude sur la circulation des billets de banque, c'est la

quantité des billets entre les mains du public et non celle des billets qui ont été émis par la banque d'émission, et dont une partie se trouve dans ses caisses, qui doit être prise en considération. Or, comme nous avons eu déjà l'occasion de le signaler à plusieurs reprises, la Banque Nationale dans ses bilans ou dans ses rapports, donne parfois le chiffre des billets émis, parfois celui des billets en circulation, et parfois les deux à la fois. Cela peut prêter à confusion et rendre difficile les comparaisons. Dans les chiffres que nous allons donner, nous ne parlerons que des billets réellement en circulation (1).

Tableau des billets en circulation en krans et rials (1933-36).

Dates	Billets en circulation
13 avril 1933.	155.526.425
15 mai 1933.	146.690.705
15 juin 1933.	161.534.580
16 juillet 1933.	172.733.495
16 août 1933.	174.054.115
16 septembre 1933.	184.037.595
12 octobre 1933.	192.741.020
11 novembre 1933.	201.094.430
11 décembre 1933.	211.727.430
9 janvier 1934.	210.840.605
8 février 1934.	209.284.120
11 mars 1934.	205.776.880
25 mars 1934.	212.628.330
9 avril 1934.	215.721.855
23 avril 1934.	223.456.390
10 mai 1934.	231.599.740
26 mai 1934.	237.969.715
10 juin 1934.	247.171.705
26 juin 1934.	258.922.865
11 juillet 1934.	260.042.875
26 juillet 1934.	261.875.950
11 août 1934.	268.037.185
27 août 1934.	276.824.685
11 septembre 1934.	280.740.730

(1) Les chiffres statistiques, publiés dans ce chapitre sur l'évolution des différents postes du bilan, sont empruntés aux documents officiels de la Banque : bilan et bulletin périodique.

Dates	Billets en circulation
26 septembre 1934	284.157.000
10 octobre 1934	286.206.215
5 novembre 1934	312.561.640
21 novembre 1934	328.206.520
6 décembre 1934	330.030.405
20 décembre 1934	334.528.445
5 janvier 1935	327.775.220
20 janvier 1935	333.077.715
4 février 1935	331.189.365
19 février 1935	340.205.955
6 mars 1935	334.340.160
21 mars 1935	337.975.680
4 avril 1935	332.413.535
21 avril 1935	342.492.065
6 mai 1935	345.373.770
22 mai 1935	363.891.690
6 juin 1935	399.057.760
22 juin 1935	412.411.355
7 juillet 1935	435.039.845
23 juillet 1935	439.902.180
7 août 1935	451.733.070
23 août 1935	463.529.080
7 septembre 1935	476.275.060
23 septembre 1935	497.060.185
8 octobre 1935	509.563.580
23 octobre 1935	522.337.975
7 novembre 1935	530.886.830
22 novembre 1935	533.108.140
7 décembre 1935	534.601.600
22 décembre 1935	559.437.735
6 janvier 1936	574.935.440
21 janvier 1936	590.873.055
5 février 1936	593.512.198
20 février 1936	575.531.270
6 mars 1936	586.189.030
19 mars 1936	594.721.753
20 avril 1936	577.069.082
5 mai 1936	585.380.775
21 mai 1936	598.995.698
5 juin 1936	617.436.748
21 juin 1936	631.429.596
6 juillet 1936	648.029.765
22 juillet 1936	658.367.630
6 août 1936	672.224.690
22 août 1936	685.645.775
6 septembre 1936	692.432.988
22 septembre 1936	709.746.958

Comme on le voit, l'augmentation de nos billets en circulation a été continue. Il est vrai que parfois, on constate un recul des billets et un rétrécissement du marché monétaire, mais cela ne modifie en rien la tendance générale. Ainsi, de 1312 à 1314 (1933-35), la circulation des billets a plus que doublé, il en est presque de même de 1314 au milieu de l'année 1315. Nous avons assisté ainsi, pendant ces dernières années à une augmentation considérable de notre circulation fiduciaire, nous aurions presque été tentés de dire, à une inflation monétaire.

Parallèlement à cette augmentation des billets en circulation, notre encaisse métallique s'est aussi accrue, mais comme nous l'avons dit, dans une proportion moindre. Nous allons entreprendre séparément l'étude de notre encaisse-or et celle de notre encaisse-argent.

L'évolution de notre encaisse-or.

C'est l'argent qui a fourni à notre pays, depuis l'antiquité, son étalon monétaire. Nous avons souffert, comme tous les autres pays soumis au régime du monométallisme-argent ou du bimétallisme, des variations dans la valeur du métal blanc qui entraînent l'instabilité des changes.

Dans les toutes dernières années, notre pays a subi de terribles crises de change. Pour y remédier, le Gouvernement iranien a pris des mesures dont certaines n'étaient que des pis-aller. La seule mesure efficace aurait été, sans aucun doute, le changement de notre étalon monétaire et l'adoption de l'étalon-or.

Après beaucoup d'hésitations, un système mixte de Gold Standard et de Gold Exchange Standard fut adopté en 1930, pour être abandonné deux ans plus tard sous la pression des circonstances. C'est que, pour l'introduction

de l'étalon-or en Iran, certaines conditions techniques faisaient défaut et dont la principale était l'existence d'une réserve-or suffisante.

Cette considération n'a pas échappé à la Banque et au Gouvernement qui se sont efforcés depuis d'augmenter la réserve-or du pays.

Déjà en 1930 et au moment du vote de notre loi de réforme monétaire, on avait envisagé certaines mesures pour augmenter la réserve-or de la Banque Nationale : vente des bijoux de la couronne, achat de l'or sur le marché de Londres avec les redevances annuelles de l'Anglo-Iran Oil Co.

La Banque Nationale fut autorisée, à son tour, à acheter l'or sur le marché intérieur. Mais cette mesure rencontrait un sérieux obstacle du fait du décalage qui existait entre le prix du métal jaune sur les marchés mondiaux et son prix légal. La loi du 13 mars 1932 a fixé, en effet, le poids-or du rial à 7.322.382 centigrammes, ce qui faisait que le prix marchand de l'or était supérieur au prix fixé par la loi. De ce fait, l'exportation frauduleuse du métal jaune était très avantageuse. (L'exportation de l'or comme celle de l'argent sont interdites en Iran.) La Banque Nationale, liée par la loi, ne pouvait pas acheter l'or à sa juste valeur et avait, pour cette raison, échoué en partie dans sa mission.

C'est pourquoi le Parlement a voté, le 21 avril 1934, une loi donnant à notre Banque les moyens nécessaires pour remplir son rôle. La loi est ainsi conçue : « La Banque Nationale est autorisée à acheter l'or à l'intérieur du pays au prix qu'elle jugera opportun et de porter l'or ainsi acheté au compte de la réserve des billets de banque. » Cette loi permettra à notre Banque d'acheter la totalité ou tout au moins la plus grande partie de l'or thésaurisé

dans le pays, elle est en même temps le seul moyen d'empêcher les exportations frauduleuses du métal jaune.

Les tableaux que nous reproduisons plus loin démontrent l'effort tenace de notre institut d'émission pour augmenter son encaisse-or, effort qui a été couronné de succès. Ainsi, en mars 1930, le stock d'or de notre Banque n'était que de 5.310.92 grammes ; en mars 1931, il s'est élevé à 1.878.837.52, et au mois de mars 1935 à 4.401.959.25 grammes.

A côté de l'effort de notre Banque, le Gouvernement iranien s'est aussi employé à augmenter ses réserves d'or. Il l'a fait principalement en achetant de l'or sur le marché de Londres avec les fonds de la Réserve Nationale. C'est ainsi qu'en 1933, le Gouvernement acheta pour 143.480.000 rials d'or sur le marché de Londres.

Le stock d'or du Gouvernement est passé de 4.130.589.50 grammes en janvier 1932 à 5.543.784.15 en janvier 1933 et à 16.651.463.85 en janvier 1934. Ce dernier chiffre, qui accuse une augmentation considérable du stock d'or de notre Gouvernement, est le résultat des achats d'or effectués sur le marché de Londres en 1933.

Le stock d'or du Gouvernement était en dépôt à la Banque Nationale. Nous avons déjà vu qu'à la suite des lois du 30 chahrivar 1313 et du 7 tir 1314, il a été cédé à la Banque et il est allé ainsi grossir son stock propre d'or. Par cette cession, le stock total de la Banque a atteint, en août 1935, le chiffre de 21.230.247.04 grammes.

Le Gouvernement iranien et la Banque sont décidés encore à augmenter davantage la réserve or du pays. D'après les déclarations faites récemment par le ministre des Finances au Parlement, le Gouvernement a élaboré à cet effet un projet dont l'application s'étend sur une période de 4 ou

5 ans. Les mesures nécessaires en vue de cette augmentation seraient prises dans les budgets des années à venir.

Voici deux tableaux sur l'évolution de notre encaisse-or.

Stocks d'or du Gouvernement iranien ainsi que de la Banque Mellé Iran (en grammes d'or fin).

Dernier jour de	Gouvernement	Banque	En total
Mars 1930 . . .	—	5.310.92	5.310.92
Avril	—	46.469.46	46.469.46
Mai	—	88.035.49	88.035.49
Juin	—	204.011.67	204.011.67
Juillet	—	406.306.14	406.306.14
Août	—	504.054.25	504.054.25
Septembre . . .	—	562.238.38	562.238.38
Octobre	—	627.834.37	627.834.37
Novembre . . .	—	839.940.08	839.940.08
Décembre . . .	—	1.106.914.27	1.106.914.27
Janvier 1931 . .	—	1.304.382.86	1.304.382.86
Février	—	1.573.658.39	1.573.658.39
Mars	—	1.878.837.52	1.878.837.52
Avril	—	1.946.156.39	1.946.156.39
Mai	—	1.960.517.75	1.960.517.75
Juin	—	1.966.352.05	1.966.352.05
Juillet	—	1.999.425.35	1.999.425.35
Août	—	2.023.929.42	2.023.929.42
Septembre . . .	—	2.023.929.42	2.023.929.42
Octobre	—	3.853.549.70	3.852.549.70
Novembre . . .	—	4.275.877.55	4.275.877.55
Décembre . . .	3.826.108.79	449.768.76	4.275.877.55
Janvier 1932 . .	4.130.589.50	449.768.76	4.580.358.26
Février	4.237.554.02	454.278.04	4.691.832.06
Mars	4.280.951.10	337.928.09	4.618.879.19
Avril	4.335.040.95	361.656.64	4.696.697.59
Mai	4.335.040.95	393.072.11	4.728.113.06
Juin	4.335.040.95	591.806.46	4.926.847.41
Juillet	4.526.521.15	591.805.46	5.118.327.61
Août	4.569.605.23	389.389.54	4.958.994.77
Septembre . . .	4.796.049.82	—	4.796.049.82
Octobre	5.330.665.25	—	5.330.665.25
Novembre . . .	5.444.327.13	1.095.50	5.445.422.63
Décembre . . .	5.481.450.32	1.095.50	5.482.545.82
Janvier 1933 . .	5.543.784.15	1.095.50	5.544.879.65
Février	5.597.201.97	5.638.66	5.602.840.63
Mars	5.597.201.97	12.043.13	5.609.245.10
Avril	5.597.201.97	12.002. »	5.609.203.97

Dernier jour de	Gouver- nement	Banque	En total
Mai	5.624.672.67	16.503.27	5.641.175.94
Juin	5.624.672.67	11.446.33	5.636.119.00
Juillet	5.697.469.11	11.446.33	5.708.915.44
Août	5.745.846.64	11.446.33	5.757.292.97
Septembre . . .	5.960.728.50	11.446.33	5.972.174.83
Octobre	16.651.463.85	13.566.06	16.665.029.91
Novembre . . .	16.651.463.85	26.120.32	16.677.584.17
Décembre . . .	16.651.463.85	66.882.97	16.718.346.82
Janvier 1934 . .	16.651.463.85	93.615.58	16.745.079.43
Février	16.651.463.85	109.177.23	16.760.641.08
Mars	16.651.463.85	217.415.58	16.868.879.43
Avril	16.651.463.85	270.124.52	16.921.588.37
Mai	16.651.463.85	473.250.22	17.124.714.07
Juin	16.651.463.85	768.177.46	17.419.641.31
Juillet 1934 . .	16.651.463.85	945.896.89	17.597.360.74
Août	16.651.463.85	1.108.277.20	17.759.741.05
Septembre . . .	16.651.463.85	1.209.911.30	17.861.375.15
Octobre	16.651.463.85	1.305.123.87	17.956.587.72
Novembre . . .	16.651.463.85	1.355.493.82	18.006.957.67
Décembre . . .	16.651.463.85	1.455.640.65	18.107.113.50
Janvier 1935 . .	16.651.463.85	1.542.396.30	18.193.860.15
Février	16.651.463.85	4.265.931.70	20.917.395.55
Mars	16.651.463.85	4.401.959.25	21.053.423.10
Avril	16.651.463.85	4.494.201.05	21.145.664.90
Mai	16.651.463.85	4.505.740.64	21.157.204.49
Juin	16.651.463.85	4.550.621.68	21.202.085.53
Juillet	16.651.463.85	4.574.134.58	21.225.598.43
Août	—	21.230.247.04	21.230.247.04
Septembre . . .	—	21.264.873.62	21.264.873.62

L'encaisse or de la Banque Nationale en rials.

Dates	Encaisse-or
8 octobre 1935	290.494.219
23 octobre 1935	290.652.003
7 novembre 1935	290.825.611
22 novembre 1935	290.899.755
7 décembre 1935	291.075.735
22 décembre 1935	291.136.583
6 janvier 1936	291.650.555
21 janvier 1936	291.677.287
5 février 1936	291.746.123
20 février 1936	292.002.169
6 mars 1936	292.208.814
19 mars 1936	293.312.907
20 avril 1936	293.849.996
5 mai 1936	294.388.369
21 mai 1936	295.275.111

Dates	Encaisse-or
5 juin 1936	295.440.040
21 juin 1936	295.501.249
6 juillet 1936	296.288.709
22 juillet 1936	296.291.629
6 août 1936	296.495.738
22 août 1936	296.765.242
6 septembre 1936.	296.802.614
22 septembre 1936.	296.836.551

L'évolution de notre encaisse-argent.

L'encaisse-argent de notre Banque Nationale a aussi augmenté, mais non pas avec la même régularité et dans les mêmes proportions que l'encaisse-or. A certaines dates, elle a même subi un recul très sensible : à la fin de l'année 1935 et au début de l'année 1936. Cela ne doit pas nous étonner, car, tout l'effort du Gouvernement et de la Banque porte sur l'augmentation de notre encaisse-or, en vue de l'introduction éventuelle de l'étalon-or.

Voici un tableau sur l'évolution de notre encaisse-argent. au cours des années 1933-1936.

Encaisse argent de la Banque Nationale en rials (1933-36).

Dates	Encaisse-argent
13 avril 1933	280.940.764
15 mai 1933	300.755.289
15 juin 1933	302.037.102
16 juillet 1933	305.187.866
16 août 1933	308.114.793
16 septembre 1933.	308.241.721
12 octobre 1933.	310.749.542
11 novembre 1933.	310.526.839
11 décembre 1933.	314.276.691
9 janvier 1934.	316.362.793
8 février 1934	323.145.704
11 mars 1934.	337.418.515
25 mars 1934.	341.549.199
9 avril 1934	345.738.323
23 avril 1934	349.961.636
10 mai 1934	352.934.655
26 mai 1934	351.913.699
10 juin 1934	352.703.741
26 juin 1934	351.303.846

Dates	Encaisse-argent
11 juillet 1934	349.326.039
26 juillet 1934	352.460.991
11 août 1934	353.042.017
27 août 1934	349.513.107
11 septembre 1934.	347.570.430
26 septembre 1934.	349.778.975
10 octobre 1934.	340.922.682
5 novembre 1934.	346.270.534
21 novembre 1934.	350.705.243
6 décembre 1934.	351.832.084
20 décembre 1934.	357.705.642
5 janvier 1935.	358.648.224
20 janvier 1935.	362.193.641
4 février 1935	363.970.193
19 février 1935	366.609.245
6 mars 1935.	369.413.912
21 mars 1935.	370.919.432
4 avril 1935	373.448.413
21 avril 1935	374.279.667
6 mai 1935	376.131.719
22 mai 1935	377.239.405
6 juin 1935	376.993.288
22 juin 1935	378.692.431
7 juillet 1935	379.099.736
23 juillet 1935	378.069.401
6 août 1935	386.886.187
23 août 1935	387.683.787
7 septembre 1935.	404.358.747
23 septembre 1935.	401.757.214
8 octobre 1935.	397.517.408
23 octobre 1935.	394.292.078
7 novembre 1935.	396.004.168
22 novembre 1935.	382.108.356
7 décembre 1935.	380.763.483
22 décembre 1935.	362.838.539
6 janvier 1936.	340.533.883
21 janvier 1936.	341.213.966
5 février 1936	343.129.157
20 février 1936	342.366.124
6 mars 1936.	342.252.279
19 mars 1936.	342.428.962
20 avril 1936	343.272.640
5 mai 1936	344.820.392
21 mai 1936	345.303.154
5 juin 1936	345.917.620
21 juin 1936	346.224.125
6 juillet 1936	346.477.949
22 juillet 1936	346.661.207

Dates	Encaisse-argent
6 août 1936	346.941.026
22 août 1936	347.267.959
6 septembre 1936.	347.682.847
22 septembre 1936.	348.155.772

L'évolution de notre encaisse globale et les variations dans le pourcentage de réserve de nos billets.

L'encaisse globale de notre Banque a augmenté depuis sa création comme il ressort du tableau suivant :

Fin 1307 (1929).	42.651.465.25	kran
» 1308	48.913.968.60	rials
» 1309	121.452.222.05	»
» 1310	108.589.323.25	»
» 1311	306.291.424.85	»
» 1312	374.841.635.50	»
» 1313	514.943.885.60	»
» 1314	685.557.000.80	»
Mehr 1315 (oct. 1936)	706.053.081.45	»

Comme on le voit, c'est à partir de 1310 que l'augmentation de l'encaisse est devenue considérable. La forte progression qu'on constate en 1311, où l'encaisse passe de 108 à 306 millions, est le fait qu'à cette date notre Banque a commencé l'émission de ses billets. D'autre part, l'augmentation de presque 200 millions dans l'encaisse de la Banque, en 1314, est le fait de la cession du stock d'or du Gouvernement à la Banque et l'augmentation du capital de celle-ci.

Depuis la loi du 20 chahrivar 1313 (11 septembre 1934), l'encaisse de notre Banque est uniquement composée d'or et d'argent en pièces ou en lingots. Ainsi, au mois d'octobre 1936, l'encaisse globale de la Banque qui s'élève à 706 millions 053.081.45 rials (ce chiffre est obtenu par l'évaluation légale de notre encaisse, l'évaluation directe, d'après les cours des métaux précieux à Londres, nous donnerait un chiffre de beaucoup supérieur : 793.369.520 rials), se répartit en 307.102.563.85 rials d'or et en 398 millions 950.517.60 rials d'argent. Mais dans les chiffres de

l'encaisse totale que nous avons donnés plus haut, pour les années antérieures à 1313, il y a d'autres éléments que les métaux précieux. D'abord, n'oublions pas que jusqu'à la loi précitée, nous étions régis, par le système de Gold Exchange Standard et qu'une partie de l'encaisse de notre Banque était constituée par les devises étrangères. Ensuite, comme nous l'avons déjà fait remarquer à plusieurs reprises, une partie de l'encaisse était constituée, jusqu'en 1314, par les billets émis qui se trouvaient dans les caisses de la Banque. Par exemple, pour l'année 1313, le chiffre de l'encaisse totale que nous avons donné est de 514.643.885.60. Or, l'encaisse réelle de la Banque n'est pour cette année que d'un peu plus de 430 millions. Mais dans le bilan, on a ajouté à ce chiffre, le montant des billets qui se trouvaient dans les caisses de la Banque : 83 millions, d'où le chiffre donné plus haut.

L'encaisse globale de notre Banque a donc augmenté, cette augmentation est surtout considérable pour son encaisse-or. Nous avons vu précédemment que la quantité des billets émis avait aussi augmenté. Il serait intéressant de comparer ces deux faits pour voir l'évolution du pourcentage de réserve de nos billets.

Voici un tableau comparatif de l'évolution de notre encaisse globale et celle de nos billets, avec les changements dans le pourcentage de réserve de ces derniers :

Tableau de l'évolution du pourcentage de réserve de nos billets.

Dates	Billets en circulation	Encaisse globale en rials	Couverture totale en %
21. 3.35 . . .	337.975.680	641.760.141	191.65
4. 4.35 . . .	332.413.535	651.526.238	196. »
21. 4.35 . . .	342.492.065	652.439.951	190.49
6. 5.35 . . .	345.373.770	654.406.872	186.46
22. 5.35 . . .	363.891.690	655.558.475	180.15
6. 6.35 . . .	399.057.760	655.386.291	164.21

Dates	Billets en circulation	Encaisse globale en rials	Couverture totale en %
22. 6.35 . . .	412.411.355	657.423.786	159.41
7. 7.35 . . .	435.039.845	658.335.822	151.34
23. 7.35 . . .	439.902.180	657.307.258	149.42
7. 8.35 . . .	451.733.070	666.126.061	147.47
23. 8.35 . . .	463.529.080	677.565.304	146.17
7. 9.35 . . .	476.275.060	688.333.746	144.51
23. 9.35 . . .	497.060.185	685.966.317	138. »
8.10.35 . . .	509.563.580	688.011.627	135.01
23.10.35 . . .	522.337.975	684.944.081	131.13
7.11.35 . . .	530.886.830	686.829.779	129.37
22.11.35 . . .	533.108.140	673.008.011	126.24
7.12.35 . . .	534.601.600	671.839.218	125.67
22.12.35 . . .	559.437.735	653.975.122	116.89
6. 1.36 . . .	574.935.440	632.184.438	109.96
21. 1.36 . . .	590.873.055	632.891.253	107.11
5. 2.36 . . .	593.512.198	634.875.280	106.97
20. 2.36 . . .	575.531.270	634.368.293	110.22
6. 3.36 . . .	586.189.030	634.462.032	108.23
19. 3.36 . . .	594.721.753	635.741.869	106.90
20. 4.36 . . .	577.069.082	637.122.636	110.41
5. 5.36 . . .	585.380.775	639.208.671	109.20
21. 5.36 . . .	598.995.698	640.578.265	106.94
5. 6.36 . . .	617.436.748	641.357.660	103.87
21. 6.36 . . .	630.429.596	641.725.374	101.79
6. 7.36 . . .	648.029.765	642.776.658	99.19
22. 7.36 . . .	658.367.630	642.852.836	97.64
6. 8.36 . . .	672.224.690	643.436.764	95.72
22. 8.36 . . .	685.645.775	644.033.201	93.93
6. 9.36 . . .	692.432.988	644.485.461	93.08
22. 9.36 . . .	609.746.958	644.992.323	90.88

Ce tableau montre que le pourcentage de réserve de nos billets, malgré son fléchissement continu, a été constamment supérieur à celui exigé par la loi. Il n'y a pas beaucoup de banques centrales qui puissent se mesurer sur ce point avec la nôtre. Pour s'en rendre compte, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant (1) qui indique le pourcentage des billets de quelques pays :

(1) *Revue Officielle de la Chambre de Commerce de Téhéran*, n° 146, p. 4.

Pays	Date	Pourcentage
Angleterre	14.10.36	55,7 %
Allemagne	7.10.36	1,4 %
France	9.10.36	72,6 %
Belgique	8.10.36	82,5 %
Japon	23. 9.36	18,1 %
Turquie	31.12.35	14,3 %

Les dépôts.

Ce compte présente un grand intérêt au point de vue économique. Son augmentation continue prouve la confiance du public dans notre Banque et le fait qu'en Iran, on s'habitue peu à peu aux pratiques de dépôts et de paiement par chèque. L'augmentation de ce compte permet aussi d'espérer que les capitaux qui étaient jusqu'ici cachés, sortiront enfin pour s'investir dans l'économie nationale. Cette augmentation a eu encore un résultat heureux, l'abondance des disponibilités a permis à notre Banque d'abaisser le loyer de l'argent; cette question sera étudiée en détail plus loin.

Voici deux tableaux sur l'évolution des dépôts :

Dépôts fixes et comptes d'épargne.

Année	Montant
Fin 1307	55.378.559.85
— 1308	73.180.173.95
— 1309	118.270.912.05
— 1310	83.491.505.70
— 1311	403.482.858.85
— 1312	43.578.648.20
— 1313	183.380.209.05
— 1314	86.395.044.15

Comptes courants créditeurs.

Année	Montant
—	—
Fin 1307	90.155.938.15
— 1308	182.798.407.50
— 1309	286.765.244.75
— 1310	278.331.687.25
— 1311	367.853.679.55
— 1312	379.969.197.55
— 1313	459.297.176
— 1314	607.730.342.20

L'évolution du portefeuille commercial.

L'évolution rapide du portefeuille commercial de la Banque qui est passé de 6.000.000 en 1307, à plus de 190.000.000 en 1314, est la conséquence directe de l'intervention de plus en plus active de la Banque dans l'économie nationale. Voici un tableau sur l'évolution du portefeuille commercial de la Banque.

Année	Montant
—	—
Fin 1307	6.874.368.05
— 1308	46.172.779.20
— 1309	85.612.120.65
— 1310	91.218.128.85
— 1311	96.821.918.25
— 1312	84.288.618.45
— 1313	137.155.763.30
— 1314	190.650.356.35

L'évolution des comptes débiteurs.

Ces comptes représentent des avances consenties par la Banque au Gouvernement et aux sociétés gouvernementales ou aux commerçants et aux particuliers. Ces avances n'ont cessé d'augmenter depuis 1307, comme le prouve le tableau suivant :

Année	Montant
Fin 1307	39.584.861.30
— 1308	66.537.580.95
— 1309	105.998.946.75
— 1310	101.810.351
— 1311	123.778.919.20
— 1312	148.084.608.60
— 1313	324.643.421.40
— 1314	620.627.084.60

Le nombre des crédits utilisés en 1312 et en 1313.

	1312	1313
	—	—
Jusqu'à 10.000 rials	1233	1153
— 50.000 —	1200	1516
— 100.000 —	283	414
— 250.000 —	187	271
— 500.000 —	60	84
— 750.000 —	21	24
— 1.000.000 —	6	5
De plus de 1.000.000 —	14	23

Voici encore deux tableaux sur l'évolution des opérations de la Banque.

Disponibilités en Iran et à l'étranger :

Année	Montant
Fin 1307	64.898.320.45
— 1308	102.710.778.75
— 1309	94.936.367.40
— 1310	44.236.344.50
— 1311	115.751.028.40
— 1312	77.473.495.35
— 1313	116.790.121.30
— 1314	46.207.408.80

Les chiffres totaux du bilan :

Année	Montant
Fin 1307	166.009.016.05
— 1308	276.636.120.65
— 1309	425.859.401.60
— 1310	397.118.134.90
— 1311	673.619.847.80
— 1312	702.455.674
— 1313	1.117.958.889.95
— 1314	1.631.183.792.25

CHAPITRE III

L'ACTION DE LA BANQUE NATIONALE EN MATIÈRE DE CRÉDIT

Le problème du crédit et de la politique de la Banque d'émission en cette matière a pris une grande importance à la suite de la crise et de la dépression des affaires. Des voix se sont élevées partout pour réclamer une politique libérale de crédit de la part de l'institut d'émission. La question est passée même dans un certain nombre de pays du terrain purement économique sur le terrain politique; c'est ainsi que s'est opérée la réforme des statuts de la Banque de France, pour faire de celle-ci, comme on l'a dit, la véritable banque de la France.

Il faut se demander pourquoi le concours de l'institut d'émission est tant recherché et en quoi il peut apporter des remèdes au malaise des affaires. On peut exiger de l'institut d'émission deux services qui sont d'une importance fondamentale. Le premier est ce qu'on appelle une politique libérale de crédit, c'est-à-dire des facilités accordées par la Banque d'émission dans l'escompte des effets ou dans l'octroi des crédits. Le deuxième est une politique délibérée de l'institut d'émission tendant à l'abaissement des taux d'intérêt.

Mais, si c'est à l'institut d'émission qu'on s'adresse pour solliciter ces mesures, c'est en raison de son importance dans la vie économique, et du fait que les mesures prises

par lui ne tarderont pas à avoir des répercussions profondes dans le pays. Une politique libérale de crédit suivie par l'institut d'émission, va dicter à son tour la politique à suivre, en cette matière, par les autres établissements de crédit. Un abaissement du taux officiel de l'escompte provoquera celui des taux d'intérêts pratiqués par les autres banques et pourrait avoir aussi une influence heureuse sur le marché financier.

Il n'est donc pas exagéré de dire que l'institut d'émission dirige la politique de crédit. Or, avec l'organisation capitaliste de l'économie contemporaine, le crédit est un des rouages nécessaires de l'organisation économique et un des éléments essentiels de toute reprise des affaires.

Les questions du crédit et de l'organisation du marché monétaire ont, dans un pays comme l'Iran, une importance de premier ordre. Notre pays est en pleine réorganisation économique, une activité fiévreuse y règne depuis 10 ans. Une bonne politique de crédit est la condition *sine qua non* de la réussite de l'œuvre de redressement entreprise par le Gouvernement. Notre production et notre commerce ont besoin qu'on leur vienne en aide d'une façon efficace. Leur situation déjà difficile a empiré depuis la crise mondiale. La crise a, en Iran, des aspects particuliers, elle n'est pas la même que dans les autres pays. C'est surtout le commerce d'exportation qui a été touché durement par la crise.

Notre Banque Nationale a suivi une politique libérale en même temps que prudente, en matière de crédit.

En ce qui concerne la politique d'escompte proprement dite, on a pu se rendre compte, par les chiffres que nous avons donnés dans le chapitre précédent, de la manière dont notre Banque a rempli sa mission. Son portefeuille

commercial s'est gonflé considérablement depuis sa création. Dans maintes circonstances, notre Banque a prêté son concours aux commerçants et aux entreprises en difficulté.

Mais par une politique libérale de crédit, il ne faut pas envisager des mesures qui porteraient atteinte aux règles tutélaires qui régissent la gestion des banques d'émission. A côté de la distribution de crédit, la mission d'une banque d'émission consiste à maintenir la valeur des billets qu'elle a émis ; à cet effet, il faut qu'elle observe, dans l'octroi des crédits, des règles précises. Ces règles se rapportent au volume des crédits à consentir et à leur qualité. Quant au volume, la banque d'émission, dans l'octroi des crédits, est liée par les règles de la couverture de ses billets. Elle ne peut accorder des crédits que jusqu'à une certaine limite, qu'elle ne peut dépasser, sans violer la loi et sans affaiblir la valeur de ses billets. Dans cette limite qui constitue ce qu'on peut appeler son potentiel d'émission, doit-elle encore observer des règles précises, quant à la qualité des crédits consentis. Le caractère essentiel de ces crédits, doit être leur mobilité. Les opérations d'une banque d'émission doivent pouvoir, comme le dit le comité financier de la S. D. N., se liquider elles-mêmes. En face de ses engagements à vue, la banque d'émission doit avoir des éléments d'actif à tout moment disponibles ou tout au moins rapidement réalisables. A cet effet, il faut que l'opération de crédit effectuée par elle, soit sûre et de courte durée. Ce sont des vérités simples, mais qu'il ne faut pas perdre de vue, quand on parle de la politique libérale de l'institut d'émission en matière de crédit. « Les règles fondamentales de l'escompte et des avances sont depuis longtemps si solidement établies qu'il serait téméraire de

songer à les modifier : nécessité des trois signatures qui assurent le recouvrement régulier des effets escomptés, limitation absolue à trois mois au maximum de leur échéance ou celle des avances. Si la Banque consentait à ne pas appliquer ces règles strictes qui, seules, assurent le retour rapide de ses billets, elle organiserait elle-même, par une inflation impossible à arrêter, la destruction de la monnaie nationale dont elle doit être la gardienne vigilante ». Ce sont là les paroles du nouveau gouverneur de la Banque de France, M. Labeyrie, qui pourtant a été appelé par le Gouvernement français sous le signe de la politique libérale de crédit.

A côté de cette politique d'escompte, il y a la question des taux d'intérêt pratiqués par la banque d'émission. Ce problème est, pour notre pays, d'une importance capitale. Les taux d'intérêt pratiqués en Iran jusqu'à ces dernières années étaient prohibitifs. Nos commerçants et nos producteurs étaient obligés de payer des intérêts qui allaient souvent de 12 à 24 %. Nous ne disposons pas de renseignements précis sur ce point, mais des témoignages dignes de foi rapportent que les taux d'intérêt dépassaient même parfois le chiffre de 24 %. Nous avons dit qu'une des causes principales de cet état de choses était le manque de capitaux et la mauvaise organisation de notre marché monétaire. Toute notre économie était paralysée par cette pratique des taux d'intérêt élevés. Comment un commerçant ou un entrepreneur pouvait-il travailler avec des capitaux empruntés au taux de 24 % ? Et comment ceux qui possédaient des capitaux étaient-ils disposés à les investir dans des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, quand le simple prêt leur rapportait plus qu'ils ne pouvaient attendre des

bénéfices à réaliser dans l'exploitation de celles-ci ? Car l'exagération des taux d'intérêt n'entrave pas seulement l'extension des affaires, par suite du prix de revient élevé qu'elle entraîne, mais encore par ce fait que ceux qui possèdent des capitaux sont incités à délaisser les activités commerciales, industrielles et agricoles, pour s'occuper des emplois lucratifs, mais improductifs au point de vue social. C'était exactement la situation de notre pays. Les emplois préférés des capitaux étaient, et sont encore aujourd'hui, les placements immobiliers ou hypothécaires. De même l'entrepreneur ou le commerçant qui trouvait des difficultés dans l'exploitation de son entreprise ou de son fonds, se retirait des affaires en achetant quelques propriétés immobilières et en vivant paisiblement de leur loyer.

Aujourd'hui, la situation a un peu changé. La grande activité économique qui s'est emparée de l'Iran et dont les Pouvoirs publics étaient, au début, les seuls animateurs, trouve maintenant dans les initiatives privées une nouvelle contribution à son développement. Les particuliers, imitant le Gouvernement, commencent à fonder des entreprises, à se grouper en sociétés pour l'exploitation des richesses nationales.

Il fallait dès lors, pour encourager ce renouveau économique, adopter de toute nécessité une politique tendant à l'abaissement des taux d'intérêt. A cette tâche, notre Gouvernement et la Banque se sont employés et ont déjà obtenu des résultats substantiels et heureux.

Déjà au début de sa création, la Banque Nationale avait établi le taux officiel d'escompte et celui des avances en compte courant à un niveau beaucoup plus faible que celui pratiqué autrefois. Elle demandait 9 % pour les

avances en compte courant et de 8 à 9 % pour l'escompte des effets de commerce, suivant leur échéance. Il faut ajouter, qu'en plus des intérêts, l'emprunteur devait payer encore une commission, commission qui était variable : 1/4 % pour les avances en compte courant, calculé sur le solde débiteur le plus élevé de l'année, 1 % pour l'encaissement des effets, et éventuellement le « sarf » en cas d'un effet payable dans une autre ville.

Ces taux avaient, depuis, subi des modifications de peu d'importance, notamment au mois de juin 1934. Vers la fin du mois d'aban 1313 (novembre 1934), notre Banque a pris trois mesures d'une importance capitale pour l'économie de notre pays : abaissement des taux d'intérêt, suppression des commissions, abolissement du « sarf ».

Pour les avances en compte courant, le taux d'intérêt a été fixé à 6 ½ % par an. Le taux d'escompte a été ramené à 6 % pour les effets à échéance maxima de 45 jours et à 6 ½ % pour les effets à échéance de 90 jours au maximum. Si on prend aussi en considération la suppression des commissions autrefois perçues, on se rend compte de l'effort accompli par notre Banque et des résultats que sa politique ne tardera pas à avoir sur notre économie. Ainsi, pour l'escompte d'un effet de commerce à échéance de 10 jours, le commerçant devait payer en 1929, à peu près 13 ½ %, actuellement il ne paye que 6 %. Notre Banque n'a pu prendre ces mesures que parce que la situation générale du pays et la confiance du public le lui ont permis. Les organisations publiques et les particuliers ont augmenté leurs dépôts à la Banque, celle-ci a pu, dès lors, profiter de ses abondantes disponibilités pour pratiquer une politique d'argent à bon marché.

A côté de ces mesures, notre Banque a pris à la même

date une autre mesure qui vise la suppression du « sarf ». Le « sarf », c'est-à-dire le change intérieur, est un usage très ancien dans notre pays et qu'on trouve aussi dans l'histoire économique des pays étrangers. A mesure que l'organisation bancaire se développait, cet usage a disparu dans la presque totalité des pays. C'est la même évolution qui s'est accomplie en Iran, avec un retard assez long.

Le « sarf » était perçu, chaque fois que la considération de distance intervenait. S'agissait-il de transférer une certaine somme d'une place à une autre ou de demander l'escompte ou l'encaissement d'une traite tirée sur une autre place, le « sarf » avec un taux variable et en pourcentage du montant de l'opération, était perçu. Le taux du « sarf » était essentiellement mobile, il était soumis aux circonstances générales ou particulières à une place. Cette mobilité créait des incertitudes dans le monde des affaires. La suppression du « sarf » était grandement désirable. C'est ce que notre Banque a fait, d'abord à Téhéran le 20 novembre 1934, et dix jours plus tard en province.

Le « sarf » a été remplacé par une commission avec un taux fixe et indépendant, c'est là le point essentiel de la réforme, des circonstances particulières à une place considérée. En outre, la commission perçue est modique, elle est de 2 rials pour les virements et transferts de 1.000 à 100.000 rials, cette commission est fixe quel que soit le montant de l'opération. On comprend facilement l'importance de la réforme opérée. Le « sarf », avec un taux qui allait de $3/8$ à $1 \frac{1}{2} \%$, était très lourd. Pour le transfert d'une somme de 100.000 rials, avant la réforme, il fallait payer de 500 à 750 rials; actuellement on ne paye que 2 rials.

L'abaissement des taux d'intérêt, l'abolissement du

« sarf », la suppression des commissions, telles sont les réformes d'une grande portée pour l'économie iranienne et qui marquent un tournant décisif dans son évolution. En procédant à ces réformes, notre Banque Nationale a rendu un très grand service au pays.

CHAPITRE IV

L'ACTION DE LA BANQUE NATIONALE EN MATIÈRE DE STABILITÉ MONÉTAIRE. LA CRISE DES CHANGES ET LE CONTROLE DES DEVISES

Dans le domaine purement monétaire, l'institut d'émission a le devoir élémentaire de ne pas laisser se déprécier la valeur des billets qu'il a émis. La réglementation légale de l'émission et l'exigence d'une couverture métallique, aussi bien que les règles qui régissent ses opérations, visent ce but. A ce point de vue, on peut dire que notre Banque n'a pas failli à son devoir. La valeur de nos billets est assurée par une forte encaisse qui dépasse même la proportion de 100 %.

Un jugement superficiel tenant seulement compte des chiffres du bilan, pourrait, dès lors, laisser croire à une stabilité absolue de notre monnaie. C'est ainsi qu'au moment des dernières crises de change, les publicistes, chiffres en mains, invoquaient tous les arguments en faveur de notre monnaie et se montraient fort étonnés de sa dépréciation. Les chiffres du bilan de notre Banque, dans leur rigueur mathématique, ne doivent pas détourner l'attention des causes de faiblesse réelles dont notre monnaie souffre. La plus grande partie de notre encaisse métallique est composée, malgré l'effort constant de notre Banque, de pièces ou de lingots d'argent. Les pièces en argent constituent, avec les billets de notre Banque gagés eux-mêmes en partie par l'argent, nos seuls moyens de paiement. Nous

sommes, en fait, et malgré une tentative de courte durée, sous le régime de l'étalon-argent.

Chaque fois qu'on étudie le problème de la stabilité de notre monnaie ou qu'on veut trouver l'explication des crises de change qui ont agité notre histoire économique de ces dernières années, il faut avoir présente à l'esprit cette vérité qu'on a à s'occuper d'une monnaie basée sur le métal blanc. C'est cette considération qui nous guidera dans la suite de nos explications.

Notre Banque Nationale se trouve, en matière de la défense de la monnaie sur le marché des changes, dans une situation inférieure à celle des autres banques centrales. Ses moyens d'action sont insuffisants. La politique de maniement du taux d'escompte, qui est l'arme classique des banques centrales, serait de peu d'efficacité en Iran. D'autre part, notre Banque ne peut pas compter sur l'aide financière des autres pays, comme le peuvent les banques centrales de l'Europe Occidentale et de l'Amérique, afin de surmonter une crise. Enfin, notre Banque ne dispose pas des moyens techniques particuliers, pour intervenir d'une façon efficace sur le marché des changes, tels que les fonds d'égalisation britannique et français des changes. Ces remarques ne signifient pas que notre Banque s'est désintéressée du sort de la monnaie nationale. Nous verrons par la suite, que son action a tendu constamment à empêcher les fluctuations excessives et désordonnées de notre monnaie, dans le sens de la hausse ou de la baisse. Elle a tenu compte, dans son action, de notre situation économique et des intérêts de notre commerce extérieur, pour en quelque sorte, diriger la monnaie. Elle a pu ainsi donner à notre monnaie une certaine stabilité, toute relative, sur le marché des changes.

Avec la législation récente sur le contrôle des devises, une place prépondérante a été réservée à notre Banque Nationale. C'est aujourd'hui principalement, par son intermédiaire, que s'effectuent les opérations de vente ou d'achat sur les devises.

L'action de l'institut d'émission pour maintenir la stabilité de la monnaie nationale sur le marché des changes est sans doute importante, mais elle n'est pas la seule, elle n'est même pas la principale; ici, ce sont des facteurs politiques et économiques qui agissent essentiellement. La cote des changes est très sensible à tous les événements politiques et économiques, nationaux et internationaux. La balance commerciale, ou plus exactement la balance des comptes du pays, est un élément d'appréciation de premier ordre pour le marché des changes. Les éléments psychologiques : la confiance du public dans la monnaie nationale et la spéculation, jouent aussi un grand rôle. Enfin, pour les pays soumis au régime de bimétallisme-argent, le prix du métal blanc, l'avenir de son marché et les décisions prises à son égard dans les différents pays sont autant de facteurs décisifs dans l'évolution du marché des changes.

Un rapide historique nous permettra mieux de comprendre les problèmes monétaires qui se posent en Iran.

SECTION I

Histoire monétaire de l'Iran de la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

L'unité monétaire de l'Iran était jusqu'à ces dernières années le kran argent qui contenait 4.79 grammes d'ar-

gent fin. A part les pièces en argent, il y avait aussi en circulation des pièces d'or (toman or du poids de 3.38 grammes d'or fin). Celles-ci avaient disparu de la circulation à la suite de la baisse constante du métal blanc, conformément à la loi de Gresham. Notre unité monétaire : kran, étant basée sur l'argent, ce sont les fluctuations dans le prix de ce métal qui ont principalement influé sur sa tenue. Pour bien s'en rendre compte, il suffit de comparer les variations dans le prix de l'argent à partir du milieu du xix^e siècle, avec celles du kran sur le marché des changes. Or, la hausse des changes suit régulièrement la baisse du métal blanc.

Voici un tableau des variations de la valeur de l'argent sur le marché de Londres (prix d'une once d'argent en pence) et le cours de la livre en kran, pour quelques années prises au hasard :

Années	Cours de la livre en kran	Prix d'une once d'argent
1866.	24,70	61 1/8
1870.	25	60 9/16
1883.	29	50 5/8
1889.	35	92 11/16
1899.	50	30 3/4
1902.	57	24.09
1907.	49 1/2	30.20
1914.	61,74	25.30
1916.	38,90	31.31
1917.	29,15	40.88
1918.	27,70	47.56
1919.	25,50	57.06
1926.	48,60	28.68
1929.	58	24.45
1930.	89	17.67
1931.	100	14.60

Ce tableau nous montre la corrélation qui a existé entre les mouvements du kran et ceux de l'argent métal.

La dépréciation de l'argent commence lentement, dès

le début de la deuxième moitié du xix^e siècle, pour prendre une allure précipitée à partir de 1872. La raison de cette dépréciation est double : la découverte des nouvelles mines et le perfectionnement des procédés techniques, la démonétisation de l'argent. Il est inutile de soulever ici la question de savoir si la démonétisation de l'argent a été la cause de sa dépréciation, opinion des partisans du bimétallisme, notamment aux États-Unis, ou bien si elle n'a été que l'effet de cette dépréciation. Ce qui est certain, comme le disait Groshen, c'est qu'on se trouvait dans un cercle vicieux : les États abandonnaient l'argent comme étalon monétaire, parce qu'il se dépréciait, et cet abandon à son tour accélérait sa chute. La dépréciation de l'argent est continue jusqu'à la guerre, plus exactement jusqu'en 1916, à part une légère hausse vers 1895 et au cours des années 1904, 1905, 1906 et 1907. De 1916 à 1920, le cours du métal argent enregistre une hausse considérable, hausse due aux circonstances particulières de la guerre. Depuis, l'argent a repris son mouvement de baisse, pour tomber à 14,60 d en 1931-32, le plus bas cours qu'il ait jamais connu. En 1932, une légère hausse s'est manifestée dans le cours de l'argent, mais la politique monétaire des États-Unis est venue modifier le cours normal des choses, nous en parlerons plus loin.

Parallèlement à la baisse du métal blanc, le kran s'est déprécié d'une façon continue jusqu'à la guerre. Après la guerre et la hausse exceptionnelle du métal blanc, le kran a retrouvé son niveau d'avant-guerre, marquant jusqu'en 1929 une certaine stabilité, autour de 48 krans la livre. C'est en 1929 que s'est produite en Iran une terrible crise des changes, la livre monta de 48 krans en 1928 à 58 krans en 1929, à 89 krans en 1930 à, 100 krans en 1931, pour

atteindre 111 kran en juillet-août 1932. Le public et les milieux économiques se montrèrent très inquiets de cette chute rapide de la monnaie nationale. Le Gouvernement, à son tour, s'inquiéta et se décida à prendre des mesures rigoureuses pour enrayer la chute du kran. Avant de passer en revue les mesures gouvernementales, nous voudrions étudier d'abord les causes profondes de la crise de 1929-30.

SECTION II

Explication de la crise des changes qui a débuté en 1308 (1929/30).

La presse et les milieux économiques de notre pays se sont donné beaucoup de peine pour trouver la cause véritable de la crise de 1308. Différentes explications ont été données qui comportent chacune une part de vérité. Le reproche qu'on peut adresser à la plupart de ceux qui ont étudié cette question, c'est d'avoir cherché, ayant souvent une opinion préconçue, dans un fait isolé, la cause de cette crise. Ceux-là même qui ont vu la complexité du problème n'ont pas pu, dans les causes multiples de la crise de 1308, bien distinguer le principal du secondaire.

La première explication, et qui avait le plus d'adeptes, cherchait la cause de la chute de notre monnaie dans le déficit de la balance commerciale. C'était aussi l'opinion du Gouvernement qui préparait la loi sur le monopole du commerce extérieur. Le déficit de notre balance commerciale était, en effet, très inquiétant. Voici les chiffres statistiques de notre commerce extérieur pour les années 1308 et 1309, en millions de kran.

	Importation	Exportation	Déficit
1308 (1929/30)	930	487	433
1309 (1930/31)	810	459	351

L'exportation des huiles minérales, qui est effectuée au profit de l'Anglo-Iranien Oil Company, n'est pas comprise dans ces chiffres. Il y aurait quelques corrections à apporter à ces chiffres pour faire ressortir la situation exacte de notre balance de commerce, notamment en tenant compte d'une somme supérieure à 50.000.000 de krans, prix des marchandises importées pour le compte de l'Anglo-Iranien Oil Company, qui ne devrait pas être comprise dans nos importations.

Ce qui est certain, c'est que notre balance commerciale présentait un déficit considérable au cours des années 1308 et 1309. Mais ce déficit était-il la cause principale de la crise des changes ? Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le déficit de notre balance de commerce fût quelque chose de nouveau. Or, notre balance commerciale était en état chronique de déficit. Pourquoi, dès lors, le déficit chronique aurait-il pu provoquer une crise des changes en 1308 ? On a d'ailleurs fait remarquer, très justement, que c'est la balance générale des comptes et non la balance de commerce qui doit être prise en considération. Or, si notre balance de commerce est déficitaire, notre balance des comptes (avec à l'actif, à part nos exportations de marchandises, nos revenus de toutes sortes, provenant principalement de l'exploitation du pétrole par l'Anglo-Iranien Oil Company) est par contre en équilibre, elle est même parfois excédentaire. Donc, la thèse qui voulait chercher la cause principale, sinon unique, de la crise de 1308, dans l'état déficitaire de notre balance de commerce, doit être en partie rejetée. Nous disons en partie, car le déficit de notre balance commerciale et surtout la perspective des demandes toujours croissantes de devises de la part du Gouvernement pour l'exécution de ses plans

économiques et militaires, ont eu, à n'en pas douter, l'effet de précipiter la chute de notre monnaie.

Certains voyaient dans la spéculation la cause principale de la crise de 1308. Ce sont les milieux commerciaux qui auraient spéculé à la baisse du kran. Nos commerçants détiennent, en effet, en temps normal, les faits récents l'ont prouvé une fois de plus, une grande quantité de devises étrangères et, suivant les perspectives du moment, ils pourraient agir dans le sens de la baisse ou de la hausse de la monnaie nationale. Mais, si la spéculation a une part de responsabilité dans la crise des changes de 1308, pourquoi s'est-elle exercée d'une façon particulière à cette date ? L'état de nos finances publiques était-il à ce moment alarmant ou bien pouvait-on craindre de la part de notre institut d'émission un manquement à ses engagements, notamment à celui d'assurer la convertibilité de ses billets ? Il n'en était rien. L'état de nos finances publiques était tout ce qu'il y a de plus satisfaisant. Notre pays est un des rares pays qui n'a pas de dette publique. Les recettes normales du budget subviennent largement à toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires. On ne pouvait pas, non plus, avoir des craintes sérieuses quant à la gestion de notre institut d'émission ou l'avenir de nos billets ; toutefois, les attaques contre la Banque Impériale et l'éventualité d'un recours à la force pour lui retirer son privilège, n'étaient pas pour apaiser les esprits.

Mais si la spéculation a joué un rôle dans la baisse du kran en 1308, et cela est évident, sur quoi s'est-elle basée ? En partie sur le déficit de notre balance commerciale, mais surtout sur l'avenir du métal blanc. Nous arrivons ici à la cause principale de la crise de 1308 et celles qui lui ont succédé : les variations dans le prix du métal blanc.

Le cours de ce métal, qui n'a cessé de baisser depuis 1921, a subi une chute profonde à partir de 1929, pour s'effondrer en 1931. La baisse du cours de l'argent métal a ainsi provoqué la crise des changes de 1308 en Iran. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau que nous avons publié plus haut pour s'en convaincre.

De 1926 à 1931, le cours de l'argent métal a subi une baisse de 50 %, le kran, dans la même période, a vu sa valeur diminuer dans les mêmes proportions sur le marché des changes. De 1929 à 1931, la chute de l'argent est verticale, il passe de 24,85 en 1929, à 17,67 en 1930, pour tomber à 14,60 en 1931 ; le kran à son tour s'effondre rapidement, le cours de la livre passe de 58 rials en 1929 à 89 rials en 1930, pour atteindre 100 rials en 1931. On pourrait nous demander pourquoi, si c'est le cours de l'argent qui est le facteur essentiel des fluctuations de notre marché des changes, la courbe de notre monnaie ne suit pas toujours fidèlement celle du métal blanc. La chute de l'argent métal est, en effet, parfois plus forte que celle de notre monnaie ; souvent, c'est le phénomène inverse qui se produit. Comment dès lors expliquer cette discordance ? L'explication est simple. Ce phénomène est dû à la spéculation. La situation de notre balance de commerce, les projets du Gouvernement et ses besoins futurs de devises pourraient conduire les spéculateurs à jouer à la hausse ou à la baisse du rial. De même, l'avenir du métal blanc et l'attitude des divers pays à son égard pourraient facilement provoquer la spéculation sur les devises et précipiter ou freiner ainsi la chute de notre monnaie.

La spéculation, en Iran, a un aspect tout différent de celui qu'elle présente dans les autres pays. Comme nous l'avons dit plus haut, ce sont surtout les commerçants

qui spéculent au bazar à la hausse ou à la baisse de notre monnaie pour se couvrir contre les fluctuations du change.

Voici, pour conclure, comment on peut expliquer la crise de 1308 : la cause principale de cette crise est la baisse du métal blanc, la spéculation à son tour est entrée en jeu, en exploitant les perspectives futures du marché de l'argent ainsi que les besoins de devises toujours croissants de notre pays.

Cette thèse, qui voit dans la baisse du métal blanc la cause principale de la crise des changes de 1308, nous paraît exacte. Elle est confirmée d'une façon indiscutable par les faits récents. Les dernières fluctuations dans le sens de la hausse ou de la baisse de notre monnaie sont l'effet, parfois lointain, des variations dans le prix du métal argent, malgré toutes les mesures prises par notre Gouvernement pour dissocier le sort de notre monnaie de celui de l'argent. C'est qu'il est impossible, dans l'état actuel des choses, d'arriver à ce résultat. On peut, par des mesures comme la suspension de la frappe libre ou l'interdiction de l'importation de l'argent métal, retarder ou diminuer l'effet des variations du cours de ce métal sur notre monnaie, mais on n'arrivera pas à l'éluder complètement.

SECTION III

Les mesures prises par le Gouvernement pour combattre la crise des changes.

La première mesure prise par notre Gouvernement pour lutter contre la chute du kran fut, au début de l'année 1930, l'interdiction de l'entrée de l'argent métal dans le pays. Cette mesure avait, aux yeux des pouvoirs publics, avec l'interdiction de la frappe libre, l'effet de rompre les liens qui existent entre notre monnaie et le métal blanc.

Un peu plus tard, le 25 février 1930, fut votée la loi sur le contrôle des devises. Cette loi fut abrogée deux ans après. Mais la chute de notre monnaie, au cours de l'année 1936, a fait apparaître une nouvelle législation sur les devises. Nous parlerons de la loi du 25 février 1930 lorsque nous étudierons la législation actuelle.

Toujours dans l'ordre chronologique, il faut citer notre loi de réforme monétaire du 18 mars 1930, sur l'étalon-or. Il n'est pas inutile d'insister un peu sur cette question. Déjà à plusieurs reprises, on avait songé à changer notre étalon monétaire. Cette question devenait d'actualité chaque fois que notre pays était la proie d'une crise des changes. La dernière crise a fait comprendre, par son ampleur, les dangers de l'étalon-argent, à tout le monde. Le Gouvernement, le Parlement, les milieux économiques et jusqu'au public lui-même, se montrèrent partisans de l'étalon-or. C'est dans cette atmosphère que la loi du 18 mars 1930 fut votée.

La nouvelle unité monétaire de l'Iran : le rial, fut basée sur l'or. Il devait contenir 0.366.119.1 grammes d'or fin, soit le poids du schilling-or anglais. La loi avait prévu la frappe des pièces de 20 rials, appelées pahlavi (équivalant une livre or) et de 10 rials, appelées $\frac{1}{2}$ pahlavi. La loi avait prévu aussi la frappe des pièces d'argent, mais celles-ci ne devaient plus être que des monnaies de billon, en contre-partie desquelles la loi avait exigé une couverture de 100 % en or ou en devises-or.

Le principe de cette loi qui, pour la première fois, avait introduit l'étalon-or en Iran était excellent. C'était la seule mesure efficace contre la crise des changes et l'instabilité de notre monnaie. Mais les conditions techniques pour sa réalisation pratique nous faisaient défaut. Une réserve

d'or suffisante était la première et la principale de ces conditions. Or, cette condition n'était pas remplie. L'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre et les pertes que nous avons dû subir de ce fait, à la suite de la dépréciation de notre réserve de devises étrangères, nous mit dans l'impossibilité de mener à bien la réforme de notre étalon monétaire. C'est pourquoi le Parlement vota la loi du 13 mars 1932 qui suspend temporairement l'application de l'étalon-or. D'après la nouvelle loi, le pahlavi or est divisé en 100 rials au lieu de 20. Le poids or du rial est fixé à 0.073.223.82 grammes, son poids argent est de 4.14 grammes d'argent fin. Le rial argent n'est plus, comme avec la loi de 1930, une monnaie de billon ayant une valeur monétaire supérieure à sa valeur métallique, mais bien notre unité monétaire. Nous sommes revenus, en fait, à l'état où nous étions avant la loi de 1930. Ce qui reste de la timide tentative de l'introduction de l'étalon-or en Iran est uniquement une nouvelle dénomination de notre unité monétaire : rial au lieu de kran.

La dernière mesure prise par notre Gouvernement, pour combattre la crise des changes, est l'établissement du monopole du commerce extérieur. Deux lois ont été votées à cet effet : celle du 25 février 1931 qui a posé le principe du monopole, et celle du 11 mars de la même année qui a édicté les modalités de son application.

Malgré le titre de la loi, ce n'est pas à proprement parler le monopole du commerce extérieur qui a été institué, mais seulement un système de contingentements. Les importations de marchandises étrangères ne sont autorisées que dans la limite des contingents établis par le Gouvernement. D'autre part, pour pouvoir importer, il faut présenter au préalable un certificat attestant que des

marchandises d'une valeur au moins équivalente ont été exportées. Ce système de certificat d'exportation négociable sur le marché est la partie originale de la loi. C'est un nouveau procédé de protectionnisme économique qui a ses mérites, mais aussi ses inconvénients. Ainsi, quand les certificats se négocient à un taux exagéré, le niveau des prix monte à l'intérieur du pays.

Le certificat d'exportation avait, au début, un cours libre, il se négociait jusqu'à 27 % de sa valeur, puis, en juillet 1934, les cours furent fixés à 9 % et à 13,50 % pour l'achat et la vente; enfin, trouvant le système trop rigide, une nouvelle loi votée le 14 esfand 1313 (1935) a permis au Gouvernement de modifier le cours des certificats d'exportation chaque fois qu'il le jugeait nécessaire.

A part ces deux limitations : les contingents officiels et la nécessité du certificat d'exportation, le commerce extérieur est complètement libre en Iran, et le terme de monopole pourrait prêter à confusion. Plusieurs exceptions sont apportées par la loi à son principe qu'il faut avoir exporté des marchandises nationales pour pouvoir importer des produits étrangers. La principale de ces exceptions est stipulée au profit des importations faites pour les besoins du Gouvernement. De ce fait, l'équilibre de notre balance de commerce pourrait être compromis, malgré la loi du monopole de commerce extérieur.

Quels ont été les résultats de cette législation sur le monopole du commerce extérieur ? Au cours de la première année de son application, nous voyons apparaître un excédent dans notre balance de commerce. Voici les chiffres statistiques de notre commerce extérieur pour l'année économique 1931-32 en millions de rials :

Importation	Exportation	Excédent
669	718	49

L'excédent de notre balance de commerce pendant cette année, quoique faible, n'est pas tout de même négligeable, surtout si nous tenons compte du fait qu'elle était considérablement en déficit avant l'établissement du monopole de commerce extérieur. Mais on peut se demander si cet état favorable de notre balance de commerce pendant l'année économique 1931-32, est uniquement le résultat des mesures édictées par la loi de 1931, ou bien s'il n'est pas dû, en partie, à d'autres facteurs économiques et notamment à la chute rapide du rial. Quoi qu'il en soit, le déficit de notre balance de commerce apparaît de nouveau au cours des années suivantes. Ce déficit est dû en grande partie aux importations faites par le Gouvernement ou les sociétés gouvernementales.

Ayant ainsi rapidement passé en revue les mesures législatives ou gouvernementales qui avaient pour but de combattre la crise des changes et d'enrayer la chute de notre monnaie, demandons-nous si l'objectif visé a été atteint ? Il faut avouer franchement que non. La baisse du kran s'est poursuivie malgré toutes les mesures prises. Le point culminant de la crise fut atteint en juillet-août 1932, où le cours de la livre monta jusqu'à 111 rials.

SECTION IV

La hausse rapide du rial à la fin de l'année 1935 et au début de l'année 1936.

Après sa chute verticale en août 1932, le cours du rial se mit à monter, au début de 1933, où la livre cotait aux environs de 100 rials. Au milieu de 1933, le cours de la livre descendit jusqu'à 82 rials, puis c'est une ère de stabi-

lité relative pour notre monnaie : le cours de la livre oscillait en 1933 autour de 80 rials et en 1934, autour de 78 rials.

Cette stabilité relative ne dura pas longtemps ; les devises étrangères subirent une baisse profonde à la fin de l'année 1934 et au début de l'année 1935. Le cours de la livre descendit de 76.67 rials en janvier-février 1935, à 69 rials en février-mars et à 64.65 rials en mars-avril, pour tomber à 56.92 rials en avril-mai 1935. Le cours le plus bas de la livre fut enregistré à la fin d'avril 1935, où il n'était que de 52 rials.

Il faut remonter à la période antérieure à la crise monétaire de 1929 pour trouver des cours pareils. Ainsi, la chute de notre monnaie était enrayée, elle était même revalorisée et retrouvait son ancien niveau. Ce résultat est dû, non pas à l'action des pouvoirs publics qui s'avéra inefficace, mais aux nouvelles conjonctures économiques qui changèrent les données de notre problème monétaire. Disons tout de suite que notre pays a autant souffert de la chute du rial que de sa revalorisation. Encore la dépréciation du rial avait-elle permis une certaine extension de nos exportations, et cela pouvait nous consoler ; mais sa hausse fut très nuisible à notre pays, c'est surtout notre commerce extérieur qui en souffrit beaucoup.

Mais comment expliquer ce revirement du marché des changes et sa brusque dépression ? Si les explications comme celles qui consistent à dire que la politique des contingentements aurait réduit la demande des devises, ou bien que l'offre des devises aurait augmenté par suite de la liquidation faite par les commerçants de leur réserve de devises en ces temps de crise et de dépression des affaires, si ces explications, disons-nous, pourraient être à la rigueur acceptables pour le début de la baisse, elles ne

signifient plus rien pour la période qui s'étend de la fin de 1934 au mois d'avril 1935. Dans cette période, en effet, la hausse du rial a pris une telle ampleur qu'il serait vain de chercher dans le déséquilibre de l'offre et de la demande sa raison déterminante. C'est encore dans les fluctuations du prix de l'argent métal qu'il faut voir la cause de la hausse du rial.

Dès les premiers mois de 1933, le cours de l'argent commence à monter lentement. L'espoir d'une revalorisation éventuelle de ce métal renaît dans les milieux internationaux. Les faits viennent confirmer aussitôt ces prévisions. Le Gouvernement des États-Unis est autorisé par le Congrès, vers la fin de 1933, à acheter 24 millions d'onces d'argent produit aux États-Unis. Un peu plus tard, au début de 1934, le secrétaire d'État au Trésor américain proclame la ferme volonté du Gouvernement de revaloriser l'argent. Au mois de mai de la même année, on enregistre l'événement capital pour l'avenir du métal blanc : le message du Président Roosevelt sur le Silver Purchase Act. L'argent peut désormais entrer dans une proportion de 1/4 à côté de l'or, dans la composition de la réserve des banques fédérales. Le Gouvernement américain achète, à cet effet, des stocks d'argent se trouvant aux États-Unis à un prix qui ne peut dépasser 50 Cts par once.

Les décisions prises par d'autres pays, notamment la Chine et l'Inde britannique, sont aussi favorables à la hausse du métal blanc.

C'est donc principalement la politique des États-Unis et la spéculation qu'elle déclencha qui poussèrent les cours de l'argent à des niveaux jusqu'alors inconnus. C'est la vieille querelle entre les partisans et les adversaires de la revalorisation de l'argent que nous voyons encore une

fois aux États-Unis d'Amérique. Les gros producteurs de l'argent ont une grande influence politique dans ce pays, la revalorisation de ce métal est d'un intérêt vital pour eux. Par ailleurs, il y a des considérations économiques, avec la revalorisation de l'argent, le pouvoir d'achat des peuples qui sont restés encore fidèles à ce métal, principalement la Chine avec ses 450.000.000 d'habitants, augmenterait, de nouveaux débouchés s'ouvriraient aux produits américains. Nous ne voulons pas juger de la valeur de tels arguments, nous notons seulement la ferme volonté des États-Unis, à cette époque, de pratiquer une politique de revalorisation de l'argent métal.

Le cours de l'argent, qui avait déjà progressé en 1933 et au début de 1934, commence à monter rapidement dès le milieu de cette année. La courbe de l'argent devient verticale à partir du mois de février 1935 pour atteindre son plus haut point à la fin du mois d'avril de la même année.

Au début de 1934, le cours de l'argent est aux environs de 20 d, au mois de septembre, il est de 21 d, au mois de décembre il monte à 24 d, au mois de mars 1935 il oscille autour de 27 d, et le 27 avril 1935, on enregistre le cours le plus élevé de l'argent : 36,1/4 d.

Pour se rendre compte de la corrélation qui existe entre la hausse de l'argent métal et celle du rial, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant :

Tableau des moyennes mensuelles du prix de l'argent (le prix d'une once en d) et le cours de la livre en rials, à la fin de 1934 et au début de 1935.

Date	Prix de l'argent	Cours de la livre
Dey (décembre-janvier)	24.481	75,90
Bahman (janvier-février) . . .	24.5727	74,85
Esfand (février-mars)	26.5505	70
Farvardine (mars-avril)	29.1155	62,70
Ordibehecht (avril-mai)	34.10	55,26

Nous avons soutenu la thèse, pour expliquer la baisse du rial pendant les années 1929-1932 et sa hausse au cours des années 1934-1935, que ce sont les variations dans la valeur du métal blanc qui ont déterminé les fluctuations du rial. Mais cela ne veut pas dire qu'il existe un rapport mathématique entre le cours du rial et celui de l'argent. L'entrée et la sortie de l'argent sont, en effet, interdites en Iran, d'autre part la frappe n'est pas libre. De ce fait, le cours du rial peut s'éloigner de sa parité métallique pour quelque temps. D'autres facteurs peuvent aussi agir et agissent en fait sur son cours, notamment la situation de notre balance de commerce et les variations dans l'offre et la demande des devises. Il faut aussi tenir compte que l'action de notre Banque Nationale, quoique timide, pourrait empêcher les variations brusques du rial. Il est facile de citer des cas où le cours du rial variait dans un sens et celui de l'argent dans l'autre. Le cours du rial est constamment au-dessous ou au-dessus de sa parité argent. Mais, il n'en reste pas moins vrai, et c'est un point essentiel, qu'à la longue, le sort du rial est lié à celui du métal blanc.

Les petites variations dans le prix de l'argent peuvent être sans effet immédiat sur le cours du rial; par certains procédés on peut maintenir pour une durée plus ou moins longue, le cours du rial à l'écart du courant du marché de l'argent, mais cela ne peut durer indéfiniment. Surtout quand il se produit un changement important sur le marché de l'argent, le rial ne peut pas rester indifférent. Ainsi, pendant la hausse rapide de l'argent au début de l'année 1935, le rial a dû suivre le mouvement malgré les efforts de la Banque Nationale. Le plus haut point du cours de

l'argent, à la fin d'avril 1935, coïncide exactement avec le cours le plus élevé du rial.

Les faits sont donc là pour confirmer cette vérité, qu'il est impossible de détacher complètement les liens qui existent entre le rial et l'argent métal. Nous savons bien que notre pays bénéficierait des avantages immenses si notre monnaie ne suivait pas les fluctuations du marché de l'argent ; c'était le point de vue du Gouvernement exposé au cours des débats du Parlement, c'était aussi le désir de notre Banque Nationale, mais il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités... Prenons une hausse rapide de l'argent métal. Si on empêche le rial par des procédés artificiels de suivre le mouvement, que va-t-il se produire ? Les pièces en argent disparaîtront de la circulation, et il sera très avantageux d'exporter du métal blanc. Mais dira-t-on que l'exportation de ce métal, comme son importation, est interdite en Iran. Cela est vrai, mais peut-on compter sur cette interdiction légale pour empêcher toute exportation de l'argent ; la contrebande ne va-t-elle pas se pratiquer facilement sur nos immenses frontières ? Même si on arrive à fermer complètement les frontières et à empêcher toute exportation frauduleuse, les pièces en argent seront thésaurisées et nos moyens de paiement déjà insuffisants se raréfieront au détriment de notre activité économique.

Dans le cas de baisse du métal blanc, le problème se pose dans des termes un peu différents. L'importation de l'argent est, en effet, interdite en Iran ; mais si on arrivait à l'importer frauduleusement, on se heurterait à une deuxième barrière : la suppression de la frappe libre. Mais même dans ce cas, qu'on le veuille ou non, le rial suivra à la longue le mouvement de l'argent métal. La chute de notre mon-

naie, au cours des années 1929-1932, et celle qui s'est produite pendant les années 1934-1935, l'ont prouvé une fois de plus.

SECTION V

L'action de notre Banque Nationale sur le marché des changes au cours de ces dernières années.

La politique monétaire de notre Banque Nationale a consisté essentiellement, au cours des périodes particulièrement agitées que nous avons traversées pendant ces dernières années, à maintenir une stabilité relative de notre monnaie. L'opinion des dirigeants de notre institut d'émission se résume dans le passage suivant, extrait du rapport à l'assemblée des actionnaires sur l'exercice de l'année 1312 : « une politique monétaire saine et bien réfléchie, visant à maintenir la stabilité des cours de change, forme pour notre pays la pierre angulaire de toute politique commerciale ».

Cette politique s'est avérée très difficile, il faut l'avouer, à la suite des brusques changements dans les circonstances économiques nationales et internationales. La dépréciation des monnaies d'un grand nombre de pays et les variations dans le prix de l'argent métal n'étaient pas pour faciliter la tâche de notre institut d'émission.

Le principe de cette politique de stabilité des changes se justifie aisément, car, l'instabilité monétaire désorganise la vie économique du pays et rend difficile la situation des commerçants et des producteurs.

Notre Banque a voulu d'abord mettre fin aux incertitudes mêmes qui existaient sur les cours exacts des devises. Les devises étrangères, jusqu'à ces dernières années, se négociaient au Bazar à des cours indéterminés. La publi-

cation des cours officiels par notre Banque Nationale fut une mesure heureuse qui mit fin à cet état de choses.

La politique de notre institut d'émission, en matière de stabilité monétaire, a donné par ailleurs des résultats qui ne sont pas négligeables. Ainsi pendant les 9 premiers mois de l'année 1313 (1934), le cours de la livre a été maintenu aux environs de 80 rials, malgré les changements dans l'offre et la demande et surtout malgré les variations du prix de l'argent métal. Voici pour cette période le tableau des cours de la livre et ceux de l'argent (once d'argent en d) (1).

Dates		Prix de l'argent	Cours de la livre
1313	1934		
Farvardine (mars-avril)		20.01	80,95
Ordibehecht (avril-mai)		19.15	82
Khordad (mai-juin)		19.67	81,90
Tir (juin-juillet)		20.62	79,15
Mordad (juillet-août)		20.95	79,75
Chahrivar (août-septembre) ..		21.73	79
Mehr (septembre-octobre)		23.23	79,85
Aban (octobre-novembre)		23.98	79,84
Azar (novembre-décembre) ...		24.49	81,04

Ainsi, pendant cette période, une stabilité relative a pu être assurée au rial, malgré les variations de l'argent. Ce tableau nous montre aussi qu'il ne peut y avoir, comme nous l'avons expliqué plus haut, un rapport direct et proportionnel entre les variations du rial et celles du métal blanc; mais d'autre part, l'intervention de notre Banque et la résistance du rial ne peuvent pas durer en face d'une hausse constante du prix de l'argent. Reconnaisant cette vérité, la Banque Nationale a laissé fléchir le cours des devises pendant l'année 1935, le rial a pu ainsi suivre le mouvement de hausse qui s'était manifesté sur le marché

(1) *Bulletin de la Banque Mélié, Iran, n° 5, page 31.*

du métal blanc. Notre Banque s'est même abstenue, au milieu de l'année 1935, de coter les devises étrangères, elle a ainsi laissé le rial complètement libre de trouver son niveau.

Dans ses interventions sur le marché des changes, notre Banque, à part le souci d'assurer la stabilité de la monnaie nationale, a toujours eu celui d'encourager notre production et notre commerce. Il est trop clair qu'avec une hausse du rial comme celle à laquelle nous avons assisté au début de l'année 1935, il devient impossible à notre commerce d'exportation de supporter la concurrence étrangère. Aussi, notre Banque s'efforça-t-elle, pendant cette période, de freiner la hausse du rial, afin de ne pas laisser s'étouffer l'économie nationale.

Notre Banque a suivi cette politique de stabilité monétaire malgré les sacrifices énormes qu'elle lui imposait. Ainsi, au cours de l'exercice 1314, nous avons vu qu'une perte de l'ordre de 9.500.000 rials résulta pour la Banque de ses opérations de changes qu'elle prit en charge.

SECTION VI

L'établissement du contrôle des devises et la stabilisation des cours des changes.

A la fin d'avril 1935, le rial avait atteint son plus haut cours : le cours de la livre avait baissé jusqu'à 52 rials. Le rial avait suivi ainsi l'évolution du marché de l'argent qui a eu lui aussi son plus haut cours à la même date avec 36,1/4 d.

C'est la spéculation qui avait poussé le cours de l'argent à un niveau si élevé ; c'est au même phénomène qu'est due la hausse exagérée du rial. Il était clair que ni le cours de l'argent, ni celui du rial, ne pouvaient se maintenir à des niveaux si élevés. Dès le 27 avril, nous avons assisté

à une chute verticale du métal blanc, malgré l'intervention du Gouvernement des États-Unis et ses achats continus. Le cours de l'argent tomba en quelques jours à 32 d ; il n'était au mois d'avril que de 29 d et actuellement il oscille autour de 20 d. De son côté, le rial subit une baisse profonde à partir du mois de mai 1935. La livre sauta en peu de temps de 52 rials à 67, puis à 85 et au mois d'août, elle atteignit 97 rials.

Après cette chute verticale, le rial commença à se redresser lentement, il regagna quelques points, mais, de nouveau, les cours des devises se mirent à monter et le marché des changes devint irrégulier.

C'est en partie pour mettre fin à l'instabilité des cours des devises, et à l'irrégularité du marché des changes que le Gouvernement iranien se trouva obligé d'instituer le contrôle des devises.

Déjà, les mesures restrictives concernant les devises étrangères avaient été prises en 1930. C'est la loi du 25 février 1930, complétée par celle du 22 juillet de la même année, qui avait institué deux commissions : la première appelée commission des cours et la deuxième commission du contrôle des devises. La commission des cours était composée du contrôleur du Gouvernement auprès de la Banque Nationale, des représentants des ministères intéressés, des représentants des banques ayant accepté de se soumettre aux prescriptions de la loi. Elle avait pour rôle, comme son nom l'indique, de fixer les cours des devises. La commission du contrôle des devises comprenait cinq membres nommés par le Conseil des ministres. Elle devait statuer sur les demandes de devises et, le cas échéant, délivrer des permis d'achat.

La loi interdisait toute opération sur les devises à un

cours autre que celui fixé par la commission ou contraire aux dispositions législatives et réglementaires.

L'accaparement des devises, l'exportation et l'importation de l'argent, l'exportation de l'or et des billets de la Banque Nationale étaient aussi prohibés par la loi.

Pour augmenter l'efficacité de la législation sur les devises et empêcher les fraudes, une autre mesure fut prise ultérieurement qui obligeait les exportateurs à vendre leurs devises au Gouvernement au cours fixé au moment de l'exportation par la commission des cours.

Cette législation sur les devises resta en vigueur pendant presque deux ans, sans avoir réussi à enrayer la chute de notre monnaie. Si le commerce libre des devises était interdit, et les particuliers ne pouvaient pas opérer par l'intermédiaire des banques autorisées, des « bourses noires » se créèrent où les devises étrangères se traitaient à des cours beaucoup plus élevés à ceux fixés officiellement. Ces restrictions amenèrent une hausse considérable du prix des marchandises d'importation, rendant la vie très chère. Un autre effet de ces mesures restrictives fut la multiplication des formalités administratives qui exposèrent les commerçants à l'arbitraire, voire aux exactions.

Il faut avouer franchement l'échec de notre première expérience dans ce domaine, expérience qui dura trop longtemps. C'est la loi du 14 février 1932 qui, après avoir aboli les mesures antérieures, formula de nouveau le principe de la liberté des transactions sur les devises. Les milieux économiques et le Gouvernement lui-même furent très heureux d'être enfin débarrassés d'une législation compliquée, gênante et inefficace. Le dernier vestige de cette législation disparut le 30 mai 1933, date à partir de

laquelle l'obligation pour les exportateurs de vendre leurs devises au Gouvernement fut supprimée.

Mais voici que de nouveau fut posée, avec la chute du rial au début de l'année 1936, la question du contrôle des devises dans notre pays. Les milieux économiques s'inquiétèrent de la nouvelle baisse du rial et des irrégularités du marché des changes. La presse et le public accusèrent la spéculation d'avoir provoqué la baisse de notre monnaie, malgré les conditions favorables dans lesquelles se trouvait l'économie iranienne. « Lorsqu'un État clôture son budget par un excédent, lorsque la balance commerciale porte sur une plus-value des exportations, lorsque la couverture métal d'une émission dépasse le 100 %, quelle est donc la raison de cette baisse irrégulière de l'étalon d'un pays qui, comme l'Iran, bénéficie de ces avantages financiers primordiaux » (1). C'est dans ces termes que la presse parlait de la baisse du rial, baisse qu'elle trouvait anormale.

Le Gouvernement iranien se trouva de nouveau dans l'obligation de recourir à des mesures draconiennes d'intervention et fit voter par le Parlement la loi du 1^{er} mai 1936, sur le contrôle des devises.

Un règlement pris conformément à la loi vint quelques jours plus tard fixer ses modalités d'application.

La nouvelle législation sur les devises s'est inspirée, en partie, de celle de 1930 ; l'expérience acquise a permis au Parlement de voter une loi moins imparfaite que la précédente. Le but essentiel de la nouvelle législation est d'équilibrer ce qu'elle appelle « la balance en devises du pays ». C'est d'abord notre balance générale des devises qui est prise en considération, et ensuite notre balance particulière vis-à-vis d'un pays considéré. A cet effet, et pour équilibrer

(1) *Le Journal de Téhéran*, 5 mars 1936.

ces deux balances, la loi pose, dans son article 1^{er}, le principe de l'interdiction des transactions de toutes sortes sur les devises et celle de leur sortie, sauf dans les cas et conformément aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Une commission est créée appelée « Commission des devises ». Elle est composée de cinq membres : deux membres désignés par le ministre des Finances, dont l'un aura la présidence de la commission, un membre nommé par le ministre du Commerce, deux membres désignés par la Banque Nationale, dont l'un sera nommé vice-président. L'autorisation de cette commission est nécessaire pour toutes les opérations sur les devises étrangères. Elle doit délivrer des licences d'importation dans les limites de notre balance générale des devises en tenant aussi compte de l'état de notre balance particulière avec le pays en question. L'obligation de demander une licence s'impose aux particuliers, aux sociétés, aux organisations publiques et même au Gouvernement. Les exportateurs sont tenus de vendre leurs devises aux banques autorisées par le Gouvernement et aux cours officiels.

Des dispositions particulières sont prises pour les engagements antérieurs à la promulgation de la nouvelle loi.

Des dérogations sont apportées par la loi à son principe, au profit des pays avec qui nous avons des conventions commerciales basées sur la compensation.

La loi ne s'applique pas aux exportations de l'Anglo-Iranien Oil Company et à celles de la Société des Pêcheries.

D'après l'article 4 de la loi, les cours des devises doivent être approuvés par le Conseil des ministres.

Des pénalités sévères sont édictées par l'article 9 de la loi contre ceux qui enfreindraient ses dispositions. La

création d'un tribunal spécial est prévue, d'autre part, pour juger ces infractions.

Conformément à l'article 11 de la loi, un règlement a été pris quelques jours plus tard, qui détermine en détail les attributions de la Commission des devises, les obligations des banques autorisées et les formalités nécessaires à l'octroi des licences d'importation.

Notre Banque Nationale avec la Banque Impériale sont les seuls établissements autorisés à effectuer des opérations sur les devises étrangères.

Les cours des devises ont été fixés sur la base de 80 rials la livre et n'ont pas changé depuis. Ces cours sont inférieurs de 15 points environ à ceux pratiqués avant le vote de la loi.

Que faut-il penser de notre nouvelle législation sur les devises ? La nouvelle expérience entreprise sera-t-elle plus heureuse que la première ? Notre pays n'est certes pas le seul qui ait adopté des mesures restrictives en matière de change. Après la guerre, tous les pays, les petits comme les grands, ont eu à faire face aux difficultés économiques et financières. Le contrôle des devises fut appliqué avec beaucoup d'autres mesures pour surmonter ces difficultés, mais la situation de l'économie mondiale, le commerce et les rapports internationaux ont considérablement souffert de l'application de ces mesures restrictives de la liberté. Le jour où on se résoudra enfin, dans un effort de collaboration internationale, à reconstruire l'économie mondiale sur des bases saines et solides, la première mesure à prendre sera de supprimer ces barrières gênantes pour le libre développement économique des peuples. Mais, sur le plan national, pour un pays considéré et dans des circonstances particulières, des mesures de ce genre pourraient avoir temporairement des résultats efficaces. L'intervention de l'État

est, en effet, nécessaire dans un moment de crise financière, de spéculation et de sortie des capitaux.

Les différents pays qui ont pris des mesures de contrôle des devises ont poursuivi principalement les buts suivants : empêcher la sortie des capitaux, décourager les nationaux d'aller à l'étranger, réduire les importations de marchandises étrangères. Voyons comment ces problèmes se posent en Iran. Prenons d'abord le mouvement des capitaux, c'est là un problème d'une importance capitale pour les pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique. Mais pour notre pays, ce problème présente un intérêt beaucoup plus faible. Les capitaux iraniens ne vont guère s'investir dans les pays étrangers ; le mouvement des capitaux à court terme est lui aussi négligeable. Le problème est différent pour les importations de marchandises étrangères. Le contrôle des devises pourrait avoir l'effet de les réduire. Mais étudions cette question de plus près. Le déficit de notre balance commerciale n'est pas considérable ; d'après les déclarations officielles, nous pourrions même enregistrer cette année un excédent. Mais quand il y a un déficit, d'où provient-il ? Ce sont principalement les importations du Gouvernement, les dépenses effectuées pour notre équipement économique et pour notre défense nationale qui en sont la cause. Ces dépenses sont décidées par le Gouvernement qui les considère impérieuses ; dès lors, le contrôle des devises pourrait-il avoir ici un effet quelconque ? En parlant de la situation de notre balance de commerce, n'oublions pas que la loi sur le monopole du commerce extérieur est toujours en vigueur, et qui a pour objet précisément d'assurer son équilibre. Nos importations ne sont pas libres, elles sont limitées par les contingents officiels. Ceci dit, il est incontestable que le contrôle des devises

aura pour effet de renforcer les résultats de la loi sur le monopole du commerce extérieur. Le contrôle des devises et le monopole du commerce extérieur sont deux mesures complémentaires. La première vise l'équilibre de notre balance de commerce et la deuxième celui de notre balance générale des comptes. Par l'adoption de ces deux mesures, le Gouvernement iranien n'a pas cherché seulement à équilibrer notre balance de commerce et notre balance générale des comptes, mais aussi et surtout, à orienter nos importations vers des marchandises qui sont jugées indispensables pour notre défense nationale et pour notre équipement économique, au détriment des articles de luxe ou des produits qui ne sont pas absolument nécessaires. Quant au tourisme et aux dépenses effectuées par les Iraniens à l'étranger, il est évident que la nouvelle réglementation des devises produira un effet qui n'est pas négligeable.

Il est encore trop tôt pour juger les résultats de notre nouvelle législation sur les devises. En ce qui concerne la stabilisation des cours, il semble que le but poursuivi par la loi a pu être atteint sans grandes difficultés. Les cours des devises, en effet, furent fixés au mois de mai 1936 et n'ont pas changé depuis cette date. C'est un résultat qui est appréciable. Mais il ne faut pas se méprendre, l'expérience de notre première tentative est édifiante sur ce point; à côté du marché officiel, les devises étrangères pourraient se traiter à des cours beaucoup plus élevés dans les « bourses noires », ce qui diminuerait l'importance et la portée de la stabilité des cours officiels. Pour bien juger de la stabilité de notre monnaie sur le marché des changes, il faut surtout voir ce qu'elle peut coûter à notre Banque et au Trésor.

CONCLUSION

Au cours de cet ouvrage et à propos des différentes questions étudiées, nous avons été amenés à indiquer nos idées personnelles et à faire quelques suggestions. En guise de conclusion, nous allons les reprendre afin de les présenter sous une forme concrète et systématique.

1. Notre Banque Nationale est en fait une banque d'État puisque toutes ses actions appartiennent à l'État iranien. Si les considérations théoriques militent contre la solution adoptée par notre pays, il faut reconnaître pourtant qu'elle était la seule pratiquement réalisable au moment de la création de notre Banque Nationale. D'ailleurs, dans le problème que pose, au sujet de l'émission, le choix entre le système de la banque d'État et celui de la banque privée, aussi bien que dans la question plus vaste et si débattue du rôle et des attributions de l'État, tout dépend de la manière dont l'État considéré remplit sa mission, et de l'esprit qui inspire son activité. Les résultats obtenus en si peu de temps par notre Banque Nationale, l'extension considérable prise par ses opérations, le tout assuré par une gestion saine et prudente, démontrent que l'État iranien, loin d'avoir abusé de son autorité sur notre institut d'émission, lui a prêté un concours utile et a soutenu les premiers pas de ce jeune établissement.

Après l'hommage ainsi rendu au Gouvernement iranien, il ne reste pas moins une question de principe à trancher. Le Gouvernement iranien, en face de la carence incontestable des initiatives privées et de l'insuffisance évidente de la capacité d'absorption de notre marché finan-

cier, doit-il donner à ses multiples interventions industrielles, commerciales et agricoles actuellement légitimes et indispensables, un caractère définitif et les considérer ainsi comme entrant dans sa mission normale, ou bien ne devrait-il plutôt leur donner un caractère éducatif afin de réveiller les initiatives privées et leur servir d'exemple ? La nuance est peut-être subtile, mais elle a une grande importance pour l'avenir de l'Iran et l'orientation de sa politique générale. D'après nous, l'hésitation n'est pas permise, la deuxième solution est préférable, elle est plus conforme à l'intérêt aussi bien de l'État que des particuliers.

Le meilleur moyen pour notre Gouvernement de remplir son rôle éducatif consisterait à mettre peu à peu à la disposition du public les actions des multiples entreprises qu'il a créées et qu'il crée encore aujourd'hui sur une grande échelle. Évidemment, la discrimination entre les entreprises qui devraient être abandonnées à l'activité privée et celles qui devraient rester sous le contrôle direct de l'État, est nécessaire. D'ailleurs, dans le cas des entreprises de la première catégorie, l'État ne se désintéresserait pas complètement de leur sort, il garderait toujours son droit de contrôle général.

En ce qui concerne plus particulièrement notre Banque Nationale, il serait à notre avis opportun d'envisager le problème de la répartition éventuelle d'une partie au moins de ses actions dans le public. Il va de soi que, dans ce cas, le contrôle et les droits du Gouvernement dans la gestion de la Banque devraient être renforcés pour lui permettre de défendre efficacement les intérêts généraux du pays. Cette solution est bien conforme à l'esprit et à la lettre des statuts de notre Banque, qui ont été conçus manifes-

tement pour s'appliquer à une banque privée et non à une banque d'État.

2. La Banque Nationale, qui a la lourde charge de défendre la monnaie nationale et de résoudre le problème complexe du crédit, a à la fois des attributions très vastes, et des moyens d'action restreints.

Certaines de ses attributions statutaires sont nettement incompatibles avec le rôle d'un institut d'émission moderne; telles sont notamment l'octroi de crédit à long terme et les participations financières. Heureusement, les dirigeants de la Banque, pleinement conscients de leur responsabilité, ont imprimé à sa gestion un grand esprit de prudence. La Banque se désintéresse de plus en plus des opérations d'un caractère commercial et à long terme ; ses ressources sont en grande partie employées aux opérations d'escompte et d'avance. Il faut souhaiter que cette limitation du rôle de notre Banque Nationale se précise encore davantage, et surtout ses statuts devraient subir, sur ce point, une refonte complète.

Quant aux moyens dont dispose notre Banque Nationale pour agir sur le marché monétaire et pour fournir une aide à l'économie nationale, nous savons qu'ils ont acquis depuis quelque temps une grande importance, notamment à la suite de l'augmentation du capital social et de l'élévation successive de la limite maximum des billets qu'elle pourrait émettre.

Mais, en tenant compte du milieu dans lequel elle fonctionne et de l'étendue de son rôle, il faut convenir que ses moyens d'action sont encore insuffisants. Il faut surtout lui donner les moyens nécessaires pour arriver à organiser en Iran un marché monétaire répondant aux nécessités

économiques actuelles : argent à bon marché et facile, disponibilités abondantes.

Pour accroître l'efficacité des services de notre Banque Nationale, on pourrait envisager différents moyens. Les assemblées générales de la Banque ont insisté beaucoup sur le réescompte qui donnerait à notre Banque l'arme nécessaire à toute banque d'émission. Un autre remède plus efficace pourrait consister à centraliser dans ses services toutes les opérations monétaires de l'État et des entreprises publiques.

Actuellement une grande partie des dépenses publiques est effectuée en dehors de l'intervention et à l'insu de la Banque : un tel état de choses est nuisible à une bonne organisation du marché monétaire. Notre Banque Nationale aurait des moyens d'action beaucoup plus efficaces, si toutes les opérations monétaires du Gouvernement et des entreprises publiques étaient effectuées par son entremise.

3. L'organisation d'un marché financier, permettant à l'économie iranienne de trouver des capitaux nécessaires, est une question vitale pour notre pays. Un grand nombre d'entreprises industrielles, commerciales, bancaires et agricoles ont été déjà créées, la plupart avec l'aide financière directe ou indirecte du Gouvernement, et quelques-unes avec le concours des capitaux privés. Le Gouvernement iranien a, d'autre part, entrepris une série de travaux gigantesques, comme la construction du chemin de fer transiranien, et les a financés avec les seules recettes budgétaires. Malgré tout ce qui a été fait jusqu'aujourd'hui avec ce système, il saute aux yeux que d'autres concours sont nécessaires pour mener à bien l'œuvre de redressement économique entreprise par le Gouvernement. On pourrait penser à l'emprunt étranger, comme procédé de

financement de multiples travaux qui nous attendent. L'emprunt étranger préconisé par quelques-uns pourrait revêtir ou bien le caractère public : ce serait le Gouvernement iranien qui émettrait lui-même des emprunts sur les marchés financiers étrangers, ou bien de préférence le caractère privé : ce serait dans ce cas les entreprises privées qui s'adresseraient directement à l'épargne étrangère. Le Gouvernement iranien a jusqu'ici écarté délibérément ces deux solutions. La première : emprunt public, dans l'état actuel des choses, pourrait réveiller la convoitise de nos voisins. Il est vrai que le Gouvernement pourrait s'adresser aux pays qui n'ont pas de visées politiques sur l'Iran : Hollande, Suisse, etc., mais ces pays s'intéresseraient peut-être moins, et pour cause, à notre sort. Quant à la deuxième : emprunt privé, nous avons le droit de nous montrer sceptique à son égard. Les capitaux étrangers iraient-ils s'investir dans un pays comme l'Iran, qui est éloigné des centres financiers mondiaux et qui n'a pas suffisamment attiré jusqu'ici l'attention du public international, en dépit du grand mouvement de reprise et d'activité économique qui y a été déclenché. Même si les capitaux étrangers voulaient s'investir dans notre économie, ils ne manqueraient pas d'exiger de sérieuses garanties, notamment celle de l'État, ce qui nous ferait tomber à peu près dans la première solution : emprunt public avec les risques et les dangers qu'il comporte. En tout cas, si on veut sérieusement envisager l'emprunt étranger, il faut, de toute nécessité, préparer le terrain à l'aide d'une propagande habile.

À l'emprunt étranger, nous préférons de beaucoup qu'on fasse d'abord appel à l'épargne nationale. Les capitaux commencent déjà à sortir de leur cachette, la

sécurité juridique et politique, le réveil national et la compréhension des réalités économiques les ont encouragés à entrer dans le cycle des affaires. Mais l'épargne nationale est encore timide, elle n'est pas familiarisée surtout avec les placements financiers, elle a besoin d'être guidée et conseillée. D'autre part, notre pays manque encore d'un marché financier organisé et présentant les garanties nécessaires. La création d'une bourse sur le modèle des bourses étrangères, serait très utile. Mais, si le Gouvernement iranien venait à envisager cette solution, comme on le lui demande de divers côtés, il faudrait qu'il exerçât une surveillance vigilante en même temps qu'il devrait établir des règles strictes et sévères pour empêcher les manœuvres tendant à spolier les épargnants.

4. Les crises de change et les variations brusques du rial au cours de ces dernières années, ont fait comprendre à l'opinion publique et au Gouvernement de notre pays, la nécessité absolue d'avoir une monnaie stable. Le ministre des Finances ne vient-il pas tout dernièrement de déclarer au Parlement : « la stabilité de la monnaie est un principe fondamental, c'est l'opinion du Gouvernement » (1).

La cause profonde de l'instabilité monétaire et des crises de change que notre pays a subies, est trop connue : c'est l'étalon-argent. Pour que l'Iran retrouve la santé monétaire, il faut qu'il attaque le mal par sa racine, l'abandon de l'étalon-argent serait le seul remède efficace.

Le Gouvernement s'est appliqué, à défaut d'une telle solution radicale, à désolidariser dans la mesure du possible le sort de notre monnaie de celui de l'argent métal. La suspension de la frappe libre et l'interdiction d'entrée et de sortie de l'argent, visent notamment ce but. Mais il est

(1) Discours du ministre des Finances le 12 aban 1315.

trop clair que ces mesures ne sont que des pis-aller, et que si la hausse ou la baisse de l'argent est profonde, ces barrières fragiles ne pourraient pas empêcher notre monnaie de suivre le mouvement. Les expériences de ces dernières années l'ont prouvé une fois de plus ; l'insuffisance des résultats obtenus a amené le Gouvernement iranien à recourir finalement à des mesures draconiennes d'intervention : à deux reprises il a institué le contrôle des devises. Mais ces mesures ne devraient être que des mesures d'exception ; le Gouvernement a été contraint de les adopter, par suite de l'attitude des autres pays et de la situation monétaire internationale. Tôt ou tard, il faudra revenir à une situation normale, et la question de la réforme de notre étalon monétaire se posera de nouveau. Il ne peut malheureusement, aujourd'hui encore, être question pour notre pays, au milieu du chaos monétaire international, de changer dès à présent d'étalon monétaire et de fixer le cours du rial à un certain poids fixe d'or. Ce serait de sa part une faute qui pourrait asphyxier notre économie et notre commerce d'exportation et qui surtout conduirait une telle réforme prématurée à un échec certain.

Notre pays ne devrait procéder à la réforme définitive de son système monétaire, dans le sens de l'adoption de l'étalon-or, que si les autres pays, et en premier lieu ceux avec qui nous avons des rapports commerciaux, comme l'Angleterre, voulaient bien stabiliser leur monnaie en revenant à l'étalon-or ; une fois cette condition remplie, l'Iran pourra, sans grandes difficultés, adopter et pratiquer le système de l'étalon-or. Les conditions techniques nous sont favorables : équilibre budgétaire, absence de dette publique, importance de l'encaisse-or de la Banque Nationale. Dans le cas de l'adoption éventuelle de l'étalon-or, il faudrait

aussi réunir les conditions économiques favorables : équilibre de la balance de commerce et de la balance des comptes. Le point délicat et qui présente une importance capitale serait, évidemment, de fixer le poids or du rial à un niveau correspondant à notre situation économique générale. Une erreur sur ce point pourrait être très onéreuse et nous obligerait à reprendre la question de la réforme de notre monnaie.

Pour terminer, nous ne dissimulons pas notre joie de voir que la question de l'adoption éventuelle de l'étalon-or est à l'ordre du jour en Iran. Les milieux économiques aussi bien que les autorités monétaires de notre pays y sont favorables. Voici l'opinion des dirigeants de notre institut d'émission, exprimée dans le rapport annuel, fait à l'assemblée générale des actionnaires sur l'exercice de l'année 1314 : « Nous devons enfin... donner un jour au pays son statut monétaire définitif. Toutefois ce n'est pas au moment où les monnaies les plus anciennes ou les mieux gagées : livre, dollar, franc, cherchent leur voie, que notre pays peut se lier à un système monétaire définitivement. L'importance de notre encaisse et la forte couverture de notre circulation nous permettent d'affirmer que, le moment venu, toutes les conditions techniques seront réalisées pour assurer le succès de cette réforme. Celle-ci sera, en quelque sorte, le couronnement de toute l'œuvre économique qui aura fait de l'Iran, sous l'impulsion énergique de son souverain, une puissance prospère et indépendante ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et publications officielles.

- AFCHAR. — *La politique européenne en Perse*. Lausanne, 1921.
- AUBIN. — *La Perse d'aujourd'hui*. Paris, 1908.
- AYN LAN BER. — *La Perse et la Grande-Bretagne*. Genève, 1919.
- BAMEULE (Henry). — *La Banque nationale dans l'Etat contemporain*. Paris, 1905.
- COLSON. — *Cours d'économie politique*. Paris, 1931.
- CURZON. — *Persia and the persian question*. 2 vol., London, 1892.
- DEMORGNY. — *Les institutions financières en Perse*.
- DJAMAL ZADEH. — *Gandjé Chaigan* (en iranien).
- EPSTEIN (E.). — *La circulation monétaire et les banques de dépôt*. Paris, 1936.
- LEBEAU (Ch.). — *La Banque de France*. 2 vol., Paris, 1931.
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*. Paris, 1910.
- LIESSE (André). — *La Banque de France, son rôle et sa fonction dans l'organisation de crédit en France*. Paris, 1910.
- PICARD (Roger). — « Les questions financières à la Conférence de Gênes. » *Revue d'Economie politique*, 1922, p. 481.
- SERVAIS (E.). — *Banques d'émission*. Paris, 1932.
- S. D. N. — Documents officiels :
- Memorandum sur les Banques centrales*.
- Législation sur l'or*. Genève, 1930. S. D. N., C. 373.
- Documents sélectionnés soumis à la Délégation de l'or du Comité financier de la S. D. N.* Genève, 1936. S. D. N., C. 374.
- Rapport provisoire de la Délégation de l'or du Comité financier de la S. D. N.* Genève, 1930, C. 375.
- Rapport de la Délégation de l'or du Comité financier*. C. 502, Genève, 1932.
- Principes et méthodes de l'œuvre de restauration financière entreprise sous les auspices de la S. D. N.* Genève, 1930.
- ULRICH (Edmond). — *Les principes de la réorganisation des Banques centrales en Europe après la guerre*. Paris, 1935.

Thèses.

CHIDFAR. — *La réforme monétaire et l'étalon-or en Iran*. Paris, 1935.

GHAVANI. — *Le prêt à intérêt en Perse*. Paris, 1934.

KAZEMI. — *Le commerce extérieur de la Perse*. Paris, 1930.

Périodiques.

Bilan et rapport de la Banque Mellié Iran.

Bulletin de la Banque Mellié Iran.

Bulletin de la Chambre de commerce franco-iranienne.

Revue officielle de la Chambre de commerce de Téhéran (en iranien).

Vu : le Doyen,
Edgar ALLIX.

Vu : le Président de thèse,
ROGER PICARD.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris :

Pour le Recteur :
l'Inspecteur de l'Académie,
GILLEY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'intervention politique et économique étrangère en Iran au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e</i>	21
SECTION I. — Rivalité anglo-russe	22
SECTION II. — La mainmise étrangère sur l'économie iranienne. Les concessions	25
§ 1. — Les concessions au profit des Anglais	25
§ 2. — Les concessions au profit des Russes	27
CHAPITRE II. — « <i>L'Imperial Bank of Iran</i> » et la Banque d'escompte	29
SECTION I. — Les raisons qui commandaient la création d'une banque moderne.	29
§ 1. — Les moyens de paiement	29
§ 2. — L'organisation de crédit et la question de prêt à intérêt	30
SECTION II. — La création de l'Imperial Bank of Iran	33
SECTION III. — Les termes de l'acte de concession. Les modifications postérieures	35
SECTION IV. — La place de « l'Imperial Bank » dans l'économie iranienne.	42
SECTION V. — La Banque d'escompte de l'Iran	48

DEUXIÈME PARTIE

La création de la Banque Mellié Iran. Son organisation. Sa transformation en institut d'émission. Les règles de la couverture des billets.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La création de la Banque Mellié Iran et l'étude de ses statuts</i>	53
SECTION I. — Les nouvelles circonstances politiques et économiques de l'Iran après la guerre	53

SECTION II. — La loi autorisant la création de la Banque Mellié Iran.	56
SECTION III. — Le capital social de la Banque. Sa forme juridique.	58
SECTION IV. — Les organes statutaires de la Banque . . .	60
§ 1. — La direction.	61
§ 2. — Le conseil de surveillance	61
§ 3. — L'assemblée générale des actionnaires.	63
SECTION V. — Les opérations que la Banque peut effectuer et celles qui lui sont interdites d'après les statuts . .	65
SECTION VI. — Les règles posées par les statuts concernant la gestion de la Banque et l'établissement de son bilan .	66
SECTION VII. — L'appréciation critique des statuts de la Banque Nationale de l'Iran. Comparaison de ses statuts avec ceux des banques centrales modernes	68
§ 1. — Le principe de l'indépendance	70
§ 2. — Le principe de la limitation des opérations de la Banque centrale à des opérations à court terme	76
§ 3. — Les principes de la limitation des avances à l'État et de la centralisation auprès de la Banque centrale, des opérations monétaires de l'État et des entreprises publiques .	79
A) Principe de la limitation et de la réglementation des avances à l'État	79
B) Le principe de la centralisation auprès de la Banque centrale, des opérations monétaires de l'État et des entreprises publiques	81
CHAPITRE II. — <i>Les débuts de la Banque. Son activité jusqu'au premier Favardine 1311 (21 mars 1932). La création de la Section Agricole</i>	85
SECTION I. — Les débuts de la Banque	85
SECTION II. — Création de la Section Agricole	91
CHAPITRE III. — <i>L'accord du 23 ordibehecht 1309 (13 mai 1930). La transformation de la Banque Mellié Iran en institut d'émission.</i>	100
SECTION I. — L'accord du 13 mai 1930 entre « l'Imperial Bank of Iran » et le gouvernement iranien	100
SECTION II. — L'importance de l'accord du 13 mai 1930 et l'orientation nouvelle qu'il donne à l'activité de notre Banque Nationale	102
CHAPITRE IV. — <i>La réglementation de l'émission des billets et les règles de leur couverture</i>	105
SECTION I. — La loi du 22 esfand 1310	105
SECTION II. — Examen critique des dispositions de la loi du 13 mars 1932 sur l'émission des billets	107

§ 1. — Le privilège d'émission des billets jouissant du cours légal donné à la Banque Nationale . .	107
§ 2. — Le système de Currency Principle adopté par la loi de 1932	108
§ 3. — Le système de plafond d'émission	111
§ 4. — La composition de la réserve et le système de Gold Exchange Standard	111
§ 5. — La disposition de l'article 6 de la loi de 1932 .	113
SECTION III. — La loi du 11 septembre 1934 (20 chahrivar 1313) et les modifications qu'elle apporte dans notre système d'émission	113
§ 1. — L'élévation du plafond d'émission de nos billets	113
§ 2. — Les dispositions de la loi du 11 septembre 1934 modifiant les règles de couverture de nos billets.	116
SECTION IV. — Examen critique de la loi du 20 chahrivar 1313	116
§ 1. — Critique de forme de la loi.	117
§ 2. — Le système de pourcentage de réserve et le taux de 60 %	118
§ 3. — L'abandon définitif du système de Gold Exchange Standard.	124
SECTION V. — La mise en circulation de nos nouveaux billets	125

TROISIÈME PARTIE

Le rôle de la Banque nationale dans l'économie iranienne.

Le bilan et son évolution. La politique de la Banque en matière de crédit et de stabilité monétaire.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Banque Nationale de l'Iran et les instituts d'émission des pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique. Tableau rapide des différentes banques existant en Iran.</i>	133
SECTION I. — Comparaison de la Banque Nationale avec les instituts d'émission modernes	133
SECTION II. — Tableau rapide des banques existant en Iran.	136
CHAPITRE II. — <i>Etude du « bilan » et son évolution</i>	138
SECTION I. — Bilan	138
§ 1. — Le « Passif »	139
§ 2. — L'« Actif »	142
§ 3. — Compte « Profits et Pertes »	145
SECTION II. — Les enseignements tirés des chiffres du bilan de l'année 1314, pour mettre en relief les caractéristiques de notre Banque Nationale	147
§ 1. — Proportion en pourcentage des billets et des dépôts	148

§ 2. — Proportion en pourcentage des trois catégories de dépôt	149
§ 3. — Proportion en pourcentage des créances sur l'État et des autres avoirs productifs de la Banque	150
§ 4. — Proportion en pourcentage des avoirs commerciaux de notre Banque	151
§ 5. — Le montant des billets par tête d'habitant	152
SECTION III. — L'extension prise par les opérations de notre Banque Nationale	153
§ 1. — Billets émis. Encaisse métallique. Pourcentage de réserve	153
A) L'évolution de notre encaisse-or	157
B) L'évolution de notre encaisse-argent	162
C) L'évolution de notre encaisse globale et les variations dans le pourcentage de réserve de nos billets	164
§ 2. — Les dépôts	167
§ 3. — L'évolution du portefeuille commercial	167
§ 4. — L'évolution des comptes débiteurs	168
CHAPITRE III. — <i>L'action de la Banque nationale en matière de crédit</i>	170
CHAPITRE IV. — <i>L'action de la Banque nationale en matière de stabilité monétaire. La crise des changes et le contrôle des devises</i>	178
SECTION I. — Histoire monétaire de l'Iran de la fin du xx ^e siècle jusqu'à nos jours	180
SECTION II. — Explication de la crise des changes qui a débuté en 1308 (1929-1930).	183
SECTION III. — Les mesures prises par le Gouvernement pour combattre la crise des changes	187
SECTION IV. — La hausse rapide du rial à la fin de l'année 1935 et au début de l'année 1936	191
SECTION V. — L'action de notre Banque Nationale sur le marché des changes au cours de ces dernières années	197
SECTION VI. — L'établissement du contrôle des devises et la stabilisation des cours de change	199
CONCLUSION	207
BIBLIOGRAPHIE	215

